

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- L'imminence du conflit Grèce/Turquie (page 4)
- La grande récession du capitalisme en cours : un panorama (page 7)
- La signification stratégique du sommet de Madrid de l'OTAN fin juin 2022 (page 22)
- L'OTAN met en place une force de réaction à l'échelle d'une armée conventionnelle en Europe c'est l'annonce d'une guerre impérialiste! (page 29)
- « Durcir l'armée de terre » française » (page 31)
- L'affaiblissement de la France et de la Belgique par le relèvement des taux directeurs de la Banque centrale européenne (page 34)
- Vers l'économie de guerre (page 36)
- Vers le capitalisme monopoliste d'État (page 47)
- Sur la déclaration révisionniste « Non à la guerre mondiale ! Non à la guerre nucléaire ! » (page 50)
- Les élections législatives 2022 : un nouveau seuil passé vers le renforcement du fascisme en France (page 60)
- Le Parti Communiste Français contre la guerre impérialiste (1934) (page 70)

**Juillet 2022** 

 $m N^o21$ 



# Éditorial

Ce 21e numéro de la revue Crise a ceci de marquant qu'il se produit alors que, de manière ininterrompue, des événements contribuent la tendance à la guerre. Les pays se militarisent, les perspectives bellicistes se voient ouvertement tracées. Ainsi, le 13 juillet 2022, dans son Discours aux armées, le président français Emmanuel Macron parlait de « l'économie de guerre », d'une situation où « tout a changé », ce qui impose un « solfège différent ».

Le 15 juillet 2022, une réunion exceptionnelle de la Douma en Russie permettait une réorganisation institutionnelle au profit du ministère de l'Industrie, avec le président russe Vladimir Poutine signant une centaine de lois pour que les entreprises s'alignent sur les orientations militaires, tandis qu'un Conseil de sécurité se tenait qui plus est le jour même.

Si nous suivons avec persévérance et productivité cette incessante actualité militariste, c'est que ce rythme confirme toutes nos analyses et nos prévisions depuis le lancement de Crise en avril 2020.

Le mode de production capitaliste s'est heurté à une limite ; il connaît une crise générale, il se précipite vers la guerre impérialiste, dont la substance est le repartage du monde.

En ce sens, nous pouvons dire que la mise en place de Crise était juste et incontournable. Qui veut comprendre le monde en évolution doit se servir de Crise, comme organe de réflexion et de stratégie, au poste de commande de la compréhension de la crise générale du mode de production capitaliste que nous connaissons aujourd'hui.

Ce n'est qu'avec et autour de Crise que les énergies militantes et réflexives ne sont pas perdues : elles sont articulées à la grande bataille idéologique et culturelle qui se joue, elles participent ainsi à élever le niveau de conscience des forces de l'avant-garde qui nous lit de manière prolongée, elles instillent inspiration, confiance et enthousiasme en structurant la théorie, en traçant la ligne rouge et en donnant un cadre et une direction.

En ce sens, l'Histoire nous donne toujours plus raison, parce que Crise s'est édifiée sur la forteresse du matérialisme dialectique. Crise parvient ainsi à refléter justement le réel et son mouvement, et c'est fort de l'héritage de tous les immenses théoriciens de la raison et de la science que nous pouvons marteler nos concepts pour affirmer notre vision du monde concernant cette crise, à propos de ses fondements, de son contenu et de sa perspective inévitable.

Notre force et notre pertinence repose ainsi sur ce que nous savons comprendre la situation historique non seulement dans les formes de la crise du mode de production capitaliste, mais aussi parce nous disons que celle-ci est l'antichambre du socialisme, ce qui donne une profondeur et un sens à l'engagement dans la bataille à mener.

Dans celle-ci, et au milieu d'une Belgique et d'une France encore largement passives, abruties par la routine générale du régime capitaliste et déboussolées par la décadence et l'accumulation des contradictions, Crise entend être l'organe de la dictature des faits, œuvrant à ajuster les consciences sur le mouvement historique, allant à la rupture avec le capitalisme et son monde.

« La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XX° siècle, la voici : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements.

Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploiteurs ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque « ceux d'en bas » ne veulent plus et que « ceux d'en-haut » ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher.

Cette vérité s'exprime autrement en ces termes: la révolution est impossible sans une crise nationale (affectant exploités et exploiteurs). Ainsi donc, pour qu'une révolution ait lieu, il faut: premièrement, obtenir que la majorité des ouvriers (ou, en tout cas, la majorité des ouvriers conscients, réfléchis, politiquement actifs) ait compris parfaitement la nécessité de la révolution et soit prête à mourir pour elle ; il faut ensuite que les classes dirigeantes traversent une crise gouvernementale qui entraîne dans la vie politique jusqu'aux masses les plus retardataires (l'indice de toute révolution véritable est une rapide élévation au décuple, ou même au centuple, du nombre des hommes aptes à la lutte politique, parmi la masse laborieuse et opprimée, jusque-là apathique), qui affaiblit le gouvernement et rend possible pour les révolutionnaires son prompt renversement. »

LENINE

vivelemaoisme.org

materialisme-dialectique.com

### L'IMMINENCE DU CONFLIT GRÉCO-TURC ET LA QUESTION CENTRALE DE CHYPRE

Ainsi donc, la Turquie va rentrer dans le grand jeu du repartage du monde : c'est le moment. Sa place particulière avait été notable au moment de l'adhésion de la Finlande et de la Suède dans l'OTAN, puisque la Turquie avait fait obstacle, exigeant des contreparties, les deux pays nordiques concernés soutenant des oppositions au régime. Cependant, la nature même du régime justement le place au cœur des contradictions interimpérialistes, comme noté en octobre 2020 dans le numéro 7 de Crise, dans l'article « La Turquie, maillon faible de la chaîne des pays dépendants ».

L'article, qui présentait la nature générale du régime et sa dynamique interne, se concluait en disant : « La Turquie va connaître une période intense de crise durant les années 2020 et sera l'un des pays au cœur de la question révolutionnaire au niveau mondial ». C'est indéniablement juste et l'année 2022 va abattre les cartes à ce niveau.

Le processus a commencé de la manière suivante. Le premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis est allé en visite aux États-Unis et a tenu un long discours au Congrès américain, le 17 mai 2022. Sur 42 minutes de discours, il s'est fait applaudir 37 fois. Dénonçant le régime turc comme agressif et une menace pour la stabilité générale de la région (et du

monde), il exigeait notamment que des avions F-16 américains ne soient pas vendus à la Turquie et qu'une pression accrue soit faite sur celle-ci en ce qui concerne Chypre, dont une partie est occupée sous la forme d'une « République turque de Chypre du Nord » depuis le coup d'État grec de 1974.

La Grèce est concrètement extrêmement agressive elle-même, son régime étant très particulier, puisque même lorsqu'il y a eu le gouvernement d'Aléxis Tsípras sous l'égide de la « coalition de la gauche radicale » Syriza, de 2015 à 2019, cela n'a été possible qu'avec le soutien du parti ultranationaliste des « Grecs indépendants ». Et le dirigeant de ce parti, Pános Kamménos, a ainsi été ministre de la Défense de 2015 à 2019 ! Cela montre très bien comment, au-delà de la vie politique grecque et de ses contingences, à l'arrière-plan, il existe un appareil d'État où l'armée et l'Église jouent un rôle fondamental. Cela fait que le pays est, idéologiquement, au niveau des masses, farouchement nationaliste.

L'agressivité turque est très différente, puisqu'elle repose sur une expansion et non plus simplement, comme auparavant, sur

une simple base organique comme c'est le cas actuellement en Grèce. En fait, tant la Grèce que la Turquie avaient le même type de régime avec un « État profond » inféodé à l'OTAN et à la grande bourgeoisie, servant de forteresses réactionnaires. Désormais la Turquie a connu une forte expansion de son capitalisme bureaucratique ; le pays s'est industrialisé et grandement modernisé, son PIB a quadruplé depuis 2000.

L'expansion a cependant un prix et avec la seconde crise générale du capitalisme, cela exige du capitalisme bureaucratique turc d'aller à l'affrontement. La Turquie connaît en ce moment un taux d'inflation de 80 %, alors qu'elle peut être militairement en position de force : la contradiction se résout par la guerre. La réponse turque à la visite grecque aux États-Unis a donc enclenché un processus belliciste.



Dès ce moment en effet, la Turquie a mené une grande campagne sur la militarisation de nombreuses îles grecques, 21 sur un total de 23 îles, alors qu'en théorie cela ne devrait pas être possible suivant les différents accords (la convention de Montreux, le traité de Lausanne, le traité de Paris, etc.). Au début juin, le président turc Recep Tayyip Erdogan a exprimé la nature de cette offensive idéologique lors des exercices militaires turcs Efes-2022 dans la région d'Izmir, au tout début juin. De manière capitale, il faut noter qu'ont participé à ces exercices des forces militaires de Libye, de Macédoine du Nord, d'Albanie et d'Azerbaïdjan.

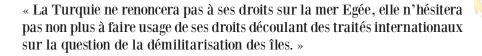
Service

Ser

Recep Tayyip Erdogan s'est ainsi directement adressé à la Grèce lors de son discours, disant notamment :

« Je préviens la Grèce pour qu'elle cesse des rêves, des actes et des déclarations qui aboutiront à des regrets. Revenez à la raison (...). Nous attendons de la Grèce qu'elle arrête d'armer les îles qui ont un statut non militaire et qu'elle agisse en accord avec les accords internationaux. Je ne plaisante pas. Je parle sérieusement. La nation est déterminée. »

Bien entendu, cela s'adresse surtout à la Turquie elle-même pour la mobiliser. D'ailleurs, quelques jours plus tard, Recep Tayyip Erdogan postait le message suivant sur le réseau social Twitter, également en anglais et en grec :



De son côté, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavusoglu, remettait directement en cause, le 7 juin 2022, la souveraineté grecque sur les îles militarisées. Comme on le voit, tout est allé très vite, et cela montre la pertinence de l'analyse du PCF(mlm) qui en octobre 2021 indiquait que l'affrontement turcogrec était à l'ordre du jour (« Pacte militaire secret franco-grec : préparez-vous au grand défi de la guerre franco-turque! », publié dans le numéro 16 de Crise).

Il s'avère en effet que la France est partie prenante dans l'affaire, comme indiqué dans le document :

« Pour résumer les grands traits de l'établissement de ce pacte secret : il a été signé fin septembre 2021, lors de la visite à Paris du premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis, du ministre grec des Affaires étrangères Nikos Dendias, ainsi que du ministre de la Défense Nikos Panagiotopoulos.

Il y a eu à cette occasion une conférence de presse des présidents français et grec, les médias français indiquant alors que la Grèce se procurerait pour cinq milliards d'euros de navires de guerre (trois frégates) et d'avions de combat (vingt-quatre Rafales), acceptant la proposition la plus onéreuse de celles faites par plusieurs pays. »

La tension sur le plan militaire est déjà vivace, puisque la Grèce et la Turquie s'accusent mutuellement de dizaines et de dizaines de violations de l'espace aérien, avec parfois plus d'une centaine en une seule journée, chacun expliquant que l'autre a commencé et qu'il ne fait soi-même que répondre.

Mais il s'agit maintenant de voir quel va être l'aspect principal servant de détonateur au conflit gréco-turc.

Il y a trois aspects qui sont à prendre en ligne de compte. Il y a l'île de Chypre dont une partie est occupée par la Turquie. La « République » turque instaurée au nord de Chypre n'est cependant reconnue par personne à part la Turquie. Annexer cette République afin d'assurer son contrôle apparaît comme inéluctable.

« La Turquie se lance dans la guerre pour le repartage du monde » Il y a 152 îlots et îles appartenant à la Grèce qui sont revendiqués par la Turquie. Tout conflit sera l'occasion de tenter des les obtenir militairement. L'une des îles immanquablement visée sera celle de Kastellórizo, faisant 9 km² et située au sud de la Turquie, à 1,5 km de la côte, à 130 km de l'île de Rhodes et à 600 km de la Grèce continentale. Le ministre turc de la Défense, Hulusi Akar, a déjà averti en décembre 2021 que la Turquie était en mesure de conquérir l'île, malgré l'établissement par la Grèce d'un système défensif.

Il faut bien saisir que ces îles ne représentent pas que des territoires, ils permettent également de posséder une zone maritime exclusive. L'île de Kastellórizo est emblématique de comment la Grèce profite d'une telle zone alors qu'on est loin de son propre territoire. Rappelons que la France, par le même tour de passe-passe, possède le deuxième domaine maritime mondial!

La Turquie s'est donc lancée dans des opérations ayant comme objectif le forages gaziers dans des zones maritimes dépendant en théorie de la Grèce. Cette question des ressources forme le troisième aspect, et c'est justement là que la France est impliquée, puisqu'elle profiterait bien de ces ressources, d'où son alliance avec la Grèce, la Turquie étant considérée comme un adversaire à sa portée. Les tensions militaires franco-turques ont déjà été marquantes récemment à cet effet.



Tout cette démarche turque a besoin d'une conceptualisation et elle est déjà opérationnelle, depuis 2019, avec la doctrine « Mavi Vatan » soit « Patrie bleue », mise en place par les amiraux Cem Gürdeniz et Admiral Cihat Yayc. Ce Brexit à la turque consiste en la formation d'un noyau dur où la mer sert de glacis. On parle ici de 462 000 km² de zone maritime, en mer Noire, mer Égée, mer Méditerranée.

Cette « Patrie bleue » est depuis le début de l'année 2020 l'idéologie officielle de Recep Tayyip Erdogan, ce qui est exemplaire de l'irruption de la seconde crise générale du capitalisme. Le 21 août 2020, il a par exemple affirmé que la question des forages relevait du droit, mais aussi de l'avenir même de la Turquie, et :

« La défense de notre 'patrie bleue' est aussi importante que celle de notre territoire. »

On voit bien d'ailleurs si on regarde la carte représentant la Mavi Vatan que non seulement des îles grecques se retrouveraient sous souveraineté turque, mais surtout que Chypre se retrouverait indirectement coupé de la Grèce. Il faut voir également que Chypre est situé en face de la Syrie, où la Turquie soutient militairement des factions islamistes contrôlant une petite partie du territoire.

Et ce qui est ici hautement significatif, c'est l'affaire de la carte du MHP. Le MHP est une organisation fasciste turque active depuis plusieurs décennies, ayant des ramifications dans la mafia et ayant été fondé directement sous l'égide de l'OTAN ; s'il dispose de commandos armés, il se présente également au parlement, où il a 47 parlementaires sur 600 et soutient le gouvernement. Le 9 juillet 2022 lors du congrès du MHP, ses dirigeants ont présenté une carte de la Grèce et de la Turquie, avec la Crète et les îles Égéennes sous souveraineté turque.

S'il ne faut pas prendre ce que dit le MHP pour argent comptant, car c'est un parti fanatique dont le rôle est de mettre de l'huile sur le feu, ce qui est marquant, c'est que Chypre n'apparaît pas sur la carte! On peut donc se douter que tout va partir de la question de Chypre. Afin de protéger les populations turques de Chypre, la Turquie va pousser à l'annexion, après bien entendu une demande de la « République » turque de Chypre d'un partenariat plus poussé avec l'autre partie de l'île, qui sera bien entendu refusée. C'est une sorte de Donbass dans sa version gréco-turque, prétexte au repartage du monde.

### LA GRANDE RÉCESSION DU CAPITALISME EN COURS : UN PANORAMA

10 critères + 3 pour caractériser la crise générale du mode de production capitaliste

La revue Crise a été lancée en se fondant sur la thèse qu'en 2020, le capitalisme avait basculé dans sa seconde crise générale. Le temps a montré la validité de cette thèse.

Le mode de production capitaliste ne cesse de s'empêtrer dans des vagues de contradictions internes le déstabilisant de manière prononcée. Pour en dresser le panorama en juillet 2022, on s'appuiera sur les « 10 critères + 3 pour caractériser la crise générale du mode de production capitaliste » (Crise #4, juillet 2020).

Ces critères sont essentiels, parce qu'il ne faut absolument pas réduire la crise à une poignée d'aspects et interpréter ceux-ci de manière mécanique.

La nature générale de la crise tient précisément à ce que tous les aspects du mode de production capitaliste sont touchés : l'économie, les rapports sociaux, le politique, le militaire, les mœurs, etc., le tout étant d'ailleurs interrelié et même imbriqués les uns dans les autres.







« Une lutte aiguë se produit dans les couches dominantes de la bourgeoisie, ce qui se caractérise par une instabilité politique, l'émergence de nouveaux partis, l'incapacité à disposer d'une majorité parlementaire pour le gouvernement, etc. »

Cet aspect est indéniablement extrêmement intéressant en raison des élections parlementaires françaises de juin 2022. Celles-ci reflètent une cassure très profonde, de dimension historique si l'on regarde la nature du régime français. Pour ce faire d'ailleurs, on peut le comparer à la Belgique.

La Belgique est en effet un petit pays impérialiste avec une organisation fédérale très poussée, avec une grande autonomie pour les régions flamande, wallonne et Bruxelles-Capitale. Elle est ainsi particulièrement imbriquée dans le système mis en place par les grandes puissances : on trouve à Bruxelles à la fois le parlement européen et le siège de l'OTAN.

Début juin 2022, la princesse Astrid, qui est la sœur cadette du roi Philippe, a ainsi accompagné 459 hommes et femmes d'affaires pour une tournée commerciale aux États-Unis. Concrètement, 30 % du PIB de la Belgique est produit par des entreprises dépendant de multinationales non belges, qui sont d'ailleurs responsables de 55 % des exportations belges.

Cela fait que la Belgique connaît un remue-ménage permanent sur le plan de la politique intérieure, mais une continuité absolue dans sa nature de petit pays impérialiste intégré dans le dispositif impérialiste occidental avec comme clef de voûte l'OTAN.

Le 23 juin 2022, le premier ministre belge Alexander De Croo a ainsi prôné un « bloc uni » dans le domaine énergétique, car « tout le monde comprend que si chacun pense d'abord à lui-même, ce sera aux dépens de nous tous ». Cela correspond aux intérêts américains d'un bloc européen uni payant tous les risques de la guerre indirecte contre la Russie.

La position de la France est totalement différente. Le quart de son PIB est tiré de revenus de l'étranger ; l'OCDE constate en 2017 (Commerce international, investissement direct étranger et chaînes de valeur mondiales - France) que :

« Par rapport à d'autres économies européennes, les entreprises multinationales ayant une société mère française jouent un rôle important dans l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

La moitié des exportations de marchandises françaises et un tiers des importations de marchandises sont le fait d'entreprises multinationales ayant une société mère française, soit beaucoup plus que dans de nombreux autres pays européens. »

La France est une grande puissance impérialiste, c'est donc un pays hautement centralisé afin d'asseoir ses ambitions ; le régime mis en place par le coup d'État de de Gaulle en 1958 implique un président sauveur de la nation à qui on fournit une majorité présidentielle pour qu'il réalise ses objectifs.

Les élections législatives de juin 2022 posent ainsi un problème majeur, puisque le président Emmanuel Macron, réélu en avril 2022 avec 58,55 % des voix, ne s'y est pas vu fournir une majorité absolue. Le tableau sur cette page montre le nombre des députés élus à l'Assemblée Nationale.

Il y a cependant un second aspect : de structures politiques nombre sont en fait des alliances de diverses organisations. La Nouvelle union populaire écologique et sociale consiste ainsi en La France insoumise (72 sièges), le Parti socialiste (26 sièges), Générations.s, Génération écologie, LND et Europe Écologie Les Verts (seul ce dernier parti ayant 23 sièges), le Parti « Communiste » Français (12 sièges).

Les différences d'approches ou de méthodes, d'idées et de conceptions, sont ici immenses. Cela fait que la première force d'opposition parlementaire en France est, au sens strict, le Rassemblement national de Marine Le Pen.

Ensemble! majorité présidentielle est de son côté composé de La République en marche (devenu Renaissance), le Mouvement démocrate (MoDem), Horizons, Agir, Territoires de progrès, Parti radical et En commun. Renaissance a 175 députés (soit à peu près 60% des députés d'Ensemble!), le Mouvement démocrate 48, Horizons 27.

Les nuances sont ici moins grandes, néanmoins on fait face à un carriérisme gestionnaire immense et donc un défaut de stabilité significatif.

Deux phénomènes doivent se voir ajouter. Tout d'abord, une majorité des électeurs ne s'est pas déplacée pour les élections, réduisant d'autant plus la base « représentative » des députés.

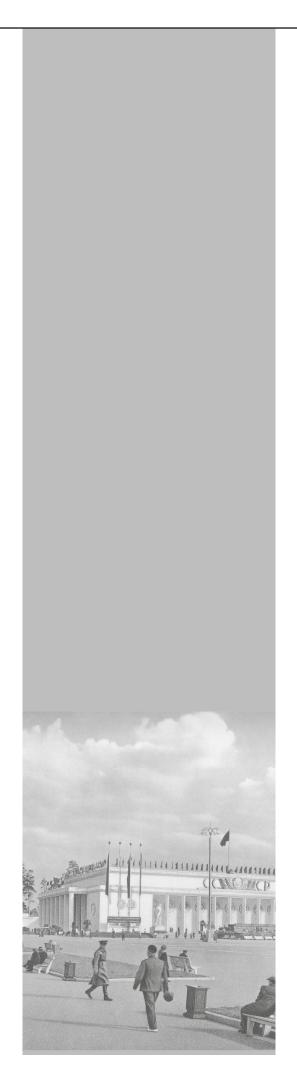
Assemblée Nationale juin 2022.	
Nouvelle union populaire écologique et sociale	131
Divers gauche	22
Divers	1
Régionaliste	10
Ensemble! (Majorité présidentielle)	245
Divers centre	4
Union des Démocrates et des Indépendants	3
Les Républicains	61
Divers droite	10
Droite souverainiste	1
Rassemblement National	89

Ensuite, le candidat nationaliste Éric Zemmour avait obtenu 7 % au premier tour de l'élection présidentielle ; si son mouvement Reconquête a fait un fiasco aux législatives 2022, il revendique néanmoins 125 000 adhérents.

C'est là un phénomène correspondant tout à fait à la crise générale : il y a abaissement du niveau culturel, politique et idéologique en général, une dépolitisation massive, et en même temps un éparpillement correspondant à des poussées contradictoires au sein de la bourgeoisie, qui se dessinent ici encore seulement.

« il y a abaissement du niveau culturel, politique et idéologique en général »





### « La production se réduit »

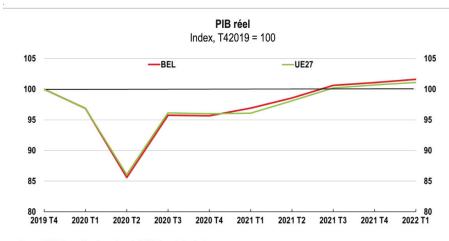
L'un des treize critères établis en juillet 2020, avec dix d'entre eux qui avaient été établis par l'Internationale Communiste en 1922, tient à ce que la production se réduise. Cet aspect devient toujours plus primordial, car de fait toute révolution est une libération des forces productives. Un mode de production qui ne s'aligne pas sur la dimension inépuisable de la matière est toujours condamné à être dépassé.

Le capitalisme a, historiquement, déjà connu une période de recul. C'est le sens de la première crise générale du capitalisme, avec la situation de recul productif massif des années 1920-1930, et c'est l'un des grands mérites de Crise que d'avoir rétabli cette vérité scientifique (voir « De la première à la seconde crise générale du capitalisme », Crise #14, août 2021).

Cependant, comme on le sait, le capitalisme a pu se relancer relativement par l'établissement d'une société de consommation profitant de l'isolement des États-Unis devenant le bastion d'un nouveau « mode de vie », avec l'apogée des années 1990-2020 par l'utilisation de la Chine comme usine du monde et la conquête de l'Est (de l'Europe) aux dépens du social-impérialisme soviétique s'étant effondré.

C'est cette formidable croissance capitaliste des trente dernières années qui fait que le recul de la production capitaliste lors de la seconde crise générale n'est pas aussi facile à voir qu'un siècle auparavant. Le capitalisme s'est tellement développé qu'en effet la dimension inégale est encore plus prononcée ; certaines marchandises bien déterminées comme les téléphones portables ne connaîtront sans doute jamais de réel recul sur le plan de la production, encore qu'il ne faille préjuger de rien dans une crise aux aspects aussi complexe que l'économie mondiale repose sur l'interpénétration productive à un haut degré.

Cela n'empêche toutefois pas de constater facilement qu'il existe un réel problème sur le plan de la production capitaliste, ayant une portée générale. En juillet 2020, on pouvait constater que les choses n'allaient pas ; ce qui faisait souci, c'était la surproduction de marchandises ; en raison de la pandémie et des confinements, la consommation a pâti en raison de l'impossibilité de se tourner vers les commerces. Puis la désorganisation des livraisons voire des productions en raison de la pandémie a nui à la consommation, avec des pénuries en de multiples domaines.



« La production ne parvient pas à se relancer en reprenant son rythme antérieur »

... et de la France

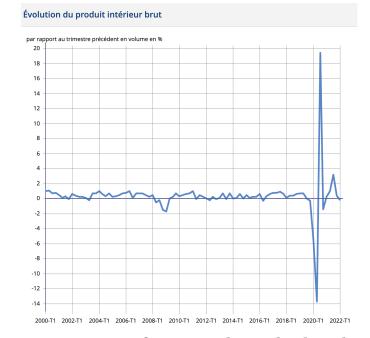
Source : OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE (base de données)

Cependant, et c'est là désormais essentiel, alors que la pandémie a été pour un temps relativement long largement jugulée (de manière temporaire), la production ne parvient pas à se relancer en reprenant son rythme antérieur. Il va de soi qu'il existe ici de nombreuses nuances et différences. On voit pourtant que c'est une tendance de fond, qu'on appelle récession, un terme qui s'oppose à celui de croissance. Dans le meilleur des cas, la croissance se tasse à peu de choses ; dans le pire des cas, la croissance n'a pas repris et on est même en-dessous du niveau d'avant-crise en termes de PIB.

La Belgique par exemple, a rattrapé le niveau de 2019, mais s'enlise. Le taux de croissance espéré pour 2022 est de 2,4 %, et même de 1 % pour 2023. Ce n'est pas seulement un ralentissement d'activité, c'est une incapacité à « rattraper le temps perdu » du point de vue capitaliste.

Du côté français, le processus de rattrapage reste une souffrance. Voici le PIB par habitant pour la France, en euros par habitant. Ce qu'on voit, c'est que le PIB par habitant est plus faible, tant en 2020 et en 2021, qu'en 2019 et même qu'en 2018.

Année	Valeur
2021	33672,531
2020	31622,191
2019	34414,177
2018	33948,455
2017	33491,868
2016	32881,514





On peut donc obserber la même évolution concernant le PIB français, en pourcentage par rapport au trimestre précédent. On voit que le PIB a même reculé au premier trimestre 2022.

Cela signifie qu'en avril 2022, les forces productives françaises n'ont pas encore rattrapé le niveau d'avant-crise, puisqu'il y a un recul par rapport à un PIB luimême encore inférieur à l'avant-crise. Cette situation est de fait générale aux pays capitalistes. L'OCDE constate pour le premier trimestre 2022 que :

« Le résultat du G7 au premier trimestre de 2022 reflète une croissance négative du PIB aux États-Unis (moins 0,4%), en Italie (moins 0,2%) et au Japon (moins 0,2%), ainsi qu'une croissance nulle en France et une croissance positive plus faible qu'au trimestre précédent au Royaume-Uni (0,8%) et au Canada (1,4%).

L'Allemagne est le seul pays du G7 où le rythme de croissance a augmenté, avec une croissance du PIB de 0,2 % au premier trimestre de 2022, contre une contraction de 0,3 % au trimestre précédent. »

Seulement voilà, l'Allemagne est le seul pays avec une croissance au début de l'année 2022, parce que son PIB... est encore en-

dessous du niveau d'avant-crise! Voici ce que dit l'OCDE à ce sujet:

> « Le Royaume-Uni a dépassé pour la première fois son niveau de PIB prépandémique (T4 2019) au T1 2022, de 0,7 %.

> Aux États-Unis, en France et au Canada, le PIB est resté plus élevé qu'avant la pandémie ; ces pays ont dépassé leur niveau de PIB du T4 2019 pour la première fois respectivement aux deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2021.

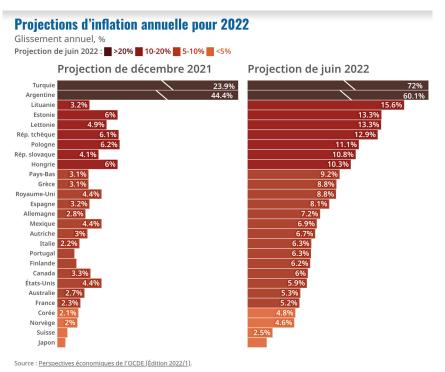
Cependant, en Allemagne, en Italie et au Japon, le PIB était encore inférieur aux suiveaux d'avant la pandémie (de 1,0 %, 0,4 % et 0,7 % respectivement) au premier trimestre de 2022. »

On ne comprend pas qu'il soit dit que la France a rattrapé son niveau d'avant-crise au dernier trimestre 2021.

Mais peu importe, car les statistiques bourgeoises n'ont rien de parfaites. Ce qui compte, c'est que les grands pays capitalistes n'ont pas ou à peine pu faire en sorte que leur PIB atteigne le niveau d'avant-crise. Les années 2020-2021 ont été gâchées par le capitalisme et c'est une tendance générale et cela continue.

Même lorsqu'il y a reprise, c'est en se fondant sur le déblocage de la situation et nullement une réelle modification de la dynamique. Pour preuve, la Turquie dispose d'une croissance énorme... alors que l'inflation y explose et que son économie se ratatine.

Le PIB profite concrètement ici des forces productives existantes, et de celles-ci seulement. Les gens continuent de travailler et la société de tourner, ce qui fait que la production du mode de production capitaliste est stable. Cependant, le capitalisme ne porte plus de réelle croissance, il est dans un cul-de-sac. On le voit bien avec la terrible montée de l'inflation.



« Le capitalisme ne porte plus de réelle croissance, il est dans un cul-de-sac »

L'implacable montée de l'inflation

Les prix ne cessent de grimper depuis l'ouverture d'une nouvelle séquence de la seconde crise générale du capitalisme avec la guerre en Ukraine. Cette guerre avait été annoncée dans Crise dès avril 2021 et de nombreux aspects de celle-ci avaient été analysés avant même son déclenchement.

En réalité, les prix avaient déjà connu une forte croissance en raison de la désorganisation provoquée par la pandémie. Les livraisons par cargos ont vu leurs tarifs exploser, ce qui s'est répercuté sur les marchandises produites, alors que parfois cela s'est conclu par des pénuries. Avec le bloc du camp capitaliste occidental contre la Russie, on passe toutefois à un nouveau stade.

#### La Banque Mondiale constate en juin 2022 :

« Flambée des prix sur les produits de base liés à l'énergie. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a perturbé l'offre énergétique, la Russie étant le premier exportateur de gaz naturel au monde et assurant une large part des exportations mondiales de charbon et de pétrole brut.

Tous les prix de l'énergie ont accusé une hausse brutale en 2022, alors que lors des occurrences précédentes, l'augmentation des prix pétroliers avait été plus forte que celle des prix du charbon et du gaz. En termes nominaux, les prix du pétrole brut ont augmenté de 350 % par rapport aux niveaux affichés pendant la pandémie, entre avril 2020 et avril 2022.

Cette augmentation est la plus forte enregistrée pour une période équivalente de deux ans depuis 1973, et les prix du charbon et du gaz ont atteint des records historiques. Au vu de ces hausses généralisées, il est plus difficile que par le passé de s'orienter vers des combustibles fossiles meilleur marché. »

#### Et ainsi:

« L'inflation à des sommets inédits depuis des années. En avril 2022, les taux d'inflation dans le monde (7,8 %) et dans les économies de marché émergentes et en développement (9,4 %) ont atteint des niveaux record depuis 2008.

Dans les économies avancées, l'inflation a affiché son plus haut niveau depuis 1982. L'inflation a dépassé les valeurs cibles dans toutes les économies avancées et dans près de 90 % des économies émergentes et en développement dotées d'un cadre de ciblage de l'inflation.

L'inflation mondiale devrait redescendre à 3 % à la mi-2023, soit encore près d'un point de pourcentage au-dessus de la moyenne de 2019. »



La Banque de France constate à la mi-juin 2022 que :

« La dynamique actuelle de l'inflation ne concerne pas seulement les prix de l'énergie. En mai, les prix des produits alimentaires ont augmenté à 3,8 %, traduisant les hausses de prix des matières premières alimentaires observées depuis plusieurs mois.

Les prix des produits manufacturés affichent eux aussi une hausse (à 3,8 % en glissement annuel), soutenue par le renchérissement des coûts de production observé depuis le second semestre 2021 (forte reprise de la demande post-Covid). Enfin, l'augmentation des prix des services est désormais élevée (à 3,2 % en glissement annuel). »

Elle dit également que pour les entreprises françaises :

« Les difficultés d'approvisionnement restent élevées dans l'industrie (61 % en mai, après 64 % avril) et le bâtiment (55 %, après 54 %). Les difficultés de recrutement progressent en mai, à 55 %, notamment dans l'industrie et les services. »

On en est ici qu'au début du choc. On peut toutefois bien dire que l'inflation a lieu et qu'elle implique un appauvrissement des masses. Voici pour conclure cet aspect la perspective pour 2022, avec l'impact de la guerre en Ukraine.

C'est là un aspect de la situation qui va avoir un immense poids politique.

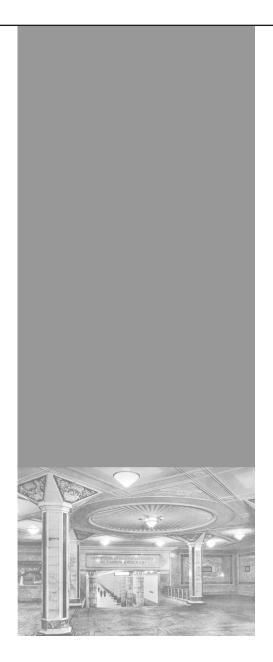


« Euro et livre sterling vacillent, la superpuissance américaine protége à tout prix le dollar, le camp sino-russe fait des efforts pour organiser un circuit parallèle »

« La valeur de la monnaie vacille, la parité-or est remplacée par la planche à billets »

Il n'existe plus de parité-or pour la monnaie comme il y a cent ans ; par contre, on doit bien constater que la valeur de la monnaie vacille. Il ne faut ici pas seulement prendre en considération l'inflation, qui assène des coups terribles à la valeur de la monnaie. Il faut également, voire surtout, prendre en compte le capitalisme dans ses rapports internes au niveau mondial.

C'est en effet le but avoué du président russe Vladimir Poutine de casser l'hégémonie du dollar dans les rapports internationaux, et en cela il converge directement avec le président chinois Xi Jinping. Avec eux convergent toute une série de pays du tiers-monde où la bourgeoisie bureaucratique est devenue puissante sur le plan interne et cherche à gagner en autonomie par rapport à l'hégémonie occidentale, tout en basculant de fait dans le camp sino-russe.



Dans un tel contexte, la valeur des monnaies euro et livres sterling vacillent principalement, la superpuissance américaine protégeant à tout prix le dollar, le camp sino-russe faisant des efforts pour organiser un circuit parallèle.

La Russie exige désormais ainsi que les achats de pétrole et de gaz qu'elle produit soient payés en roubles, et il en va de même en fait pareillement pour les autres exportations tel le blé. Il y a parfois même l'idée d'échange à même valeur qui est présentée, soit littéralement du troc à grande échelle.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, les échanges en roubles et en yuans ont également augmenté » de 1 067 % pour atteindre environ 4 milliards de dollars.

Le dollar a bien entendu encore une hégémonie complète. 59 % des réserves mondiales sont en dollar, contre 20,5 % pour l'euro, 5,8 % pour le yen. Le dollar, c'est 96 % de la facturation commerciale dans les Amériques, 74 % dans la région Asie-Pacifique.

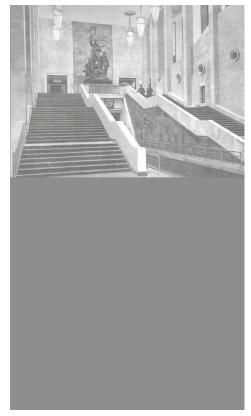
Une telle situation est impossible dans un contexte de repartage du monde : l'initiative russe et la mise en valeur du rouble allant avec une économie de troc, forment ici la boîte de Pandore d'un processus de déstructuration des monnaies.



Le crédit repose sur le caractère stable de la monnaie et des économies en elles-mêmes. Avec la pandémie, les pays capitalistes ont déversé des sommes astronomiques d'argent magique, instaurant un crédit généralisé à une immense échelle.

Il faut donc absolument que le système de crédit ne s'effondre pas. Il en va de la confiance intérieure, de la stabilité générale, alors que dans les pays capitalistes même le prolétariat est intégré sous une forme petite-bourgeoise.

On peut parler ici du dernier retranchement du capitalisme et suivre son évolution permettra de voir la tournure des événements.



« La division internationale du travail se réduit, le caractère relativement unifié de la production au niveau international est ébranlé. »

La question du système de crédit repose en définitive sur la perspective d'une croissance maximalisée par l'interaction capitaliste à la plus grande échelle possible. Cette croissance mondiale, générale, permet de surmonter les soucis particuliers dans tel ou tel pays, du moins c'est ainsi que le pensent les capitalistes.

Le discours du président chinois Xi Jinping à la conférence des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) le 23 juin 2022 dit précisément cela. Il accuse les États-Unis de nuire à la stabilité du capitalisme mondial et de donc de sa croissance en raison... de la guerre en Ukraine.

Ce qu'on lit, c'est très exactement la dénonciation d'une division internationale du travail qui se réduit, la non-acceptation que le caractère relativement unifié de la production au niveau international soit ébranlé. Cela reflète bien entendu les intérêts de la Chine entendant être la superpuissance dominante mondialement à la place des États-Unis.

« Le monde traverse actuellement des changements et une épidémie jamais connus depuis un siècle. Les défis sécuritaires se multiplient. La reprise de l'économie mondiale s'essouffle.

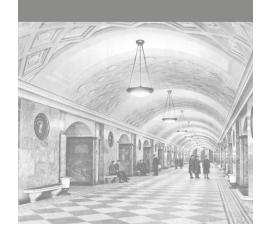
Le développement mondial subit de graves revers. Où va le monde ? La paix ou la guerre ? Le développement ou la récession ? L'ouverture ou la fermeture ? La coopération ou la confrontation ?

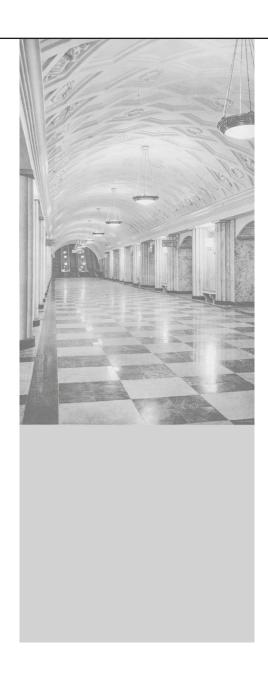
Voici les questions qui se posent actuellement à nous.

Le long fleuve de l'Histoire, tantôt calme, tantôt agité, poursuit toujours son cours. Quels que soient les aléas internationaux, la grande tendance de l'Histoire que sont l'ouverture et le développement ne changera jamais. Notre aspiration à la coopération pour relever ensemble les défis ne changera jamais.

Nous devons prendre de la hauteur pour ne pas nous laisser voiler le regard par les brumes et discerner la loi du développement de l'Histoire, sans être désorientés par les incidents de parcours ni intimidés par les risques.

Il nous faut affronter courageusement les défis et avancer résolument vers l'objectif de bâtir une communauté d'avenir partagé pour l'humanité (...).





À ce moment crucial, surmonter collectivement les difficultés et réaliser ensemble la coopération sont le seul moyen pour nous de sortir d'une crise économique. Nous devons unir nos efforts en travaillant dans la même direction et renforcer la coordination des politiques macroéconomiques afin d'éviter que la reprise mondiale ne ralentisse voire s'interrompe.

Les principaux pays développés doivent adopter des politiques économiques responsables et éviter le débordement des effets négatifs de leurs politiques qui pourrait avoir de graves impacts sur les pays en développement.

Comme les faits l'ont prouvé à maintes reprises, les sanctions sont un boomerang et une épée à double tranchant. Politiser l'économie mondiale et l'utiliser comme un outil ou une arme, et imposer arbitrairement des sanctions en profitant de sa position dominante dans le système financier et monétaire international finiront par nuire à autrui et aussi à soi-même, et feront souffrir les peuples du monde entier.

Quatrièmement, nous devons promouvoir l'inclusion et élargir ensemble l'ouverture et l'intégration. Depuis la fin de la guerre froide, la mondialisation économique a connu un développement fulgurant et favorisé considérablement la circulation des biens et des capitaux ainsi que les progrès des technologies et des civilisations.

Un monde plus ouvert et plus inclusif offrira de plus grandes possibilités de développement aux pays du monde et un avenir plus prospère à l'humanité.

Depuis un certain temps, la mondialisation économique fait face à des vents et à des courants contraires. Certains pays cherchent à recourir au découplage et à la rupture des chaînes d'approvisionnement, et à construire une « petite cour avec de hauts murs ».

L'ensemble de la communauté internationale craint que cette situation, si elle perdure, ne conduise inévitablement à la division et à la fragmentation de l'économie mondiale. La mondialisation économique est une exigence objective du développement des forces productives et un courant historique irrésistible.

Ceux qui vont à rebours de l'Histoire et cherchent à barrer la route aux autres finiront par bloquer leur propre chemin.

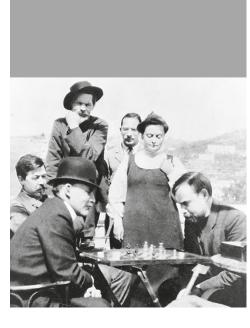
Comme dit un adage chinois, « L'accumulation des mottes de terre fait la grandeur du mont Taishan. La convergence des cours d'eau fait la profondeur de l'océan ».

« La bataille pour le repartage du monde est engagée » L'inclusion et les bénéfices partagés sont la bonne voie à suivre. Nous devons poursuivre l'ouverture et l'inclusion, supprimer toute barrière au développement des forces productives, orienter et promouvoir un développement sain de la mondialisation, favoriser la libre circulation des capitaux et des technologies, valoriser pleinement l'innovation et la sagesse, et créer une synergie en faveur de la croissance de l'économie mondiale.

Il nous faut préserver le système commercial multilatéral centré sur l'OMC, éliminer les barrières commerciales, d'investissements et technologiques et bâtir une économie mondiale ouverte.

Nous devons poursuivre le principe d'amples consultations, de contribution conjointe et de bénéfices partagés, renforcer la gouvernance économique mondiale, et augmenter la représentation et le droit à la parole des marchés émergents et des pays en développement, afin de garantir que tous les pays jouissent de l'égalité des droits et des chances et appliquent les mêmes règles. »

C'est là constater que la bataille pour le repartage du monde est engagée.



« Dans les pays capitalistes il y a des tendances à un retour aux formes économiques pré-capitalistes. »

C'est un point à étudier en profondeur, mais sa vérité est essentielle. Il y a une multiplication des formes économiques pré-capitalistes. Celles-ci ne sont pas évidentes à remarquer, car l'arrière-plan est capitaliste, mais en réalité une fois qu'on les établit, tout est d'une grande clarté.

Il suffit de penser en fait au turbo-capitalisme. Lorsque ce sont des sans papiers qui amènent des plats préparés en vélos sans phares le soir dans une grande ville, c'est un retour à une forme économique pré-capitaliste.

Lorsque quelqu'un vend, achète ou échange des habits sur l'application Vinted, c'est un retour à une forme économique précapitaliste.

Lorsque une femme propose de jouer le rôle de mère porteuse, c'est un retour à une forme économique pré-capitaliste. Lorsqu'un mafieux organise un réseau de distribution de drogues, c'est un retour à une forme économique pré-capitaliste.

Le capitalisme impose en effet un cadre salarié, une concentration du travail qui porte une nature collectivisée, une accumulation de capital. Les retours à une forme économique pré-capitaliste sont marqués précisément par la suppression du cadre salarié, avec la mise en place d'un échange relevant du troc, dans une activité individualisée, sans accumulation réelle.

En un sens, de telles activités aboutissent immanquablement au capitalisme, ou plus précisément au turbo-capitalisme car on est ici dans des cycles ultra-rapides combinées à des élargissements des domaines d'intervention capitaliste. Mais elles reflètent un repli sur des activités à la marge du capitalisme traditionnel, afin de trouver une « voie » capitaliste « non capitaliste ».

Une étude est nécessaire de cet aspect particulièrement marquant, très différent du troc paysan qu'on trouvait lors de la première crise générale du capitalisme.

« Les retours à une forme économique précapitaliste sont marqués par la suppression du cadre salarié, la mise en place d'un échange relevant du troc, une activité individualisée, sans accumulation réelle»

« L'accumulation du capital cède la place à une désaccumulation. »

Concernant ce point, on n'en est pas encore là au sens strict, même si en réalité c'est discutable à plusieurs niveaux. En effet, le capital est bien brûlé. Les aides faramineuses apportées par les États aux entreprises capitalistes avec l'émergence de la pandémie sont, d'une manière ou d'une autre, un affaiblissement de la valeur du capital et donc une forme de désaccumulation.

De manière plus flagrante, la Russie procède très clairement à une désaccumulation. Elle parvient à procéder à une accumulation continue en parvenant à vendre son pétrole et son gaz, mais c'était un aspect secondaire pour elle, elle aurait mené la guerre de toutes façons et cela lui coûte une fortune.

On peut dire d'ailleurs de même de la superpuissance impérialiste américaine. Depuis le 24 février 2022, elle a fourni 5,6 milliards d'aides militaires au régime ukrainien. Et lorsque la France veut établir un système de mise sous tutelle d'entreprises nationales pour la production éventuelle d'armement... cela correspond à la tendance d'une inversion de l'accumulation du capital.

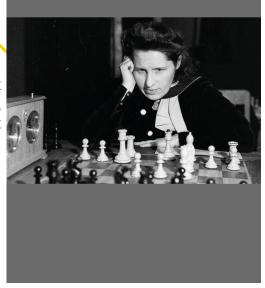
Avec la crise générale, la dynamique capitaliste s'inverse pour ainsi dire, mais ce point reste à développer.



« La tendance à la guerre se généralise. »

La chose est ici entendue, c'est même l'aspect principal. Citons tout de même les propos de Patrick Sanders, chef de l'armée britannique, tenus à le 20 juin 2022 lors de sa prise de fonction en remplacement de Mark Carleton Smith:

« Il y a maintenant un impératif brûlant de forger une armée capable de combattre aux côtés de nos alliés et de vaincre la Russie au combat (...). Nous sommes la génération qui doit préparer l'armée à se battre en Europe encore une fois. »

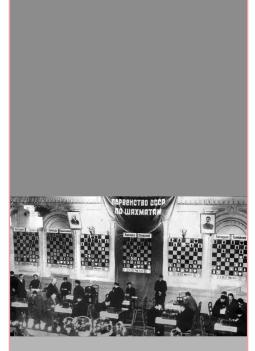


« L'abandon de toute prétention universaliste caractérise un échec du projet civilisationnel. »

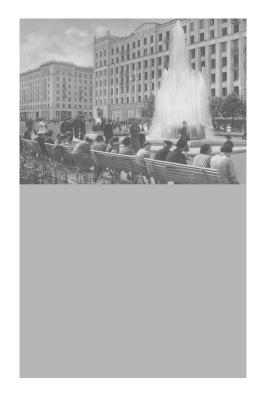
Ce point est absolument acquis. Même si d'un côté il y a idéologiquement la mise en avant d'un capitalisme stable et en croissance, dans les faits les dirigeants capitalistes et les représentants étatiques sont devenus des gestionnaires d'une catastrophe en cours.

Même la valorisation à la fois idéalisée et fictive du régime ukrainien n'a pas été accompagnée d'un élan idéologique et culturel réel ; l'acception de l'Ukraine comme candidate à l'intégration dans l'Union européenne, le 23 mars 2022, n'a pas dépassé une dimension simplement formelle et administrative.

On voit très bien que les couches dominantes sont déboussolées et ont un mal énorme à mettre en place des perspectives ne serait-ce que symboliques.



« La conscience de classe est complétement anéantie, c'est nécessairement un processus tortueux qui se profile »



« Le consensus en faveur d'un capitalisme inébranlable commence à disparaître. »

Si les couches dominantes sont déboussolées, il en va de même pour les masses. Ce point est une catastrophe du point de vue subjectif ; la conscience de classe est en effet politiquement anéantie. Les choses se renverseront, mais c'est nécessairement un processus particulièrement tortueux qui se profile.



« La contradiction villes-campagnes a atteint un stade destructeur. »

Ce point est une évidence, cependant il faut bien voir que la contradiction villes-campagnes s'accentue avec la crise générale. Les urgences militaires font passer par pertes et profits des préoccupations écologiques. Le gazoduc Baltic pipe entre la Norvège et la Pologne avait été bloqué en raison de la préservation d'espèces animales ; à la mi-avril 2022, avec la guerre en Ukraine, comme par magie le problème a été résolu et la mise en place du gazoduc a repris.

Cet exemple est tout à fait représentatif de ce qui passe dans le domaine de ce qu'on va appeler l'écologie. Ce qui sert le développement du capitalisme sous une forme ou une autre, ou converge avec la guerre, est accepté, ou bien cela est rejeté.

« L'étalement géographique du mode de production capitaliste se réduit en raison de l'apparition de pays socialistes. »

Ce point n'est évidemment pas encore à l'ordre du jour. ■



"""" « Tout ce qui sert le capitalisme converge nécessairement avec la guerre »

# LA SIGNIFICATION STRATÉGIQUE DU SOMMET DE MADRID DE L'OTAN FIN JUIN 2022

La chose la plus marquante du sommet de l'OTAN des 29-30 juin 2022, c'est son caractère antidémocratique et anti-populaire. Les décisions sont prises de manière opaque au plus haut niveau ; il n'est jamais demandé l'avis des populations, ne serait-ce que formellement. L'OTAN apparaît véritablement comme une superstructure militaire des différents États et il va de soi que cela sert directement la superpuissance impérialiste américaine pour imposer ses décisions et ses orientations.

C'est l'époque de la guerre impérialiste et de la Révolution Les intérêts de la superpuissance impérialiste américaine sont, de fait, d'affaiblir la Russie afin d'aller dans le sens de son démantèlement, pour galvaniser une unité impérialiste suffisamment grande, sous forme d'un bloc homogène, pour aller à l'affrontement avec son concurrent chinois bataillant de son côté pour conquérir l'hégémonie mondiale.

C'est pour cette raison qu'étaient présents à ce sommet de l'OTAN des pays n'en faisant pas partie, mais qui sont entièrement alignés sur la superpuissance impérialiste américaine dans la zone indo-pacifique : l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la République de Corée. On avait également, en visioconférence, le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

La principale nouveauté étant, bien entendu, le fait de passer à une armée opérationnelle de 300 000 soldats en Europe, ce qui signifie assumer de mener une guerre conventionnelle.

La présentation de la Russie comme menace à régler en priorité



Le concept stratégique de l'OTAN assumé lors du sommet de l'OTAN des 29-30 juin 2022 dit que tout ce que fait la Russie consiste en une menace qu'il s'agit de contrer. C'est le point 8 dans le document stratégique en question. En même temps, il est dit dans le point 9 que l'OTAN ne cherche pas la confrontation avec la Russie, ce qui est totalement incohérent avec ce qui est formulé au point 8.

Cela répond à deux exigences : tout d'abord, maintenir la fiction d'une OTAN purement défensive. Ensuite, maintenir l'espace pour que puisse le cas échéant se former en Russie une bourgeoisie bureaucratique qui se soumette à la superpuissance impérialiste américaine.

« 8. La Fédération de Russie constitue la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des Alliés et pour la paix et la stabilité dans la zone euro-atlantique. Par la coercition, la subversion, l'agression et l'annexion, elle tente d'exercer un contrôle direct et d'établir des sphères d'influence.

Elle emploie des moyens conventionnels, cyber ou hybrides contre nous et contre nos partenaires. Sa posture militaire coercitive, sa rhétorique et le fait qu'elle soit manifestement prête à mettre la force au service de ses objectifs politiques ébranlent l'ordre international fondé sur des règles.

La Fédération de Russie modernise ses forces nucléaires et étend ses nouveaux vecteurs à double capacité, aux effets perturbateurs, tout en brandissant la menace nucléaire. Elle s'attache à déstabiliser des pays situés à l'est ou au sud du territoire de l'Alliance.

Dans le Grand Nord, sa capacité à entraver le renfort d'Alliés par le nord de l'Atlantique ainsi que la liberté de navigation dans cette zone constitue un défi stratégique pour l'Alliance. Le renforcement par la Fédération de Russie de son dispositif militaire, notamment dans les régions de la mer Baltique, de la mer Noire et de la Méditerranée, ainsi que son intégration militaire avec le Bélarus portent atteinte à la sécurité et aux intérêts des Alliés.

9. L'OTAN ne cherche pas la confrontation et ne représente aucune menace pour la Fédération de Russie. Nous continuerons de répondre de façon concertée et responsable aux menaces et aux actes d'hostilité de ce pays.

Nous renforcerons sensiblement notre posture de dissuasion et de défense à l'appui des Alliés, nous améliorerons notre résilience face à la coercition russe, et nous aiderons nos partenaires à s'opposer aux ingérences malveillantes, ainsi qu'à contrer toute agression.

Compte tenu des politiques et des agissements hostiles de la Fédération de Russie, nous ne pouvons pas la considérer comme un partenaire. Nous restons néanmoins disposés à maintenir ouverts les canaux de communication avec Moscou pour gérer et réduire les risques, prévenir toute escalade et accroître la transparence.

Nous aspirons à la stabilité et à la prévisibilité dans la zone euro-atlantique ainsi qu'entre l'OTAN et la Fédération de Russie. Pour que nos rapports avec ce pays évoluent, il faudra que celui-ci se départisse de son attitude agressive et qu'il se conforme pleinement au droit international. »



Ce découpage en deux se retrouve dans la présentation de la menace chinoise, mais de manière bien moins prononcée pour l'aspect « diplomatique ».

### La présentation de la Chine comme menace principale de l'époque

La Chine a des « ambitions » allant à l'encontre des « intérêts » de l'OTAN... Et celle-ci se tient prêt pour la prochaine confrontation. Cela est expliqué ouvertement, le second point, plus « diplomatique », n'étant que symbolique et disant surtout qu'un accord est impossible et qu'il faudra de toutes façons aller au conflit.

« 13. La République populaire de Chine affiche des ambitions et mène des politiques coercitives qui sont contraires à nos intérêts, à notre sécurité et à nos valeurs. Elle recourt à une large panoplie d'outils politiques, économiques et militaires pour renforcer sa présence dans le monde et projeter sa puissance. Parallèlement, elle entretient le flou quant à sa stratégie, à ses intentions et au renforcement de son

Parallèlement, elle entretient le flou quant à sa stratégie, à ses intentions et au renforcement de son dispositif militaire. Ses opérations hybrides ou cyber malveillantes, sa rhétorique hostile et ses activités de désinformation prennent les Alliés pour cible et portent atteinte à la sécurité de l'Alliance. Elle cherche à exercer une mainmise sur des secteurs technologiques et industriels clés, des infrastructures d'importance critique et des matériaux et chaînes d'approvisionnement stratégiques.

Elle utilise le levier économique pour créer des dépendances stratégiques et accroître son influence. Elle s'emploie à saper l'ordre international fondé sur des règles, notamment pour ce qui concerne les domaines spatial, cyber et maritime.

Le resserrement du partenariat stratégique entre la République populaire de Chine et la Fédération de Russie, ainsi que leurs tentatives, se conjuguant entre elles, qui visent à déstabiliser l'ordre international fondé sur des règles, vont à l'encontre de nos valeurs et de nos intérêts.

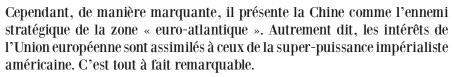
14. Nous demeurons disposés à interagir avec la République populaire de Chine de façon constructive, notamment au profit d'une plus grande transparence mutuelle, l'objectif étant de protéger les intérêts de sécurité de l'Alliance.

Nous travaillerons ensemble de manière responsable, en tant qu'Alliés, pour répondre aux défis systémiques que la République populaire de Chine fait peser sur la sécurité euro-atlantique et pour faire en sorte que l'OTAN reste durablement à même d'assurer notre défense et notre sécurité.

Nous affinerons notre connaissance commune des enjeux, renforcerons notre résilience, relèverons notre niveau de préparation, et nous prémunirons contre les procédés coercitifs employés par la République populaire de Chine ainsi que contre ses tentatives visant à diviser l'Alliance. Nous défendrons les valeurs que nous partageons, de même que l'ordre international fondé sur des règles, y compris la liberté de navigation. »

### L'Union européenne contre la Chine

La question chinoise se retrouve propulsée comme aspect principal par l'intermédiaire du thème de l'Union européenne, c'est là quelque chose de notable. L'alignement de l'Union européenne sur l'OTAN est tout à fait clair, en particulier depuis deux ans, Crise l'a déjà relevé et analysé cette question. Le concept stratégique de l'OTAN ne modifie naturellement pas son fusil d'épaule.





« 43. L'Union européenne est pour l'OTAN un partenaire incontournable et sans équivalent. Les pays membres de l'OTAN et ceux de l'Union européenne partagent les mêmes valeurs. Les deux organisations jouent des rôles complémentaires, cohérents et se renforçant mutuellement au service de la paix et de la sécurité au niveau international.

Dans le prolongement de la coopération qui s'exerce de longue date entre l'OTAN et l'Union européenne, nous approfondirons le partenariat stratégique entre celles-ci, nous intensifierons les consultations politiques, et nous développerons la coopération sur des questions d'intérêt commun telles que la mobilité militaire, la résilience, les incidences du changement climatique sur la sécurité, les technologies émergentes et technologies de rupture, la sécurité humaine, le programme « femmes, paix et sécurité », la lutte contre les cybermenaces et les menaces hybrides ou encore la réponse aux défis systémiques que la République populaire de Chine fait peser sur la sécurité euro-atlantique.

Pour que le partenariat stratégique entre l'OTAN et l'Union européenne puisse effectivement s'approfondir encore, il sera primordial que les Alliés non-membres de l'Union européenne soient pleinement associés aux initiatives de celle-ci en matière de défense.

L'OTAN reconnaît l'intérêt d'une défense européenne plus forte et plus performante, qui contribue réellement à la sécurité transatlantique et mondiale, complète l'action de l'OTAN et soit interopérable avec celle-ci.

Les initiatives destinées à augmenter les budgets de défense et à mettre en place des capacités cohérentes dans un esprit de renforcement mutuel tout en évitant les doublets inutiles sont un volet essentiel de notre effort conjoint visant à rendre la zone euro-atlantique plus sûre. »

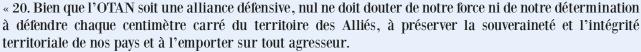
# Les intérêts de l'Union Européenne sont assimilés à ceux de la super-puissance américaine.

## La réorganisation stratégique « contre des compétiteurs à parité disposant de l'arme nucléaire »

Il faut bien avoir conscience que l'OTAN est, depuis l'effondrement du social-impérialisme soviétique en 1989-1991, davantage un dispositif maintenant une certaine cohérence qu'une structure avec une réelle unité organique comme c'était le cas dans les années 1970-1980.

Autrement dit, l'OTAN permettait une coordination possible, éventuelle, mais sans une envergure réelle ni une profondeur stratégique décisive. Ce que faisait l'OTAN, c'était maintenir l'hégémonie de l'armée américaine sur le plan technique, théorique et idéologique, sans chercher pour autant à façonner de manière systématique et en profondeur toutes les armées membres de l'OTAN. C'était davantage une tendance qu'une démarche complète.

La nouvelle situation ramène dans le cas de figure des années 1970-1980. Le concept stratégique est résolument clair sur ce plan.



Dans un environnement caractérisé par la compétition stratégique, nous entendons développer notre connaissance de la situation internationale et nous inscrire dans une perspective plus globale afin d'exercer une dissuasion, d'assurer la défense, de faire obstacle à la contestation et de faire interdiction, dans tous les milieux d'opérations et dans toutes les directions, en conformité avec notre approche à 360 degrés.

La posture de dissuasion et de défense de l'OTAN combine de façon appropriée capacités nucléaires, capacités conventionnelles et capacités de défense antimissiles, complétées par des capacités spatiales et des capacités cyber.

Elle est défensive, proportionnée et pleinement conforme à nos engagements internationaux. Nous répondrons à toute menace pour notre sécurité comme et quand nous l'entendrons, dans le milieu de notre choix, en utilisant des outils militaires et non militaires de façon proportionnée, cohérente et intégrée.

21. Nous allons renforcer sensiblement notre posture de dissuasion et de défense afin de priver tout adversaire potentiel de toute occasion d'agression.

À cet effet, nous maintiendrons en continu une présence importante sur terre, en mer et dans les airs, et nous nous emploierons notamment à consolider notre défense aérienne et antimissile intégrée.

Nous assurerons la dissuasion et la défense de l'avant en veillant à disposer de forces en place multi-domaines prêtes au combat et performantes, en perfectionnant nos mécanismes de commandement et de contrôle, en prépositionnant des munitions et des équipements et en améliorant nos capacités et nos infrastructures, l'objectif étant de pouvoir renforcer rapidement tout Allié, y compris sans préavis ou sur court préavis.

Nous ajusterons l'équilibre entre forces en place et moyens de renforcement pour être plus dissuasifs et accroître la capacité de défense de l'Alliance.

Tenant compte de l'exacte mesure des menaces, nous veillerons à ce que notre posture de dissuasion et de défense demeure crédible, modulable, adaptée aux besoins et soutenable dans la durée.

22. Nous continuerons d'améliorer la disponibilité opérationnelle, la réactivité, la déployabilité, l'intégration et l'interopérabilité de nos forces. Nous mettrons à disposition, chacun pour notre part et collectivement, tout l'éventail des forces, capacités, plans, ressources, moyens et infrastructures nécessaires à la dissuasion et à la défense, y compris au combat multi-domaine de haute intensité contre des compétiteurs à parité disposant de l'arme nucléaire.

Nous veillerons à ce que la structure de commandement reste performante, résiliente et intégrée, nous ferons en sorte que les plans de défense des Alliés et de l'OTAN gagnent en cohérence, et nous consoliderons et moderniserons la structure de forces de l'OTAN.

Nous mettrons davantage l'accent sur l'entraînement et les exercices, nous adapterons et simplifierons les procédures de prise de décision, nous améliorerons la planification et nous accroîtrons l'efficacité du système OTAN de réponse aux crises. »



### La nouvelle armée conventionnelle de l'OTAN en Europe

La mesure décisive ressortant du concept stratégique, qui n'est pas annoncée dans le document mais a été rendu public, c'est la décision de l'OTAN de mettre en place au niveau d'au-delà de 300 000 soldats les effectifs des forces à haut niveau de préparation.

Il y en avait auparavant 40 000, mais ce nombre est relativisé parce que, de par la taille réduite, les différentes composantes par ailleurs variées, leur dimension opérationnelle était très réduite. C'était plus une base pour procéder à un élargissement potentiel qu'autre chose.

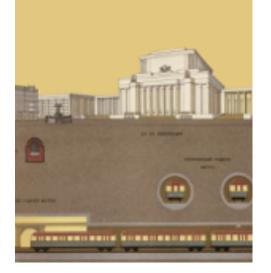
On parlait d'ailleurs de « force de réaction ». Une armée n'est pas composée en effet que d'une force opérationnelle : il y a l'administration, la logistique, les techniciens, etc. Pour donner un exemple concret, la guerre en Ukraine oppose deux armées, russe et ukrainienne, composée d'un peu moins de 200 000 soldats chacune. Ce n'est pas du tout toute l'armée russe, ni même toute la force opérationnelle russe.

L'armée russe c'est 700 000 soldats, et la force opérationnelle tourne autour de 270 000 soldats. Inversement, l'ensemble de la force opérationnelle ukrainienne est à l'œuvre, avec un nombre très important donc pour une population de 44 millions d'habitants, ce qui correspond à la militarisation depuis 2014.

Si l'on prend la France qui a 67 millions d'habitants, son armée consiste en 270 000 soldats, mais la force opérationnelle terrestre tient à 77 000 soldats seulement. Il y a un nombre équivalent de soldats pour gérer 69 avions de transport et 60 appareils de ravitaillement ou de liaisons d'un côté dans l'armée de l'air, 45 avions de chasse, une cinquantaine d'avions de surveillance, une flotte d'hélicoptères, 71 bâtiments de combat et de soutien (dont 9 sous-marins, 1 porte-avions et 3 porte-hélicoptères) dans la marine. Cependant, les 77 000 soldats de l'armée de terre forment le noyau dur.

Cela veut dire que pour passer à au moins 300 000 soldats sur le terrain en tant que tel, il faut donc une infrastructure énorme et les décisions du sommet de l'OTAN de juin 2022 visent précisément cela.

300 000 soldats, c'est une armée conventionnelle multitâches dont l'interopérabilité est totalement incontournable. Cela présuppose un très haut niveau d'organisation et d'encadrement, ainsi que sur le plan technique et opérationnel des moyens extrêmement lourds. Pour arriver à cela, il faut une soumission de l'ensemble des pays européens.



Il faut une soumission de l'ensemble des pays européens

### Dans quelle mesure les pays membres de l'OTAN ont-ils perdu leur indépendance ?

Une telle orientation stratégique de la part de l'OTAN implique ainsi un haut degré d'unification. On ne parle pas de déployer des troupes nombreuses dans tous les domaines sans que cela implique que les dites troupes et les moyens concernant les différents domaines ne soient unifiées avec une direction centralisée.

Cela veut dire que les différentes armées en Europe doivent agir conformément aux décisions de l'OTAN et en s'impliquant en leur sein. C'est se soumettre par conséquent, sur le plan militaire, à la superpuissance impérialiste américaine.

Est-ce à dire que les pays européens membres de l'OTAN sont désormais des colonies ? C'est évident pour un pays comme le Kosovo, c'est relativement vrai pour la Pologne ou la République tchèque, c'est désormais en partie vrai pour la France et l'Allemagne qui deviennent clairement des satellites américains. La Belgique se situe, comme pays impérialiste de petite taille, quelque part entre la Pologne et la France.



On a une preuve de cela avec le point suivant. L'OTAN parle des fournisseurs d'énergie, de l'action des pouvoirs publics et la fourniture de services essentiels aux citoyens. Ce sont là tous ses thèmes qui relèvent de la vie civile et plus généralement de chaque pays dans sa vie politique.

C'est pourtant présenté comme étant, en dernier ressort, quelque chose qui relève de l'OTAN dans sa substance technique et opérationnelle des moyens extrêmement lourds. Pour arriver à cela, il faut une soumission de l'ensemble des pays européens.

L'OTAN se présente comme le dernier rempart pour le capitalisme

« 26. Nous nous emploierons de façon plus résolue, intégrée et cohérente à accroître la résilience de nos pays et celle de l'Alliance face aux menaces et défis militaires comme non militaires qui pèsent sur notre sécurité, il s'agit là d'une responsabilité nationale et d'un engagement collectif découlant de l'article 3 du Traité de l'Atlantique Nord.

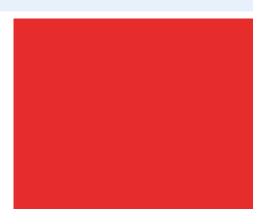
Nous nous attacherons à déceler et à atténuer les vulnérabilités et dépendances stratégiques, notamment celles qui touchent nos infrastructures critiques, nos chaînes d'approvisionnement et nos systèmes de santé. Nous renforcerons notre sécurité énergétique en investissant pour la stabilité et la fiabilité des approvisionnements, des fournisseurs et des sources d'énergie.

Nous veillerons à une bonne préparation du secteur civil pour que soient assurés la continuité de l'action des pouvoirs publics, la fourniture de services essentiels à nos concitoyens et le soutien du secteur civil aux armées.

Nous améliorerons notre aptitude à nous préparer, à résister et à répondre aux perturbations et aux chocs stratégiques, ainsi qu'à nous en remettre rapidement, et nous veillerons à la continuité des activités de l'Alliance. »

Ce qu'on lit là est sans ambiguïtés : l'OTAN se présente comme le dernier rempart pour le capitalisme de chaque pays.

D'ailleurs, dans le point suivant, il est évident que le mot « terrorisme » ne désigne pas du tout des islamistes ou fanatiques d'extrême-droite, mais très clairement les forces révolutionnaires visant à changer le régime.



« 34. La lutte contre le terrorisme est essentielle à notre défense collective. Le rôle de l'OTAN dans cette lutte contribue aux trois tâches fondamentales et fait partie intégrante de l'approche à 360 degrés suivie par l'Alliance en matière de dissuasion et de défense.

Les organisations terroristes mettent en péril la sécurité de nos concitoyens, de nos forces et du territoire de nos pays. Nous continuerons de contrer les menaces et défis qu'elles représentent, d'assurer la dissuasion face à ces menaces et défis, de nous en défendre et d'y répondre en faisant appel à une combinaison de mesures de prévention, de protection et d'interdiction.

Nous intensifierons la coopération avec la communauté internationale, et notamment avec l'Organisation des Nations Unies et l'Union européenne, pour agir sur les conditions qui favorisent l'expansion du terrorisme.»

Cela confirme entièrement la thèse selon laquelle « l'OTAN, c'est la guerre impérialiste et la contre-révolution préventive » (20 thèses finales des Brigades Rouges, 1980). Le capitalisme bascule vers la guerre en vue de stabiliser son marché.

On est concrètement, historiquement, dans une situation où la superpuissance impérialiste américaine sur le déclin veut gagner sur absolument tous les tableaux, au moyen d'une conquête tant extérieure (par la prise de contrôle de pays) qu'intérieure (par l'élargissement du capitalisme à de nouveaux domaines).

C'est l'époque de la guerre impérialiste et de la révolution.





L'OTAN met en place une force de réaction à l'échelle d'une armée conventionnelle en Europe – c'est l'annonce d'une guerre impérialiste!

Nous prévenons les travailleurs de Belgique et de France que, désormais, l'engrenage menant à une guerre de dimension continentale en Europe est enclenché. Lors de son sommet de Madrid des 29 et 30 juin 2022, l'OTAN a en effet décidé de porter à au-delà de 300 000 soldats sa « force de réaction », contre 40 000 jusqu'à présent. Cela implique à la fois que la superpuissance impérialiste américaine va envoyer des troupes en Europe et que l'ensemble des forces militaires européennes va passer sous le commandement direct de l'OTAN.

L'objectif est de disposer d'une force armée suffisante pour affronter et mettre en déroute l'armée russe. Le chef d'état-major de l'armée britannique a expliqué en ce sens que 2022 était l'équivalent de l'année 1937, alors que la Suède et la Finlande sont désormais en train de rejoindre l'OTAN et donc de permettre une présence accrue sur le flanc nord de la Russie.

Au sujet de ce dernier pays, il faut souligner que c'est un pays impérialiste qui a des visées néo-impériales, comme le montre ses intentions en Ukraine. Son président Vladimir Poutine se voit marcher dans les pas prétentieux des tsars et compte « rétablir » une vaste zone d'influence.

Ce n'est toutefois qu'un aspect de la question, car l'Ukraine avait également été transformée en bastion militaire agressif par la superpuissance impérialiste américaine.

Cette dernière compte en fait organiser un affrontement à vaste échelle sur le continent européen, cela dans le but de maintenir son hégémonie en écrasant la Russie, d'affaiblir par là indirectement ainsi la Chine, d'en même temps mettre au pas les pays européens et de contrer son propre déclin. Il ne s'agit pas d'un complot de la superpuissance impérialiste américaine, qui n'a nullement un regard matérialiste sur elle-même, mais l'expression de sa tentative de surmonter ses propres faiblesses historiques.

L'objectif de la superpuissance impérialiste américaine de maintenir son hégémonie mondiale est le moteur d'un processus généralisé de militarisme occidental et de réimpulsion du capitalisme, notamment par l'élargissement du marché à de nouveaux domaines. Cela correspond à toute une époque historique, où le capitalisme connaît une crise générale en raison d'une expansion bloquée, où il y a désormais une bataille sino-américaine pour le maintien de l'hégémonie ou son obtention, avec une multitude d'autres contradictions impérialistes qui ont toujours comme substance la bataille pour le repartage du monde.

En ce sens, « l'OTAN, c'est la guerre impérialiste et la contre-révolution préventive » (20 thèses finales des Brigades Rouges, 1980).

C'est-à-dire que la mobilisation militariste prend une place centrale également en raison de la vaine tentative de souder l'ensemble des États européens dans une vaste chaîne impérialiste pour renforcer la stabilité d'un grand marché capitaliste qui reste sous contrôle dans un monde en proie aux troubles. C'est la tentative de l'impérialisme qui périclite de se revitaliser par la constitution d'un noyau dur plus large, plus actif, plus homogène.

Le militarisme exprime ici un redéploiement structurel visant à empêcher la recomposition du prolétariat à travers la crise générale. Les restructurations en permanence et le maintien d'une société de consommation sont le moyen pour le capitalisme d'avoir un coup d'avance sur le prolétariat, de le désorienter, de le diviser et de l'atomiser.

C'est la raison pour laquelle, de manière absolument indiscutable, l'Union européenne et l'OTAN sont deux structures qui forment deux aspects d'un seul et même processus. Ce processus est indéniable. Les sociétés belge et française se voient par conséquent toujours plus pénétrées et déterminées, dans tous les domaines et à tous les niveaux, par la réimpulsion capitaliste qu'implique l'Union européenne et par la marche à la guerre qu'implique l'OTAN.

C'est cela qui forme le contenu de la troisième guerre mondiale qui a de fait commencé le 24 février 2022 avec l'invasion russe de l'Ukraine, mettant à jour le niveau des contradictions inter-impérialistes dans la situation mondiale qui inévitablement primeront jusqu'à emporter le monde dans la guerre pour un grand repartage. Le capitalisme à l'époque de la crise générale peut parvenir à des restructurations et les réaliser, mais dans tous les cas la guerre est inévitable en raison des contradictions inter-impérialistes toujours plus aiguës.

Déjà on voit que toutes les initiatives des États s'inscrivent dans cette perspective de compétition mondiale, afin de renforcer un camp et d'en affaiblir un autre. Chaque pays cherche à se placer pour profiter du gâteau de la redivision du monde ou pour éviter de trop relever du butin à partager.

Nous affirmons ici qu'il ne faut jamais reculer devant la dimension démesurée de ses propres buts et qu'il faut se préparer à affronter la guerre impérialiste. Il faut contrer la tendance à la guerre, saboter les entreprises impérialistes, affirmer que l'ennemi est dans son propre pays et aller dans le sens de la guerre civile. La Belgique et la France sont des puissances impérialistes, leur nature est réactionnaire ; les régimes capitalistes de la Belgique et de la France sont une partie du problème et non de la solution.

La solution tient à l'inexorable cours de l'histoire, où les pays visent l'indépendance, les nations la libération, les peuples la révolution. Chaque pays doit pouvoir vivre en paix et sans interférence extérieure ; chaque nation doit être libre et ne pas connaître le joug d'une autre nation ; le peuple exige la justice par l'instauration d'une démocratie qu'il fait lui-même vivre.

Nous affirmons pour cette raison qu'aucun pragmatisme n'est possible et qu'il n'y a aucune raison qui puisse être valable pour se placer sous la coupe d'une superpuissance impérialiste ou d'une puissance impérialiste. Il n'y a jamais lieu de converger avec la tendance à la guerre sous quelque forme que ce soit, parce que l'intérêt des masses mondiales est en contradiction formelle avec les démarches d'affrontements militaires conquérantes.

Par là même, en raison des exigences de l'internationalisme prolétarien, l'ennemi est dans son propre pays et il faut toujours être à la hauteur des exigences, et partant de là aller résolument dans le sens de procéder au sabotage de son propre impérialisme. Cela est d'autant plus vrai que la tendance à la guerre déchire la pacification sociale mise en place par l'impérialisme, appauvrit les masses, provoque une situation révolutionnaire. Mao Zedong nous enseigne que soit la révolution conjure la guerre, soit la guerre provoque la révolution.

C'est pour nous préparer à ce défi historique que nous avons œuvré jusqu'à présent à défendre, arborer et appliquer le marxisme-léninisme-maoïsme, notre idéologie qui est l'expression politique du matérialisme dialectique, vision du monde du prolétariat. Nous avons combattu le révisionnisme et affirmé les fondamentaux du Communisme, en assumant l'idéologie de l'URSS de Staline des années 1950 et de la Chine populaire de Mao Zedong de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne.

C'est là le patrimoine incontournable pour assumer l'expression prolétarienne des choses et être capable d'ouvrir un espace révolutionnaire pour faire face au défi de notre époque qu'est la guerre impérialiste. Le capitalisme tourne inévitablement à l'impérialisme et rend la guerre inéluctable. Pour vaincre la guerre, il faut donc assumer l'Histoire et ses exigences. Mao Zedong nous enseigne que :

« La guerre, ce monstre qui fait s'entretuer les hommes, finira par être éliminée par le développement de la société humaine, et le sera même dans un avenir qui n'est pas lointain. Mais pour supprimer la guerre, il n'y a qu'un seul moyen: opposer la guerre à la guerre, opposer la guerre révolutionnaire à la guerre contre-révolutionnaire, opposer la guerre nationale révolutionnaire à la guerre nationale contre-révolutionnaire, opposer la guerre révolutionnaire de classe à la guerre contre-révolutionnaire de classe...

Lorsque la société humaine en arrivera à la suppression des classes, à la suppression de l'État, il n'y aura plus de guerres — ni contre-révolutionnaires, ni révolutionnaires, ni injustes, ni justes. Ce sera l'ère de la paix perpétuelle pour l'humanité. En étudiant les lois de la guerre révolutionnaire, nous partons de l'aspiration à supprimer toutes les guerres; c'est en cela que réside la différence entre nous autres communistes et les représentants de toutes les classes exploiteuses. »

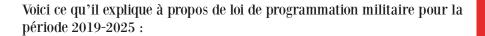
C'est le sens des mots d'ordre « Guerre à la guerre impérialiste ! Guerre à l'OTAN ! ». Ce sont les mots d'ordre que nous prônons alors qu'un mortel engrenage a été déclenché. La guerre du peuple est la réponse à la guerre impérialiste ; la 3e guerre mondiale connaît son pendant dialectique : la guerre populaire mondiale. Nous dépasserons les divisions nationales et instaurerons la République socialiste mondiale !

1er juillet 2022

### « DURCIR L'ARMÉE DE TERRE FRANÇAISE »

C'est dans la presse militaire américaine qu'il faut se plonger pour connaître les perspectives de développement de l'armée française, « grande muette » habituée au silence anti-démocratique en France.

En l'occurrence, il y a cet entretien très instructif du chef d'état-major de l'armée de Terre, le général Pierre Schill, à la revue Defense News. Il y explique comment la France entend faire face à la nouvelle donne mondiale suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et il explique en détail le programme de remaniement de l'équipement de l'armée de Terre. L'armée française se prépare à la guerre, elle assume ouvertement la question d'une nouvelle grande guerre mondiale.



« S'appuyant sur le modèle « Au contact ! » lancé par l'ancien chef des armées, le général Jean-Pierre Bosser, qui a réorganisé en profondeur l'armée de terre en la dotant d'une grande polyvalence, le plan « Supériorité opérationnelle » a une ambition claire : durcir l'armée de terre. Dans le cadre de la loi de finances militaire 2019-2025 et au-delà, à l'horizon 2030, il s'agit de former une armée capable de participer à tous les conflits, jusqu'à un engagement majeur.

Quatre objectifs ont été définis pour y parvenir : des troupes à la hauteur des affrontements futurs ; des capacités permettant de surclasser nos adversaires ; un entraînement centré sur l'engagement majeur ; un mode de fonctionnement opérationnel. Au cours des dernières décennies, l'armée de terre a acquis une expérience opérationnelle précieuse en Afghanistan, en République centrafricaine et au Sahel, qui s'est avérée déterminante pour l'efficacité de nos opérations.

Durcir l'armée ne signifie pas remettre en cause cette expérience des opérations de maintien de la paix et des conflits contre-insurrectionnels. Comme un pianiste, nous devons faire travailler notre deuxième main pour tirer le meilleur parti du « clavier de l'action », comme l'a appelé l'ancien général d'armée André Beaufre. L'armée de terre doit être capable de produire des effets et d'apporter des solutions stratégiques aux différents scénarios d'engagement, allant de l'affrontement direct des volontés aux approches indirectes, et de faire des compromis avec les modes majeurs et mineurs de conflit.

La défense est un sujet critique pour la société : Quel prix sommes-nous prêts à payer, et comment voulonsnous défendre notre pays ? La LPM 2019-2025 met l'accent sur la réparation et la montée en puissance pour concrétiser l'ambition. La modernisation engagée avec le programme de modernisation Scorpion est probablement la plus importante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elle va renouveler nos véhicules blindés en service depuis 40 ans et multiplier leur efficacité en les plaçant en réseau.

Demain, les unités partageront les informations en temps quasi-réel pour définir la meilleure combinaison tactique possible pour se protéger et détruire l'ennemi. L'ambition du combat collaboratif consiste à comprendre, décider et agir plus rapidement que l'adversaire.

Bien plus qu'un simple rééquipement de la Force Terrestre, Scorpion représente une évolution dans la manière d'opérer sur le champ de bataille avec le développement du combat collaboratif. La connectivité permettra une allocation réellement dynamique des capteurs et des tireurs, et elle offrira de nouvelles perspectives tactiques, grâce notamment à la capacité de tirer au-delà de la ligne de vue.

Durcir, c'est aussi anticiper et réfléchir à nos besoins futurs. C'est l'objet du projet Titan, qui décrira et définira la composition et l'organisation de nos futures capacités du champ de bataille – le char Leclerc modernisé, les nouveaux véhicules blindés de transport de troupes, les hélicoptères d'attaque Tigre MkIII, l'obusier automoteur Caesar et le système de fusées à lancement multiple – à l'horizon 2040, et étendra le combat collaboratif aux niveaux interarmées et alliés. »

#### A propos des nouveaux théâtres d'opération, voici ses explications :

« En 1991, lorsque j'étais un jeune lieutenant, récemment nommé dans un régiment, le mur de Berlin venait de s'effondrer. La menace d'une guerre froide s'éloignait, car nous étions prêts à combattre l'envahisseur sur notre propre terrain, sans préavis. Les événements qui se sont produits depuis montrent qu'en 30 ans, tout peut arriver. La guerre est de retour sur notre continent. Comment le conflit en Ukraine peut-il évoluer ? Comment construire la paix une fois que les armes se sont tues ?

Au sud, la situation au Sahel restera longtemps un problème de sécurité. Et nous devons veiller à ne pas être absorbés dans un tunnel ukrainien, mais à garder un recul stratégique.

Aujourd'hui, comme hier, l'armée doit s'adapter en permanence à la réalité des menaces. La guerre est trop complexe et évolutive pour être figée dans une formule. Dans le brouillard de la guerre et face aux incertitudes stratégiques, il est impératif de comprendre avec précision l'intention de nos concurrents. Qui est notre adversaire ? Quels sont ses intérêts ? Quels sont ses objectifs ? Puisque la surprise stratégique reste possible, nous devons envisager toutes les options.

L'armée de terre est prête à opérer en permanence dans trois domaines stratégiques : d'abord, sur le territoire national et à l'étranger pour assurer la protection et la défense de la souveraineté et de la résilience de la nation en remplissant une grande variété de missions. Ensuite, nous devons être un acteur majeur de la solidarité stratégique en Europe en répondant aux exigences des alliances et des accords. Nous sommes très probablement à l'aube d'une nouvelle ère pour la sécurité du continent. Le troisième domaine est celui de la prévention et de l'influence à la périphérie de l'Europe et au-delà, pour contribuer au contrôle et à la résolution des points chauds des crises. »

En détail, il parle des chars et du développement de leurs capacités :

« L'actualité démontre que la capacité des chars reste indispensable à nos engagements les plus durs. Ils déterminent la capacité à faire face aux engagements et à reprendre l'initiative. Dans l'éternelle dialectique entre l'épée et le bouclier, le char de combat Leclerc sera doté de nouvelles capacités d'agression et de protection pour être engagé sur le champ de bataille de demain.

Son successeur, le Système Principal de Combat Terrestre, abrégé en anglais MGCS pour Main Ground Combat System, ne sera pas un simple char mais bien un système de systèmes constituant une nouvelle approche de l'architecture de combat rapproché et un réseau efficace dans un cloud opérationnel. Il pourrait ainsi comprendre plusieurs plates-formes dotées de différents systèmes de tir – canons de gros calibre, missiles, etc. – dont certaines sans pilote et escortées par des capteurs aériens télécommandés.

Le MGCS ouvrira la voie à de nouvelles capacités militaires en termes d'effets, de robotisation et de blindage. En outre, la configuration en tant que système de systèmes permettra l'intégration de nouvelles technologies, qui seront développées au cours du 21e siècle. »

Voici également comment il considère les aspects technologiques au service de la guerre :

« Treize domaines ont été identifiés comme ayant un impact sur les progrès technologiques du système de combat aéroterrestre : les réseaux de capteurs ; l'échange d'informations ; la cybernétique ; la résilience des systèmes connectés ; la maîtrise des données de masse et de la puissance de calcul ; les systèmes automatisés comme compléments des systèmes humains ; la performance des plateformes ; l'amélioration du combattant débarqué ; l'énergie ; l'aide à la décision et à l'entraînement ; les effets des armes et des munitions ; l'évolution des matériaux (notamment ceux destinés à la protection) ; l'intelligence artificielle.

Certaines de ces technologies prometteuses sont développées pour leur potentiel intrinsèque de percées technologiques. L'objectif est de les conduire à maturité dans une logique d'innovation planifiée, à l'instar de l'informatique quantique. Simultanément, nous cherchons à intégrer les technologies déjà matures, comme l'intelligence artificielle, dans les systèmes d'armes de la génération Scorpion, dans l'intelligence avec le traitement des données multi-capteurs ou dans la maintenance provisoire. »

Le chef d'état-major de l'armée de Terre ne manque pas de faire allégeance à l'OTAN et d'affirmer l'intégration de l'armée française à l'OTAN :

« Le conflit en Ukraine nous rappelle certains principes fondamentaux et illustre pleinement la complexité globale de l'environnement terrestre. La guerre moderne et les évolutions technologiques n'ont pas rendu la confrontation au sol secondaire. L'engagement au sol et près du sol vise à prendre l'ascendant sur l'ennemi, à le dominer physiquement et moralement, jusqu'à le détruire si nécessaire. Les forces morales sont d'une importance capitale et, au-delà, la capacité de résistance de la nation.

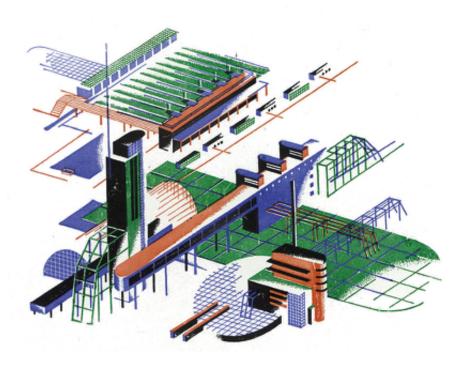
Demain, comme hier, cette confrontation se déroulera dans l'état d'incertitude propre à l'environnement terrestre. Attaquer ou détruire peut se faire de loin, construire et conquérir se fait au sol. L'environnement terrestre reste l'espace fondamental des rivalités stratégiques : conquête de richesses, gain territorial, influence et contrôle des populations et des centres de pouvoir.

Il existe en Europe environ 20 modèles de chars et d'avions, et plus de 150 types d'armement – sans parler de la diversité des moyens de signalisation. Cela ne facilite pas les chaînes de commandement de l'interopérabilité. L'interopérabilité des capacités est un premier levier pertinent pour renforcer l'efficacité des opérations menées avec nos partenaires de l'Union européenne.

Par exemple en 2018, un partenariat stratégique sur la capacité motorisée, ou CAMO, de la composante terrestre belge a été signé. Cet accord comprend deux dimensions : l'acquisition de capacités Scorpion – 382 Griffons, neuf obusiers automoteurs Caesar et 60 Jaguars équipés à la fois de systèmes de communication CONTACT et du système d'information de combat Scorpion – ainsi qu'une transformation de la Composante terrestre belge similaire à celle menée par l'armée française pour façonner des groupements tactiques interarmes autour de Scorpion.

Le programme CAMO, et l'élargissement de la communauté Scorpion à d'autres partenaires européens, contribue à renforcer l'interopérabilité avec nos alliés et donc à la défense de l'Europe. J'en suis profondément convaincu.

Pour combattre ensemble, nous devons nous entraîner ensemble et être capables de commander ensemble. Ce domaine de l'interopérabilité opérationnelle est le domaine d'excellence de l'OTAN. L'armée de terre a des contacts quotidiens avec ses alliés de l'OTAN grâce aux troupes déployées en Estonie et en Roumanie. Chaque étape majeure de l'entraînement comporte déjà une dimension alliée, comme dans les exercices Brilliant Jump et Cold Response, qui ont été réalisés récemment en Norvège. L'armée de terre travaille sur la nature de ses exercices pour se préparer à une haute intensité et montrer sa solidarité stratégique à ses partenaires européens. L'exercice majeur en terrain ouvert, Orion 2023, sera donc autant un entraînement qu'une démonstration d'interopérabilité et une preuve de notre force collective. »



# L'AFFAIBLISSEMENT DE LA FRANCE ET DE LA BELGIQUE PAR LE RELÈVEMENT DES TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

Le mois de juillet 2022 marque un tournant en ce qui concerne la crise économique qui se produit comme aspect spécifique de la seconde crise générale du mode de production capitaliste.



Il ne s'agit pas d'une nouvelle étape en tant que telle, mais plutôt de l'aboutissement d'un processus enclenché par la crise sanitaire de 2020. Techniquement, cela consiste en le relèvement des taux directeurs de la Banque centrale européenne à partir du 1er juillet 2022, puis une seconde fois en septembre 2022.

C'est un aspect technique, mais qui déclenche une nouvelle période de la crise, avec maintenant le risque d'effondrement monétaire et de faillites des États devenant directement d'actualité, et non plus simplement une perspective.

Nous avons expliqué ici avec de nombreux articles détaillés et documentés comment la bourgeoisie tentait de contourner la crise économique au moyen de différents artifices, consistant surtout en le subventionnement massif du capitalisme par de l'argent public, avec comme corollaire un endettement public massif.

En France et en Belgique, cela donne une dette publique supérieure au PIB, entre 110% et 120 % d'après les différentes projections pour la fin de l'année 20222. Pendant des décennies, et jusqu'à récemment, les bourgeoisies belges et françaises ont prétendu que la dette publique n'était pas un problème, car il suffit d'emprunter sur les marchés financiers ; les banques centrales jouant avec la monnaie pour rendre cela possible de manière ininterrompue.

Avec la crise sanitaire en 2020, le processus d'endettement public a connu un saut qualitatif : il ne s'est pas seulement accéléré, mais s'est entièrement transformé de par son ampleur et sa largeur. La lecture de l'article « La politique monétaire de la Banque centrale européenne comme produit mécanique de la crise de surproduction de capital « du numéro 5 de Crise (août 2020) est incontournable pour comprendre cela en profondeur.

Il y a donc eu une réaction (mécanique) de la bourgeoisie à la crise, sur le plan économique. Elle se transforme maintenant en son contraire, précipitant dialectiquement encore plus le monde dans la crise.

Cela est particulièrement vrai pour la France et la Belgique, puissances impérialistes secondaires, et maillons faibles du capitalisme mondial particulièrement en raison de leurs déficits budgétaires (qui sont le produit de faiblesses sur le plan de la production capitaliste).

De par le revirement de la politique de la Banque centrale européenne en juillet 2022, la dette publique de la France et de la Belgique deviennent concrètement un problème, menaçant la stabilité de ces États, ainsi que de nombreux autres, particulièrement l'Italie.

La contradiction est immense. L'annonce de cette nouvelle politique le 9 juin 2022 a directement provoqué des turbulences, produisant une hausse des taux d'intérêts sur les obligations d'État françaises passant de 0% fin 2021 à 2.4%, avant même la hausse réelle des taux directeurs.

La crise est telle que la Banque centrale européenne s'est réunie en urgence le 15 juin 2022 et a expliqué qu'elle va devoir bricoler (le détail technique n'est pas intéressant ici) pour empêcher que ces taux d'intérêt s'envolent et surtout soient trop différent par rapport aux taux d'intérêts allemands.

Ce même jour, fait symptomatique très scruté, l'écart (spread) entre les bons du trésors italiens et allemand à 10 ans a explosé à plus de 2,4 points (contre 0,9 point en décembre 2021). Concrètement, l'Allemagne emprunte à 1,3 % quand l'Italie emprunte à 3,7%. Cela menace directement la monnaie européenne, qui ne peut exister que comme monnaie reflétant une zone économie unifiée et homogène économiquement.

Mais au-delà de cette possible crise monétaire, ce qui est d'abord en jeu c'est la capacité des États, surtout de l'État français et dans une moindre mesure de l'État belge, à rembourser la dette et à emprunter, tant pour rembourser que pour budgétiser les dépenses publiques.

Ce qui est prévu à très court terme avec le relèvement des taux directeurs entraînant une augmentation des taux obligataires, c'est une explosion de la charge de la dette, qui a déjà commencé à se produire. La dette devient de moins en moins soutenable pour des États comme la France et la Belgique.

Et comme pour soutenir sa dette il faut pouvoir emprunter, alors qu'inversement pour pouvoir emprunter il faut présenter une situation de confiance, donc une dette soutenable, on voit tout de suite le problème. Cela d'autant plus que la Banque centrale européenne a également annoncé la réduction de ses politiques de rachats (fictifs, en fait de la monétarisation) des titres de dettes d'État européens, ce qui jusque-là dopait artificiellement le marché des dettes publique, qui va connaître un coup d'arrêt.

C'est une crise dans la crise, un aspect particulier produit par la crise générale du capitalisme et renforçant directement cette crise générale du capitalisme.

L'effondrement, ou la restructuration violente, telle sera la question que va se poser la bourgeoisie en France et en Belgique. Et c'est au prolétariat qu'elle voudra forcément faire payer le prix de la réponse.

Cela signifie le déclenchement franc d'une phase de restructuration visant le prolétariat ainsi que l'accélération de la tendance à la guerre, dans le sens où la crise économique « oblige » la bourgeoisie à intervenir de manière agressive pour sauver ses mises et garantir son maintien tant nationalement qu'internationalement.

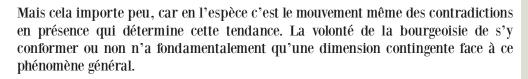


#### VERS L'ÉCONOMIE DE GUERRE.

L'analyse produite par Lénine sur la Crise du capitalisme de son époque, dans son ouvrage intitulé L'impérialisme, stade suprême du capitalisme (1916), est un héritage précieux pour les révolutionnaires du XXIe siècle. Cette base nous aide à comprendre notre propre époque et à être en mesure de tracer correctement les perspectives qui sont devant nous.

La Crise dans laquelle le mode de production capitaliste est entré à la fin de la décennie 2010, au plus tard, a inévitablement conduit à l'accroissement des tensions internationales entre puissances capitalistes et semi-capitalistes (c'est-à-dire capitaliste bureaucratique), comme nous l'annoncions déjà dans Crise depuis mai 2020. L'étape suivante va être celle de l'élargissement implacable de l'économie de guerre, et avec elle, de la tendance au fascisme.

Cette tendance est implacable pour les capitalistes, dont on aurait tort de penser qu'ils veulent uniformément la guerre de manière consciente ou décidée. Certains secteurs de la bourgeoisie peuvent se conformer à ce mouvement, y poussant même de manière cynique, ou du moins fataliste, mais on peut tout aussi bien trouver des secteurs inquiets de cette évolution, voire formellement hostiles à toute tendance au bellicisme ouvert.



À mesure que le mode de production capitaliste vacille, ces contradictions vont apparaître avec évidence, et le degré de conscience s'élèvera en conséquence, notamment au sein de la classe ouvrière de notre pays. D'une part, apparaîtra la nécessité du dépassement, et donc se posera de manière révolutionnaire la question du Socialisme. D'autre part, se développera la fuite en avant de fractions entières de la bourgeoisie et des secteurs populaires gagnés par elle dans l'économie de guerre, et au bout du compte, dans le fascisme. Reste à savoir quelle tendance sera en mesure de s'organiser le plus vite, le plus fort, et dans l'objectif politique d'écraser, ou de tenter d'écraser, l'autre.

Pour tenter d'éclairer cette inévitable perspective, selon nous, il faut d'abord poser le cadre conceptuel de notre capacité à comprendre de manière consciente notre situation, en mobilisant la théorie léniniste pour en montrer la validité, puis il nous faut analyser factuellement les forces en présence et en jeu, afin de tracer les perspectives, déterminer une ligne générale à tenir.



« C'est le mouvement même des contradictions du capitalisme qui détermine la tendance à la guerre »

## Transitions, compromis social, Union Européenne : les idéologies du capitalisme face à la Crise.



Dans son élan, le mode de production capitaliste a historiquement tenté de produire une compréhension de lui-même, aboutissant à le naturaliser de manière trompeuse. C'est-à-dire, que fondamentalement, le capitalisme n'existerait pas, il ne serait que le fonctionnement naturel, et donc indépassable, de l'Humanité elle-même. Cela ne veut pas dire que les capitalistes sont incapables de voir les contradictions. Mais ils pensent que le capitalisme, de par sa naturalité supposée, est seul en mesure de les dépasser.

C'est ce que l'on désigne dans les discours d'aujourd'hui sous la notion de «transition» de ceci ou cela par exemple, ou en parlant de choses obscures comme de «changement de paradigme». Au capitalisme de notre époque, tantôt financier, tantôt sauvage, tantôt ultra-libéral néo-libéral ou libéral tout court, tantôt post-moderne ou nomade, il faudrait donc s'évertuer à orienter le capitalisme vers un nouvel horizon, en lui donnant un nouvel adjectif épithète : ce serait le capitalisme durable, responsable, éthique, etc.

« Le capitalisme a historiquement tenté de produire une compréhension de lui-même, aboutissant à le naturaliser de manière trompeuse »

En fait, il s'agit là de contourner l'Histoire, ou plutôt de chercher à contourner l'Histoire, et de ne pas discuter du caractère non naturel mais historique du mode de production capitaliste en lui-même. C'est déjà ce que disait Lénine en parlant à son époque des thèses de Karl Kautsky (1854-1938), qui pensait que la révolution socialiste prendrait dans les pays avancés du capitaliste la forme d'une évolution politique, qui se jouerait dans le cadre du parlementarisme.

Selon cette théorie, l'État bourgeois est acceptable et «neutre» en quelque sorte. Il suffirait de le purifier des restes féodaux-militaristes et patriarcaux pour qu'il soit démocratique, puisque les masses forment de toute manière la majorité de la population.

Karl Kautsky raisonnait en termes de civilisation, où les villes apportent l'esprit collectif, formant la collectivité démocratique. Au plan social, la ville abolit en effet les consciences bornées, permettant d'avoir une vue générale et plus le capitalisme se développe donnant naissant aux forces productives, plus il permet à l'esprit de s'élargir.

La Gauche post-moderne et «inclusive», alliée objective du turbo-capitalisme métropolitain et différentialiste, ne dit pas autre chose, elle reprend le kautskisme. Voici l'analyse de Lénine à propos de cette théorie :

« Le mouvement prolétarien révolutionnaire en général, et le mouvement communiste en particulier, qui grandissent dans le monde entier, ne peuvent se dispenser d'analyser et de dénoncer les erreurs théoriques du « kautskisme ». Et cela d'autant plus que le pacifisme et le « démocratisme » – en général – qui ne prétendent pas le moins du monde au marxisme, mais qui, tout comme Kautsky et Cie, estompent la profondeur des contradictions de l'impérialisme et le caractère inévitable de la crise révolutionnaire qu'il engendre, – sont encore extrêmement répandus dans le monde entier.

Et la lutte contre ces courants est une nécessité pour le parti du prolétariat, qui doit arracher à la bourgeoisie les petits patrons qu'elle a dupés, de même que des millions de travailleurs placés dans des conditions de vie plus ou moins petites-bourgeoises. »

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme

On ne peut sous-estimer la force de cette lessiveuse «sociale-démocratique» de la «transition» au sein du capitalisme qui désarme les consciences en agitant cette tendance à l'évolution pacifique et sociale du capitalisme par lui-même en interne, à condition de l'élargir toujours plus et d'y inclure toujours plus les masses, non en collectif, mais de manière atomisée et différentialiste, afin de donner au marché une dynamique concurrentielle large.

Une autre imposture justement, tentant de naturaliser le capitalisme et donc de refuser toute analyse révolutionnaire, est celle de la naturalité supposée de la libre-concurrence, dont le capitalisme serait en retour l'expression syllogique. On trouve donc aussi cette illusion comme quoi la tendance à la concentration et au développement des monopoles, renforçant inévitablement le rôle des banques et de l'appareil financier sur l'appareil industriel et productif, serait anti-naturelle, puisqu'en contradiction avec la naturalité supposée de la libre-concurrence, et donc anti-capitaliste, dans la mesure où le capitalisme serait naturel.

Le développement du capitalisme financier et concentré est en soi tenu pour une dérive parasitaire du capitalisme, dont le fonctionnement «normal et naturel» serait celui de la libre-concurrence, de la petite propriété, à la dimension d'un capitalisme raisonnable et éthique.

Cette illusion alimente ainsi les libéraux, qui pensent relancer le capitalisme, soit en modérant la concentration, soit en lui trouvant sans cesse de nouveaux marchés, avec l'espoir que ce mouvement «d'innovation» ouvre un espace au petit capitalisme entrepreneurial, dans la logique de la «start-up», sur le terrain de la technologie ou sur celui de la société. On retrouve là la tendance interne au turbocapitaliste.

Mais on sait aussi à quel point cette théorie est une base au développement de l'antisémitisme, comme «socialisme des imbéciles», quand elle tente de se confronter à l'inévitable développement des monopoles, tout en prônant le «retour» à un capitalisme «naturel. dans une version aggressive, prenant appui sur la nation comme cadre d'un capitaliste concurrentiel restauré dans sa supposée «nature».

Lénine parle, pour désigner les militants de cette théorie, de «sociaux-patriotes», au sens où ces derniers, en naturalisant un capitalisme idéalisé, sont poussés à ne le penser que dans le cadre de la nation, elle-même produit par le capitalisme au plan historique, et qui serait donc le cadre idéal dans lequel «geler» la dérive du capitalisme et son élan à l'expansion incontrôlée et donc à la concentration, et donc trouver un compromis social en mesure d'équilibrer le capitalisme par lui-même. Voici la critique que Lénine propose de cette théorie :



« Il y a un demi-siècle, quand Marx écrivait son Capital, la libre concurrence apparaissait à l'immense majorité des économistes comme une « loi de la nature ».

La science officielle tenta de tuer par la conspiration du silence l'oeuvre de Marx, qui démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole.

Maintenant, le monopole est devenu un fait. (...)

La concurrence se transforme en monopole. Il en résulte un progrès immense de la socialisation de la production. Et, notamment, dans le domaine des perfectionnements et des inventions techniques. Le capitalisme arrivé à son stade impérialiste conduit aux portes de la socialisation intégrale de la production; il entraîne en quelque sorte les capitalistes, en dépit de leur volonté et sans qu'ils en aient conscience, vers un nouvel ordre social, intermédiaire entre l'entière liberté de la concurrence et la socialisation intégrale. La production devient sociale, mais l'appropriation reste privée. Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un petit nombre d'individus.

Le cadre général de la libre concurrence nominalement reconnue subsiste, et le joug exercé par une poignée de monopolistes sur le reste de la population devient cent fois plus lourd, plus tangible, plus intolérable. »

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme

Lénine démontre ici le caractère absolument incontournable et inévitable du capitalisme à aller à la concentration et aux monopoles. Il y voit d'abord la tendance historique qui pousse le capitalisme au Socialisme, mais aussi cette contradiction que cette concentration des moyens de production échappe à la société et reste la propriété d'une poignée toujours plus étroite de profiteurs déconnecté de la vie des masses.

Les sociaux-patriotes pensent donc parvenir à trouver un compromis avec ces monopoles, en considérant que leur dimension sociale permettrait d'avoir une sorte de socialisme sans collectivisme, maintenant le cadre général du mode de production capitaliste et la propriété privée des moyens de production, mais en se soumettant à certaines règles garanties par l'État, au nom de l'intérêt national, considéré comme commun.

Dans ce cadre, ce qui est appelé «nationalisation» ne relève donc pas du Socialisme, puisque c'est de fait l'appareil d'État de la bourgeoisie et ses experts, ses managers et son armée d'ingénieurs qui entendent piloter par le haut ces monopoles, afin d'obtenir un compromis avec la classe ouvrière, en échange de sa mobilisation et de sa soumission clientéliste à ces monopoles.

Dans un pays comme la France, on a là l'héritage tout à la fois du gaullisme social et de la période «socialiste» de l'époque de François Mitterrand et de son Programme Commun, qui irrigue encore largement des pans entiers des partis et des syndicats de la Gauche française.

On doit donc aussi prendre la pleine mesure de cette mythologie de ce compromis social-patriotique, et de sa dimension populiste, née dans la Gauche, mais qui trouve son aboutissement à Droite de manière inévitable. Face à la Crise, l'idée de reformuler ce compromis bancal qui n'a de fait jamais pleinement abouti, paralyse et désoriente aussi les consciences composant la Gauche en France, comme dans tous les pays avancés du capitalisme.

Il pave la route à la Droite, et en son sein à la tendance nationale-sociale, c'està-dire au fascisme au moment de son développement populaire de masse. De fait, aucun compromis pacifique et social national ne peut être trouvé avec les monopoles dans le cadre du capitalisme, de par leur inévitable tendance à l'expansion, en raison de la baisse tendancielle du taux de profit, tel que Karl Marx l'a démontré dans Le Capital, en 1867.

Voici comment Lénine développe cela, en montrant qu'en raison de cette tendance, les pays avancés du capitalisme deviennent inévitablement des nations impérialistes, rendant tout compromis impossible :

« Aucun compromis n'est possible avec les monopoles du capitalisme et l'appareil de l'État bourgeois »

« Les pays exportateurs de capitaux se sont, au sens figuré du mot, partagé le monde. Mais le capital financier a conduit aussi au partage direct du globe.

Les groupements de monopoles capitalistes – cartels, syndicats, trusts – se partagent tout d'abord le marché intérieur en s'assurant la possession, plus ou moins absolue, de toute la production de leur pays. Mais, en régime capitaliste, le marché intérieur est nécessairement lié au marché extérieur.

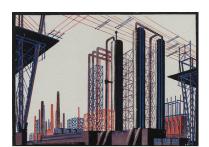
Il y a longtemps que le capitalisme a créé le marché mondial.

Et, au fur et à mesure que croissait l'exportation des capitaux et que s'étendaient, sous toutes les formes, les relations avec l'étranger et les colonies, ainsi que les « zones d'influence » des plus grands groupements monopolistes, les choses allaient « naturellement » vers une entente universelle de ces derniers, vers la formation de cartels internationaux. (...)

Si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices; et ils le partagent « proportionnellement aux capitaux », « selon les forces de chacun », car il ne saurait y avoir d'autre mode de partage en régime de production marchande et de capitalisme.

Or, les forces changent avec le développement économique et politique; pour l'intelligence des événements, ils faut savoir quels problèmes sont résolus par le changement du rapport des forces; quant à savoir si ces changements sont « purement » économiques ou extra-économiques (par exemple, militaires), c'est là une question secondaire qui ne peut modifier en rien le point de vue fondamental sur l'époque moderne du capitalisme.

Substituer à la question du contenu des luttes et des transactions entre les groupements capitalistes la question de la forme de ces luttes et de ces transactions (aujourd'hui pacifique, demain non pacifique, après-demain de nouveau non pacifique), c'est s'abaisser au rôle de sophiste. »



Si aucun compromis en interne, dans le cadre national, ne peut être trouvé, il faut aussi voir que le capitalisme dispose encore d'une autre imposture idéologique pour tenter de contourner cette contradiction : c'est l'idée d'un dépassement du marché national, par un marché élargi. L'idéalisme libéral le plus complet verrait volontiers un marché mondial, et cet horizon habite comme une sorte d'utopie la pensée des libéraux capitalistes les plus ouverts depuis l'origine même du capitalisme sur le plan historique.

Mais en raison des immenses différences de développement et des effets délétères de la concurrence sur les pays relativement moins avancés, le capitalisme a toujours entretenu le débat entre partisans du libre-échange et partisans du protectionnisme, sans jamais, forcément, pouvoir le trancher de manière décisive.

Cela n'a pas empêché une relative expansion du marché à une dimension continentale dans certains États : les États-Unis d'Amérique en sont l'illustration, mais la Chine, malgré les encore plus gigantesques contradictions de son développement, le montre aussi. Au bout du compte, cette expansion à la fois mondiale et relativement continentale du capitalisme par le développement de l'économie de marché, a offert un espace au développement de projet d'intégration, dont le plus sophistiqué, et donc aussi le plus embrouillé, est celui de l'Union européenne.

Les militants de l'Union européenne pensent particulièrement contourner, par l'alliance pacifique et l'intégration économique et politique, la tendance à la guerre engendrée par la concentration monopoliste et la concurrence généralisé et de plus en plus directe entre eux. Ils espèrent tempérer ou même bloquer cette tendance par la coopération et l'union internationale monopoliste. Bien que l'Union européenne soit un projet né sur les cendres de la IInde Guerre Mondiale, la tendance en était déjà repérable au moment où Lénine analyse la situation de son époque. Sur ce plan, il suit en les corrigeant sur le tas les analyses de John Atkinson Hobson quant à l'impérialisme, ce dernier ayant publié en 1903 L'impérialisme. Une étude :

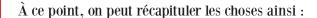
« Telles sont les possibilités que nous offre une plus large alliance des États d'Occident, une fédération européenne des grandes puissances : loin de faire avancer la civilisation universelle, elle pourrait signifier un immense danger de parasitisme occidental aboutissant à constituer un groupe à part de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l'Asie et de l'Afrique et entretiendraient, à l'aide de ce tribut, de grandes masses domestiquées d'employés et de serviteurs, non plus occupées à produire en grandes quantités des produits agricoles et industriels, mais rendant des services privés ou accomplissant, sous le contrôle de la nouvelle aristocratie financière, des travaux industriels de second ordre.

Que ceux qui sont prêts à tourner le dos à cette théorie (il aurait fallu dire : à cette perspective) comme ne méritant pas d'être examinée, méditent sur les conditions économiques et sociales des régions de l'Angleterre méridionale actuelle, qui en sont déjà arrivées à cette situation.

Qu'ils réfléchissent à l'extension considérable que pourrait prendre ce système si la Chine était soumise au contrôle économique de semblables groupes de financiers, de « placeurs de capitaux » (les rentiers), de leurs fonctionnaires politiques et de leurs employés de commerce et d'industrie, qui drainent les profits du plus grand réservoir potentiel que le monde ait jamais connu, afin de les consommer en Europe.

Certes, la situation est trop complexe et le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour que ladite ou quelque autre prévision de l'avenir dans une seule direction puisse être considérée comme la plus probable.

Mais les influences qui régissent à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe occidentale s'orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles joueront. »



- 1. Face à la Crise, le capitalisme dispose d'outils idéologiques, véritables contrefaçons maquillant sa propre historicité, puisque fondée sur le postulat fallacieux de la naturalité du capitalisme.
- 2. Tout en admettant l'existence de contradictions, face au développement des monopoles, certains secteurs du capitalisme tentent d'aller à la transition et à l'innovation technique ou «sociétale» (c'est-à-dire à l'atomisation toujours plus poussée de la société), au compromis national et social, et à l'Union internationale monopolistique, constituant au final des blocs concurrents.
- 3. Ce mouvement historique est le cadre même de l'émergence de la nécessité du Socialisme, mais le capitalisme peut dévier ce mouvement par des biais romantiques-décadents, idéalisant certains aspects du cadre historique du mode de production capitaliste (la nation, la petite-propriété, voire la start-up...), et chercher à relancer le capitalisme par lui-même en le «purifiant» de supposées déviances.
- 4. Peu importe ce que la bourgeoisie et les secteurs du peuple gagnés par elle décident, le mouvement de concentration monopolistique va ou bien à la rupture révolutionnaire, ou bien à la guerre impérialiste.

Sans prendre les choses depuis la classe ouvrière, et sans la boussole du matérialisme dialectique la Gauche ne peut saisir correctement tous ces aspects. Et au moment où la Crise fait vaciller le mode de production capitaliste jusque dans ces fondements, tout compromis avec les monopoles et l'appareil d'État va à la compromission et fait implacablement dériver les forces subjectives de cette Gauche vers le populisme et donc au bout du compte vers le fascisme.

Il faut donc prendre la mesure de la gravité de la situation dans laquelle se trouve un pays comme la France si on admet la validité de notre analyse. Nous disons que les années, peut-être même les mois à venir, vont être la période qui verra se polariser nettement ces tendances. Elles le feront de par l'orientation toujours plus marquée du mode de production capitaliste en direction de l'économie de guerre.





## L'orientation toujours plus marquée du mode de production

capitaliste vers l'économie de guerre.

Aucun compromis n'est possible avec les monopoles du capitalisme et l'appareil de l'État bourgeois pour les révolutionnaires.

Nous avons sous les yeux la situation d'une Crise dont l'issue pour le capitalisme est la marche à la guerre de manière tendancielle. On peut valider cette théorie par l'observation de quatre orientations qui confirment cette tendance de manière factuelle : la course aux armements et le renforcement des appareils militaroindustriels des États impérialistes ou expansionnistes du capitalisme, la paralysie des masses dans les pays avancés du capitalisme, la déliquescence des conditions de vie et d'existence dans les métropoles du capitalisme et la paupérisation absolue dans les pays semi féodaux semi coloniaux. Nous laissetons ici ce dernier aspect de côté, pour se centrer spécifiquement sur la situation en France.

Toutes ces orientations convergent implacablement vers la même direction : l'inévitable développement dans le cadre du mode de production capitaliste d'une économie de guerre. La multiplication inévitable des tensions entre pays inter-impérialistes se traduit notamment par une course aux armements, visible notamment par une observation de l'augmentation quantitative des budgets de la défense.

Pour l'année 2021, les statistiques publiques et officielles des États quantifiant les budgets du secteur de la défense, concernant l'ensemble de la planète, donnent le ton : les dépenses militaires atteignent un record historique sans précédent, à 2113 milliards de dollars. À titre de comparaison, le PIB de l'ensemble des pays du continent africain, en 2018 avant la pandémie de COVID-19, était estimé à 1800 milliards de dollars.

Ce chiffre est en progression constante depuis le début des années 2000, et le niveau de dépense dans le secteur a dépassé très largement celui de l'époque de la Guerre Froide depuis lors. Les choses en sont au point, que les budgets militaires ont même progressé dans la pandémie, là où les capacités auraient dû être dirigées massivement vers la solidarité internationale, la recherche portant sur les fondements de l'épidémie et sur les moyens d'y faire face collectivement.

Et encore, il faut encore avoir conscience que ce que les États du capitalisme appellent le secteur de la défense n'est pas un aspect isolé de leur appareil productif, c'est un domaine complètement intégré à leur dispositif de production.

Cela est particulièrement vrai dans les pays avancés du capitalisme. La moitié de ces dépenses le sont dans les pays de l'OTAN, les cinq pays les plus dépensiers étant, par ordre décroissant les États-Unis, la Chine, l'Inde, Royaume-Uni et la Russie, qui représentent 62 % du total – avec une domination américaine écrasante. La France, relativement en voie de déclassement, reste une puissance militaire conséquente.

Dans ces pays, et encore plus depuis le développement de la guerre hybride, qui en est aussi une conséquence dialectique, les dépenses militaires ont aussi une dimension qualitative de plus en plus centrale dans l'appareil de production, concernant l'innovation, les équipements, les capacités de renseignements etc. Pour prendre un exemple significatif de cela, il suffit de penser aux fameux GAFAM, installés notamment dans le cadre de la Silicon Valley, et à leurs liens largement organiques avec l'armée américaine.

La France possède aussi ce genre d'armature structurelle appuyant le complexe militaro-industriel et sa capacité à se moderniser depuis au moins les débuts de la Ve République. C'est même là un des héritages les plus marquants du gaullisme que d'avoir polariser de manière nette, voire caricaturale, l'appareil industriel français autour de grands monopoles logistiques, de l'électronique, de la télécommunication, de l'aéronautique et de l'aérospatiale, de la balistique et bien entendu du nucléaire, donnant à l'industrie française une dimension militaire incontournable.

Toutes les tentatives de relancer le capitalisme et de le moderniser ont de fait été happé par cette dimension. Un des emblèmes les plus récents de cette modernisation a été la fondation de l'Université de Paris-Saclay en 2006, devant concentrer les fleurons de l'éducation supérieure formés par la bourgeoisie au sein de l'État français depuis la monarchie absolue et la Révolution de 1789 : l'École des Mines, des Ponts et Chaussées, Polytechnique etc. pour devenir une gigantesque machine à produire des cadres et des techniciens au service du capitalisme français, et surtout de son appareil militaro-industriel.

Cet effort de concentration-modernisation a touché l'ensemble des métropoles secondaires française au-delà de Paris, aboutissant partout à former ces types d'organisation polarisées, qualifiés ici de clusters, là de «pôles d'excellence», avec partout le même objectif, concurrentiel et dirigé dans la même direction.

À titre d'exemples de cette tendance, on a tous les développements de l'armée en direction des «starts-up» ou du gaming, ou encore la mise en place du Service National Unifié (SNU).

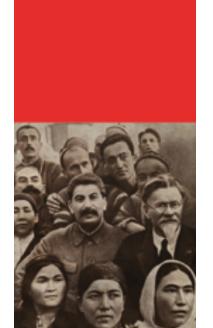
Il est de fait impossible de dresser le périmètre exact de ce qui relève strictement du secteur de la défense avec les milles et unes activités économiques et productives qui lui sont reliées, sous la forme de biens ou de services.

Le complexe militaro-industriel en France, comme dans les États du capitalisme avancé, n'est pas une excroissance monstrueuse du mode de production capitaliste. Il en est d'abord un élément, dont la centralité se renforce à mesure que la tendance à la guerre favorise son développement et polarise la production, et donc la croissance économique, et donc les profits autour de son périmètre. C'est là une tendance effectivement monstrueuse, mais fondamentalement complètement inévitable.

De ce fait, l'Humanité engagée dans le mode de production capitaliste produit nécessairement une culture afin de naturaliser cette dimension de l'appareil productif, et d'accepter à la fois son existence et son développement. Y compris donc au prix d'une décadence de toutes les valeurs.

Cela se traduit par le fait que le capitalisme permet relativement de développer une certaine sécurité collective, dont ont pu de manière bornée et étroite, profiter une partie des masses dans un pays comme la France. On retrouve ici cette énorme erreur de postulat, essentiel au capitalisme, qui naturalise la libre-concurrence : les nations telles qu'organisées dans le capitalisme, seraient «naturellement» en concurrence les unes face aux autres, et de cette concurrence «naturelle» découlent une tendance à l'affrontement qu'il faudrait accepter.

D'où les colossaux efforts du capitalisme à tenter de gagner par tous les moyens la jeunesse et à capter à son profit l'ingéniosité nationale française que la bourgeoisie de notre pays a été en mesure de développer, et dont elle bride et déforme désormais les capacités.



Bien sûr, le capitalisme se propose de développer un cadre civilisé à cette libre-concurrence : d'abord par la promotion du commerce et de la «guerre commerciale» comme alternative à la guerre militaire, mais aussi par le sport, et par toutes les activités liées à la culture et à la recherche, qui doivent aussi se déployer selon cette logique de la libre-concurrence, poussant à la coopération d'un côté, et de l'autre à l'affrontement, à la magouille et à l'agressivité sous toutes ses formes.

L'imposture même de la supposée naturalité de la libre-concurrence est bien entendu invisibilisée et refusée : ce serait de la «naïveté», de la faiblesse et fondamentalement une erreur sur la nature humaine que de considérer que les nations, comme les individus, ne seraient pas naturellement en concurrence, et donc tout aussi naturellement portés à l'affrontement.

Le capitalisme conduit donc l'Humanité qu'il a fabriqué à s'accepter telle qu'il l'a produite sur le plan historique, comme étant tout simplement la Nature elle-même. Le vertige de cette imposture ne peut que tourner au baroque, à la décadence.

Toute personne qui a déjà engagé une discussion sur cette question a forcément affronté cette imposture de la «nature humaine» capitaliste comme postulat soi-disant indiscutable, illustrant l'importance centrale de la lutte culturelle sur ce plan, pour produire une nouvelle Humanité en rupture totale avec celle du mode de production du capitalisme.

Cela est d'autant plus important que de par sa légitimité historique, acquise par des siècles de lutte avec les forces du féodalisme, la bourgeoisie a encore largement les moyens d'imposer sa domination, face à un prolétariat et des forces populaires qui sont pour le moment encore paralysées par toutes les contradictions de la crise et de la déliquescence de l'existence sociale, notamment dans les métropoles.

Il faut donc organiser activement un travail de propagande et d'édification militante dirigé vers ces points de manière combative et polarisante :

- 1. Une critique documentée de l'appareil militaro-industriel et de l'armée française afin d'en soutenir l'idée d'un démantèlement, à commencer pour ce qui concerne les armes nucléaires et les bases militaires françaises hors du territoire national, et et d'une restructuration totale sur une base démocratique et populaire.
- 2. Une opposition nette à toutes les actions et de toutes les institutions de l'appareil d'État bourgeois à visée militariste en direction des masses et plus particulièrement de la jeunesse.
- 3. Une critique populaire de l'insécurité, notamment dans les métropoles, illustrant le lien entre la décadence de la vie publique et sociale et les impasses historiques, et insurmontables par lui-même, du mode de production capitaliste, en vue de le dénaturaliser et de le faire rentrer dans le processus historique qui permettra de le liquider.

Il faut avoir pleinement conscience que le développement de l'économie de guerre, la tendance à la militarisation et à l'embrigadement des masses sont là un élément complètement fataliste dans le cadre du capitalisme, mais qui n'est pas une fatalité. Il faut tout aussi nécessairement donner à ce travail d'agit-prop et de critique une profondeur, en le soudant à l'élan de la Culture, portée par le prolétariat comme classe révolutionnaire de notre époque.

C'est l'articulation de ces éléments qui permettra d'aller toujours plus nettement à la Rupture, avec le sentiment enthousiasmant d'être le mouvement de l'Histoire, de porter la Nouvelle Humanité qui ouvrira l'ère du Socialisme et du retour à la Nature et au Cosmos.



## L'orientation toujours plus marquée du mode de production capitaliste vers la nécessité du Socialisme.

Il faut marteler ce point : la Crise du mode de production capitaliste a son pendant dialectique : il produit de manière toujours plus marquée son orientation vers la nécessité du Socialisme à mesure que se multiplient les contradictions et les impasses.

Ce n'est pas la bourgeoisie et l'État bourgeois qui changeront les choses, ce sont les masses, sous la direction révolutionnaire de la classe ouvrière et de son parti d'avant-garde consciente. Il faut le faire en partant du réel, c'est-à-dire de la passivité totale des masses en France face au développement affreux de la guerre impérialiste.

Jusque-là, aucune entrave populaire et démocratique ne s'est manifestée face au développement de l'économie de guerre. C'est sur cet aspect que la comparaison avec la situation précédent l'explosion de la Première Guerre Mondiale en 1914 a beaucoup d'intérêt avec notre propre époque. C'est ce qui laisse penser que malheureusement l'Ukraine est perdue à ce stade. Il semble désormais impossible d'imaginer qu'elle ne sera pas démantelée en tant que nation entre l'occupation/annexion russe et la satellisation complète à l'OTAN/UE.

Cet échec total de l'internationalisme doit nécessairement servir d'avertissement funeste et donc appuyer la nécessité de l'élévation du niveau de conscience.

Sur ce plan, le travail d'agitation-propagande, l'effet d'entraînement par l'engagement dans le cadre d'un groupe, devenant cellule, puis se retachant à un organe, est un processus d'édification militant qu'il faut mener coûte que coûte et qu'il faut soutenir et encadrer, comme l'illustre le tout récent lancement de la gazette Rosa, qui est un remarquable pas en avant dans la bonne direction sur le plan militant.

Sur le plan général, ce qu'il faut voir en l'espèce face au développement de l'économie de guerre, à mesure que vacillent les États bourgeois, c'est que s'affirmera toujours plus le mouvement de la Culture comme émancipation du capitalisme, prenant la forme du pacificisme, c'est-à-dire du refus de la guerre impérialiste.

On parle là d'un pacifisme de rupture, qui vise nettement à briser l'économie de guerre et la tendance à la guerre impérialiste sur tous les plans. Cela implique nécessairement de porter sur le plan idéologique la Culture et son élan. Le pacifisme prolétarien en ce sens n'est pas qu'une opposition antagonique : il est aussi un espoir adressé aux masses.

Le pacifisme prolétarien qu'il s'agit de développer sur une ligne de masse, c'est revendiquer ces mesures concrètes comme bases élémentaires de toute discussion politique :

- 1. La sortie entière de l'OTAN et des alliances militaires avec les autres États impérialistes ou expansionnistes du capitalisme.
- 2. Le démantelement de l'appareil militaro-industriel et des monopoles de la défense, et le développement du concept de défense populaire et de l'étude par les masses de leurs propres capacités de défense.



Le pacifisme prolétarien exige aussi donc de porter plus loin la rupture, car sur ces seules deux bases élémentaires, il n'y a pas assez de densité pour s'opposer à toutes les conséquences désastreuses de l'effondrement de l'État bourgeois dans l'économie de guerre, puis dans le fascisme.

Il faut organiser aussi une ligne de rupture démocratique et populaire, structurant d'abord un bloc défensif, avant d'être en mesure d'élancer offensives sur offensives jusqu'à la victoire complète.

Dans cette perspective, les jalons qu'il faut poser sont nécessairement :

- 3. Dénonciation de l'État fantoche ukrainien, comme une marionnette des puissances impérialistes pro-OTAN, et de tous les aspects de sa corruption (sur le plan militaire et civil, par exemple concernant pour ce dernier aspect son alignement sur la GPA en faveur des pays européens de l'Ouest, notamment la France).
- 4. Dénonciation des opérations d'engagement de l'armée française dans le cadre d'une confrontation entre l'OTAN et la Russie : AIGLE en Roumanie et LYNX en Estonie notamment.
- 5. Appel à la dénonciation des monopoles de la guerre en France, à toute manoeuvre de restructuration en direction de leur renforcement sur le plan économique, contre toutes les tendances bellicistes et militaristes sur le plan social et contre la propagande de guerre sur le plan culturel.

Le moment venu, cela passera nécessairement par la lutte populaire ouverte, par la guerre populaire, car tel est le prix du pouvoir et de la capacité à changer le monde en brisant l'État bourgeois dans sa chute et en écrasant toutes les forces réactionnaires s'opposant à la rupture révolutionnaire. Bien que cela ne soit pas encore à l'ordre du jour, il faut aussi garder en tête cette étape qui se développera nécessairement de manière toujours plus visible :

6. Développement des capacités de défense populaire face à l'appareil de répression de l'État bourgeois et face aux vélléités agressives des autres États impérialistes ou expansionnistes, manipulant des organisations criminelles ou terroristes cherchant à cibler le peuple.

Telle est ici la ligne rouge que doit méditer, assimiler et développer par leur pratique les forces conscientes de l'avant-garde.

Alors que le crépuscule assombrit le vieux monde, nous tournons nos yeux vers les rayons de l'aube qui s'annonce avec enthousiasme. Notre victoire est inévitable, quoi qu'il arrive. Alors nous avançons avec détermination pour se préparer à lever dans la tempête le drapeau rouge annonçant le soleil d'une nouvelle Humanité. Entrez avec nous dans la lutte pour le futur, étudiez et méditez, organisez-vous, luttez, tenez-vous prêts.

Guerre à la guerre! Front Populaire face à la décrépitude de l'État bourgeois! Défense populaire face à la guerre impérialiste! Jusqu'au Socialisme et jusqu'à la Paix internationale et fraternelle!

« La guerre populaire est le prix du pouvoir, de la capacité à changer le monde »

## VERS LE CAPITALISME MONOPOLISTE D'ÉTAT

Héritière de la thèse du « capitalisme organisé » développée dans les années 1920, la thèse du « capitalisme monopoliste d'État » avancée dans les années 1960 est un exemple flagrant du révisionnisme et de ses erreurs et c'est pourquoi la revue Crise insiste tout particulièrement sur cette thèse.

Le révisionnisme est une approche qui prend toujours le pli d'une lecture en apparence révolutionnaire, en apparence correcte, mais qui ne l'est pas lorsqu'on s'attache à une lecture réelle de l'Histoire.

La seconde crise générale et le processus de mise en forme de la troisième guerre impérialiste nous permet de saisir plus en profondeur le caractère juste et le caractère erroné de cette thèse. En effet, on comprend que le révisionnisme pratique la confusion entre l'aspect particulier-relatif et l'aspect général-absolu d'une tendance historique.

Ce qui est juste de manière générale, c'est de dire que la crise générale du mode de production capitaliste implique la guerre de repartage du monde en tant que modalité de la restructuration. C'est une tendance absolue.

A cela s'attache un processus relatif, relatif à la tendance à la guerre qui participe de la restructuration, qui est la mise en forme d'une nouvelle manière de diriger dans l'appareil d'État, qui s'appelle le « capitalisme monopoliste d'État » (CME). Rien n'est plus faux que de parler du CME dans le cadre où la guerre impérialiste n'implique pas la totalité d'un pays capitaliste avancé. Il n'y a pas de CME dans les années 1920-1930, pas plus que dans les années 1950-1960.

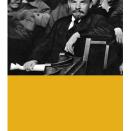
Le CME n'est qu'un moment relatif, une phase particulière de la crise générale, et non pas un nouveau stade franchi par le mode de production capitaliste. Ce moment relatif, c'est celui de la préparation par un État capitaliste développé de la guerre de repartage, ce qui nécessite une modification du rapport entre une partie de la base industrielle et de l'État.

Dans le numéro 8 de Crise (janvier 2021), il était ainsi affirmé très justement la chose suivante :

« Les monopoles ont intérêt à un État fort : c'est l'expression, dans la crise générale du capitalisme, à la mise en place d'un capitalisme monopoliste d'État comme forme nouvelle propre à la phase de guerre impérialiste. Le capitalisme nécessite pourtant en même temps un budget qui soit « sain ». La guerre apparaît alors comme la seule porte de sortie. »

La guerre en Ukraine qui doit être considérée comme le début de la troisième guerre mondiale confirme pleinement cette orientation des choses. Il y a une imbrication de phénomènes liés à la crise générale du capitalisme, et dont l'erreur typiquement révisionniste est de les séparer les uns des autres.

Par conséquent, tout comme l'on peut dire sans hésiter qu'il y a une tendance à la guerre de repartage dans le cadre d'un capitalisme s'étant heurté à un mur et cherchant à se relancer, on peut dire que ce processus s'accompagne d'une tendance à la mise en place du capitalisme monopoliste d'État.



« la guerre en Ukraine doit être considérée comme le début de la IIIe Guerre Mondiale » Et on ne cessera de répéter qu'il ne faut pas y voir ici une « volonté » de la bourgeoisie. La bourgeoisie ne « veut » pas relancer le capitalisme par la guerre, par plus qu'elle ne « veut » mettre en place le CME ou qu'elle « organise » un « militarisme ».

Le capitalisme passé au stade impérialiste se fonde sur un partage mondial de sphères d'influence par quelques grandes puissances, et la désorganisation générale des chaînes de production et d'approvisionnement a pour revers d'approfondir l'inégal développement de ces mêmes grandes puissances.

Cette inégalité de développement qui connaissait

une évolution pacifique, ne l'est plus au moment de la crise générale pour la simple et bonne raison qu'il faut pouvoir rester dans la course d'une compétition mondiale qui s'est acérée du fait des désorganisations et des déstabilisations.

Pour pouvoir continuer à réaliser la masse de profits des monopoles, masse elle-même liée à la question des sphères d'influence, le capitalisme tend naturellement à l'impérialisme, à la guerre de repartage et à sa forme étatique, le CME.

Il suffit de prendre une déclaration récente dans Les Échos du ministre des Armées Sébastien Lecornu à propos de la mise en place d'une « économie de guerre » pour le comprendre :

 ${\it «}$  La politique du flux tendu et du zéro stock qui optimise les marges correspond à un temps de paix  ${\it »}$ 

Il y a là une prise d'initiative étatique qui va à « l'encontre » de la base capitaliste issue de la seconde restructuration des années 1970-1980 ayant généralisé le flux-tendu et le « zéro stock » en vue de contrer la baisse tendancielle du taux de profit.

En fait, il n'y a pas remise en cause générale de la base concurrentielle du capitalisme (ce qui serait là basculer dans le révisionnisme) mais c'est la mise en place au niveau étatique d'une manière d'encadrer la partie de l'appareil industriel liée aux armées et non pas simplement à l'armement (cela implique par exemple le textile).

Cette transformation de l'appareil dirigeant qui passe par de nouveaux rapports entre la base industrielle et l'appareil d'État va être au cœur de la restructuration capitaliste de ces prochaines années, voir de ces prochains mois. D'ailleurs, la bourgeoisie est malgré elle inquiète de cette tendance car cela implique de taper fort sur certains budgets, notamment sociaux, et le fait que l'opinion publique en France se désintéresse totalement de l'enjeu

> la guerre lui fait craindre des déchirements sociaux.

> Lors de l'ouverture du conseil des ministres du second gouvernement dirigée par Élisabeth Borne le 4 juillet 2022, Emmanuel Macron a déclaré à propos de « la guerre revenue sur le sol européen, qui frappe d'abord l'Ukraine » :

« Vous aurez d'abord à tenir. Tenir dans ce contexte de guerre, qui change en profondeur beaucoup de

choses, et je pense que cela n'a pas été assez intégré dans le débat public français. »

Il va bien falloir expliquer comment l'État peut augmenter le budget des armées, pourquoi l'État peut encadrer une partie de l'économie, et comment dans le même temps peut être laissé intact la base concurrentielle marchande avec ses conséquences anti-sociales.

Dans le même registre, un terminal méthanier flottant de gaz naturel liquéfié (gaz importé par voie maritime, rend à l'état liquidé par – 160°c puis réinjecté dans le réseau gazier à son arrivé) est prévu à installation au Havre.

A l'ordinaire, un terminal méthanier est soumis à une réglementationspécifique du fait de son statut d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Cela exige notamment des études d'impact, une procédure de consultation publique, etc. L'État prévoit dans la loi de simplifier, voir possiblement de passer outre ces règles environnementales afin d'assurer la mise en service de ce terminal en septembre 2023.



Dans la même idée, la loi de programmation militaire 2019-2025 (LPM) n'a eu droit qu'à un « ajustement » passé par l'administration en 2021 et non pas une actualisation par le parlement comme cela était normalement prévue. La guerre en Ukraine en tant qu'expression de la guerre de repartage impérialiste implique de passer par cette actualisation en profondeur des objectifs de la LPM pour 2025.

On voit là aussi l'évolution vers le CME puisqu'au-delà du relèvement d'un peu plus de 3 milliards du budget initial, la Direction générale de l'armement souhaite intégrer un dispositif législatif permettant de réquisitionner des parties d'industries civiles pour les commandes d'armement.

Il est évident maintenant que l'État tente de passer outre le marché, de devenir un « organisateur » de la vie économique. Mais cela n'est possible que de manière relative car la base capitaliste reste celle de l'anarchie de la production, car seule la classe ouvrière organisée en conseils populaires peut générer un nouvel État organisateur, fondé sur le socialisme.

Peut-on dire à ce stade que nous sommes entrés dans le capitalisme monopoliste d'État ? Non. Mais on peut largement affirmer que la tendance à la guerre de repartage impérialiste met en place les éléments politiques et industriels visant à ce que ce type d'État prenne forme.

D'ailleurs, on voit comment les thèses développées par le mouvement dirigé par Jean-Luc Mélenchon apparaissent de plus en plus comme elles sont : des thèses relevant historiquement de l'aile droite du mouvement socialiste des années 1920-1930.

D'ailleurs, Jean-Luc Mélenchon a toujours défendu l'idée de la planification comme relavant de l'héritage gaulliste, allant même jusqu'à dire que cela n'était pas une « invention soviétique » mais une idée du général de Gaulle.

Ces thèses qui pouvaient apparaître comme « de gauche » avant la seconde crise générale, ne le peut plus et on songera ici à évaluer en quoi la NUPES relève historiquement d'un vecteur d'accélération de la droitisation des éléments post-réformistes issus de la décomposition de la gauche historique.

Plus la superstructure capitaliste tend à l'impérialisme

et donc à la forme du capitalisme monopoliste d'État, et plus les éléments non-révolutionnaires deviennent des accompagnateurs de la marche à la restructuration capitaliste.

Il faudra scruter avec attention le vote des 75 députés LFI à propos de la loi « pouvoir d'achat » qui doit être débattu à la mi-juillet au parlement, ainsi que le projet d'actualisation de la loi de programmation militaire qui devrait avoir lieu à l'automne.

Il est fort à parier que le positionnement sera de nature social-impérialiste, dénonçant les éléments anti-sociaux nationaux, mais laissant libre court à l'« État stratège » dans sa capacité à remodeler l'appareil industriel dans une direction impérialiste.

C'est là parfaitement en adéquation avec le renforcement de la ligne néo-gaulliste portée actuellement par Marine Le Pen, dont même une presse libérale comme Les Échos se fait le porte-voix dans un édito de mai 2022 :

« Dans un contexte de guerre en Ukraine, de montée en puissance des tensions sur les matières premières et de blocage persistant de la logistique mondiale, une chose est sûre : les décideurs ont besoin d'un pouvoir sûr de lui, organisé sur le long terme, et d'interlocuteurs capables de trancher dans le vif. Un Etat, dont l'action ne se bornerait pas à la mise en oeuvre de convictions parfois contradictoires, mais qui fixerait un cap comme il l'a fait pendant le Covid. »

Ou encore un journaliste du Figaro qui dans un édito du 9 mai 2022 titré « vers l'économie de guerre » écrivait : « L'État doit redevenir stratège et retrouver la capacité de définir et poursuivre des objectifs de long terme ».

On ne peut d'ailleurs pas comprendre la poussée du Rassemblement national se voir qu'il y a une expression d'une tendance de fond qui voit se mettre en place le CME, lui-même n'étant qu'un moment qui reflète la tendance à la guerre de repartage.

La seconde crise générale voit se mettre en place un CME en vue de préparer l'État français aux conditions politiques, culturelles et industrielles à la guerre de repartage. C'est une configuration dont doivent tenir les forces révolutionnaires en vue de leur implication future dans les luttes de classe.



## SUR LA DÉCLARATION RÉVISIONNISTE « Non à la guerre mondiale ! Non à la guerre nucléaire ! »

Nous voulons ici attirer l'attention sur une déclaration anti-guerre de juin 2022, rendue publique début juillet 2022 et signée par l'ensemble des courants politiques issus de la gauche du Parti « Communiste » Français des années 1990. Cette déclaration véhicule une lecture erronée de la guerre, en raison d'une conception non scientifique de ce qu'est le capitalisme.

Cette déclaration commune contient d'ailleurs toute une série d'erreurs et de fautes en termes d'économie politique. Nous voulons cependant ici souligner le point le plus essentiel, car il forme l'aspect principal et qui veut sincèrement combattre la guerre doit absolument le comprendre.

Il est possible de résumer notre critique en disant que nous sommes fidèles à la conception de la guerre comme « repartage du monde » exprimée par Lénine dans L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, alors que la déclaration reprend la conception erronée d'un impérialisme comme « militarisme » développée notamment par Rosa Luxembourg dans L'accumulation du capital.

Tout peut être compris à partir de comment la déclaration présente ce que seraient les « causes » des guerres :

« Les guerres à répétition qui ont éclaté depuis la dissolution du Pacte de Varsovie ont toutes les mêmes causes : le besoin de repousser à plus tard les effets de la crise aggravée du capitalisme tardif, donc de conquérir des marchés, de lutter contre la baisse tendancielle des taux de profit et d'assurer l'augmentation des bénéfices des complexes militaro-industriels, quasiment le seul secteur industriel à n'avoir pas été délocalisé dans le cadre du capitalisme mondialisé.

Le système dominant a ainsi démontré que dans sa course poursuite vers la stagnation, la régression et la folie destructrice, il ne reculait devant aucune violence, aucune guerre, aucune manipulation, aucune provocation. »





Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut pas ne pas souhaiter la défaite de son gouvernement; elle ne peut manquer de voir le lien entre les échecs militaires de ce dernier et les facilités qui en résultent pour le renverser.

Les partisans de la victoire de leur gouvernement dans la guerre actuelle, de même que les partisans du mot d'ordre : "Ni victoire ni défaite", adoptent les uns et les autres le point de vue du social-chauvinisme.



Si l'on va au fond des choses, ces lignes reflètent la conception révisionniste selon laquelle l'impérialisme aurait cédé la place à un « capitalisme monopoliste d'État ». Cette thèse a été développée dans les années 1950-1960 à la fois en URSS par Eugen Varga et en France par Paul Boccara, puis adoptée comme idéologie officielle tant par l'URSS que l'ensemble des « partis communistes » qui lui étaient liées.

Les signataires de la déclaration commune s'alignent justement tous sur cette conception, car ils sont issus de l'opposition interne au sein du Parti « Communiste » Français des années 1990 - il s'agit du Comité internationaliste pour la solidarité de classe, du Rassemblement communiste, du Pôle de Renaissance communiste en France, de l'Association nationale des communistes, du Parti communiste révolutionnaire de France, des Jeunes pour la Renaissance communiste en France.

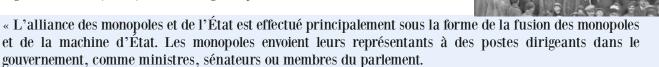
Cependant, les signataires cherchent à masquer cela et procèdent pour cette raison par allusions et par manipulation. Ils ne peuvent en effet pas ouvertement assumer qu'ils se fondent sur une conception révisionniste des années 1960 : cela nuirait à l'image qu'ils veulent donner et ils ne veulent de toutes façons pas assumer l'économie politique, afin de toujours se donner des portes de sortie, par opportunisme. C'est de cela qu'il ne faut pas être dupe et c'est cela que nous voulons démasquer.

Les mots-clefs sont ici « capitalisme tardif », « stagnation », « régression », « folie destructrice », « manipulation », « provocation », tous correspondant à la thèse révisionniste du « capitalisme monopoliste d'État », avec pour cette raison une définition erronée des objectifs de la guerre : « conquérir des marchés », « lutter contre la baisse tendancielle des taux de profit », « assurer l'augmentation des bénéfices des complexes militaro-industriels ».

Selon en effet la thèse révisionniste du capitalisme monopoliste d'État, le capitalisme aurait dépassé le stade impérialiste en atteignant un stade « organisé ». Le capitalisme serait ainsi justement « tardif », en « stagnation », en « régression », il maintiendrait toutefois son existence en manipulant la société au moyen de l'État.

Autrement dit et pour résumer, les monopoles capitalistes auraient effectué une main-mise fusionnelle sur l'État et seraient en mesure d'organiser et de réorganiser l'économie comme bon leur semble. C'est le principe de privatiser les profits et socialiser les pertes. Cela sauverait le capitalisme qui aurait fait sans cela son temps.

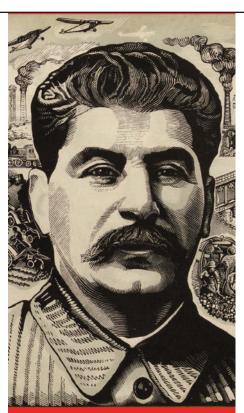
Eugen Varga explique cette thèse de la manière suivante dans Le Capitalisme au vingtième siècle (1961), un ouvrage majeur du révisionnisme :



La réciproque est également vrai – des généraux, des diplomates et des ministres quittent fréquemment le service du gouvernement pour des postes hautement payés dans les monopoles.

L'alliance prend aussi la forme de décisions communes au sujet de questions économiques importantes (...). Le capitalisme monopoliste d'État pleinement développé se manifeste principalement par la régulation étatique de l'économie, des entreprises possédées par l'État et l'appropriation et la redistribution d'une plus part du revenu national par l'État. »





Cette interprétation des faits servait à justifier une alliance populiste contre uniquement les grands monopoles et non plus la bourgeoisie, en présentant également l'État comme un outil neutre qu'on pourrait récupérer pour ensuite faire l'inverse des monopoles. Mais là n'est pas ici la question ; ce qui compte, c'est que cette thèse aboutit à une définition de la guerre comme une tentative de « conquérir des marchés », « lutter contre la baisse tendancielle des taux de profit », « assurer l'augmentation des bénéfices des complexes militaro-industriels ».

Cela est erroné, car cela présente la guerre comme des poussées quantitatives qui seraient choisies de manière rationnelle. C'est la réduction de la guerre à une sorte de militarisme pragmatique utilisée par des manipulateurs tirant les ficelles en ce sens. Les grands capitalistes seraient « conscients » de ce qui leur manque et agirait en fonction, en manipulant les gens et en donnant libre cours au militarisme.

Mais précisons ici tout de suite quelque chose de très important, le document considérant que la guerre est apparue sous sa forme actuelle en 1991.

Est-il juste que depuis la dissolution du Pacte de Varsovie, en février 1991, le capitalisme a eu besoin de « conquérir des marchés », « lutter contre la baisse tendancielle des taux de profit », « assurer l'augmentation des bénéfices des complexes militaro-industriels » ?

Absolument pas. De 1991 à 2020, le capitalisme a connu une formidable expansion. Il a connu un saut qualitatif en multipliant les marchés, en développant les forces productives. Il a profité comme on le sait de la Chine passée au capitalisme après la mort de Mao Zedong et de l'intégration des pays de l'Est européen dans le dispositif capitaliste occidental.

Il suffit de voir qu'aujourd'hui on utilise quotidiennement des ordinateurs portables, des smartphones et internet pour saisir comment le capitalisme a développé des technologies majeures depuis 1991. Des barrières morales, culturelles, politiques, idéologiques... sont également tombées, permettant au capitalisme d'ouvrir de nouveaux marchés.

Dans les faits, le capitalisme a très puissamment développé la consommation au cours des trois dernières décennies, façonnant une société capitaliste de bout en bout, sans commune mesure avec auparavant. Il faut être nostalgique de l'URSS social-impérialiste des années 1980 pour ne pas le voir. Nier l'expansion capitaliste depuis 1991 est aberrant.

Cela est très important, car cela montre que pour les signataires de la déclaration commune, le capitalisme ne serait pas en mesure de se développer par lui-même, il devrait chercher pour ainsi dire à l'extérieur de lui-même pour connaître une expansion. Le capitalisme ne pourrait pas se suffire à lui-même sans se ratatiner, l'accumulation du capital aurait forcément et uniquement besoin de ressources extérieures.

Rosa Luxembourg fut la grande théoricienne de cette conception où le capitalisme devait forcément profiter d'une zone non capitaliste pour être en mesure de connaître une expansion. Eugen Varga et Paul Boccara, avec leur thèse du « capitalisme monopoliste d'État », ont ensuite réédité l'erreur de Rosa Luxembourg quant à l'accumulation du capital.

Or, c'est là ne pas comprendre le développement en spirale et le fait que le capitalisme s'appuie non seulement sur le capital qui produit des marchandises, mais également sur le capital produisant les moyens de produire les marchandises. Les deux processus forment un mouvement dialectique. C'est cela qui permet l'élargissement des forces productives et du marché capitaliste.

Si l'on voit uniquement ce mouvement dialectique renforçant les forces productives, alors on bascule dans la conception d'Eduard Bernstein et du réformisme en général, puisque le capitalisme semble se développer sans limites. Et si on ne voit pas ce mouvement, comme Rosa Luxembourg, on est obligé d'inventer des fantasmagories pour expliquer que le capitalisme existe encore alors qu'il est censé être agonisant.

C'est là justement le sens de la conception révisionniste du capitalisme monopoliste d'État : le capitalisme, pour se développer, devrait ainsi chercher dans les poches des travailleurs, du capitaliste voisin ou du capitaliste étranger. On en arrive alors à l'opposition entre une poignée d'ultras grands capitalistes et la société, à une sorte de super parasitisme.

C'est la raison pour laquelle la déclaration commune ne parle justement pas des travailleurs, des ouvriers, des prolétaires, mais des « forces du travail et de citoyenneté », ce qui correspond ici à la conception populiste des 99 % contre les 1 % d'ultras-riches – la déclaration n'employant pas non plus le terme de bourgeoisie.

La déclaration commune des révisionnistes aboutit ainsi à une présentation des Français qui vivraient dans toujours plus de pauvreté, avec une France où la misère s'installerait, et emmenée dans la guerre comme malgré elle, en raison d'une poignée de parasites utilisant « consciemment » le militarisme.

Les rares acquis tiendraient dans ce panorama misérabiliste des « conquêtes sociales obtenues par des luttes menées par les révolutionnaires tout au long du siècle précédent », ce qui est tout simplement ridicule pour quiconque voit le riche capitalisme français puissamment développé et aligné sur les avancées de la superpuissance impérialiste américaine.

Ni Netflix, ni les télévisions écran plat, ni les McDonald's, ni les commandes par Amazon ne sont des « conquêtes sociales » du siècle dernier, alors qu'elles font (malheureusement) partie de la vie quotidienne des masses en France.



Cela reflète précisément leur base sociale : l'aristocratie ouvrière, c'est-à-dire la partie du prolétariat vendue à la bourgeoisie depuis les années 1960, par l'intermédiaire de la CGT, devenue une « force de proposition » pour mieux gérer les entreprises. Il faut rappeler en ce sens que tant le Parti « Communiste » Français que la CGT ont été farouchement opposés au mouvement de Mai et Juin 1968. Ils pensaient « réformer » l'État et lui conférait une nouvelle orientation, pas le détruire et le remplacer par un État socialiste de nature fondamentalement différente.

Tout cela est essentiel, car cela montre en quoi la définition de la guerre par les révisionnistes est erronée. Selon eux, il s'agit par la guerre de « conquérir des marchés », « lutter contre la baisse tendancielle des taux de profit », « assurer l'augmentation des bénéfices des complexes militaro-industriels ».

Or, en réalité, la guerre impérialiste n'est pas un « choix » de la part d'un capitalisme organisé, ni des poussées organisées en des sens précis. C'est le produit inévitable du chaos propre au capitalisme en crise générale, comme la bataille pour le repartage du monde.

L'Internationale Communiste expliquait à son septième congrès en 1935 dans sa résolution sur la préparation d'une nouvelle guerre mondiale par les impérialistes que :

« La crise économique mondiale et la rupture de la stabilisation capitaliste ont engendré une extrême instabilité de toutes les relations internationales. L'aggravation de la lutte sur le marché mondial, rétréci l'extrême à la suite de la crise économique, a conduit une guerre économique acharnée. En fait, le nouveau partage du monde a déjà commencé. »

La guerre impérialiste est une guerre de repartage. Ce n'est pas que les capitalistes ne font plus de profits, c'est qu'ils n'en font pas assez par rapport au cours naturel de l'accumulation capitaliste, et qu'il faut compenser cela. Et cette faiblesse a comme base la crise générale du capitalisme.

Concrètement, l'inégalité de développement dans la période d'accumulation élargie du capital n'engendre pas directement des rapports antagoniques entre les puissances impérialistes.

Mais dès qu'un grippage absolu dans l'accumulation apparaît, c'està-dire lors de la crise générale, l'inégalité de développement enfante nécessairement des contradictions antagoniques qui ne peuvent que nécessairement des contradictions antagoniques qui ne peuvent que se résoudre par la guerre, plus précisément la guerre de repartage, soit pour conserver le statu quo pour la puissance hégémonique ayant bénéfice de la période antérieure, soit pour combler l'inégalité pour la principale puissance lésée par la période antérieure ou du moins non hégémonique.

\*\*La guerre\*

\*\*Impérialiste est une guerre de repartage\*

\*\*Impéri

La guerre impérialiste est une guerre de repartage. Ce n'est pas que les capitalistes ne font plus de profits, c'est qu'ils n'en font pas assez par rapport au cours naturel de l'accumulation capitaliste, et qu'il faut compenser cela. Et cette faiblesse a comme base la crise générale du capitalisme.

Concrètement, l'inégalité de développement dans la période d'accumulation élargie du capital n'engendre pas directement des rapports antagoniques entre les puissances impérialistes.

Mais dès qu'un grippage absolu dans l'accumulation apparaît, c'està-dire lors de la crise générale, l'inégalité de développement enfante nécessairement des contradictions antagoniques qui ne peuvent que se résoudre par la guerre, plus précisément la guerre de repartage, soit pour conserver le statu quo pour la puissance hégémonique ayant bénéfice de la période antérieure, soit pour combler l'inégalité pour la principale puissance lésée par la période antérieure ou du moins non hégémonique.

C'est pour cette raison que nous avons affirmé au début de l'année 2020 que le capitalisme connaissait sa seconde crise générale avec la pandémie et que nous avons annoncé dès avril 2021 qu'il y aurait la guerre en Ukraine : nous avions compris la nature de la nouvelle période.

Les révisionnistes ne considèrent pas qu'il y ait une césure en 2020. Pour eux, le capitalisme est en crise générale depuis 1917, ce qui est totalement ridicule. La thèse d'un mode de production qui est en crise générale sur un siècle tout en développant de manière formidable les forces productives est totalement incohérente du point de vue des enseignements de Marx et Engels.

Encore faut-il comprendre que Lénine et Staline prolongent Marx et Engels, que Mao Zedong prolonge Lénine et Staline. Sans cela, on ne comprend pas le matérialisme dialectique, et on bascule dans des conceptions unilatérales et fantasmagoriques, comme ce capitalisme monopoliste d'État qui maintiendrait en vie le capitalisme, avec la guerre qui correspondrait de manière pragmatique au « besoin de repousser à plus tard les effets de la crise aggravée du capitalisme tardif ».

Voilà en quoi la déclaration commune des révisionnistes est pernicieuse : elle prétend dénoncer la guerre, mais en réalité elle diffuse en contrebande des conceptions erronées, une vision totalement fausse de la réalité.

Et, sur le plan politique, elle masque le fait qu'en France, la situation se caractérise jusqu'à présent non pas par une misère de masse se systématisant – ce n'est pas encore le cas, cela va arriver mais cela découle de la crise générale -, mais par l'expansion des rapports marchands à toutes les sphères de la vie sociale, aux dépens toujours plus de la Nature.







On ne saurait attendre toutefois des signataires de la déclaration qu'ils comprennent cette question de la Nature, notamment celle des animaux, puisque pour eux le capitalisme n'est qu'un phénomène abstrait et ininterrompu, une abstraction théorique linéaire, et certainement pas un mode de production contradictoire où l'humanité produit et reproduit ses conditions réelles d'existence.

Il faut assumer le marxisme-léninisme-maoïsme pour avoir une vision du monde correcte et être capable de se fonder sur le matérialisme dialectique.

C'est alors qu'on comprend réellement ce qu'est la guerre impérialiste, à savoir la crise générale du capitalisme produisant le chaos de la compétition capitaliste et amenant les grandes puissances à la bataille pour le repartage du monde – et non pas un choix conscient d'un capitalisme moribond porté à bout de bras par un État « neutre » manipulé pour être à son service.

C'est ainsi qu'on comprend la nature capitaliste de la société française, façonnée par sa réalité impérialiste, et ce à tous les niveaux. Dans un pays comme la France de notre époque, combattre la tendance à la guerre sur une base juste sur le plan conceptuel implique de combattre non seulement l'OTAN et le complexe militaro-industriel français, mais aussi et surtout le capitalisme sur ses propres fondements internes ce qui implique une rupture au sein des masses françaises en ellesmêmes, par rapport à leur routine dans le capitalisme, car c'est précisément cette routine qui conduit implacablement à l'acceptation de la guerre sur tous les plans, comme évolution « naturelle » du mode de production capitaliste.

On l'a bien vu en 1914 où la routine capitaliste a empêché les masses françaises de comprendre la nature de la guerre impérialiste. Lénine et les bolcheviks ont inversement réussi à affronter la guerre impérialiste, car ils assumaient cete rupture qui exige une idéologie de classe et une direction culturelle sur une base prolétarienne imposant à chaque étape la clarification de la ligne rouge à suivre pour élever sans cesse le niveau de conscience et de combativité des forces engagées dans la lutte.

C'est la raison pour laquelle, à l'école de Lénine, il faut implacablement démonter toutes les lignes erronées qui faussent la route vers la rupture de masse à mesure que la situation nécessite profondeur et recul critique, clarté et évidence dans la ligne rouge.

C'est par le marxisme-léninisme-maoïsme et uniquement par le marxisme-léninisme-maoïsme qu'on peut saisir la réalité des contradictions actuelles dans le monde, qui déchirent la paix et nous précipitent dans la guerre.

« Il faut implacablement démonter toutes les lignes erronées qui faussent la route vers la rupture de masse »

« Nous considérons qu'il existe trois contradictions fondamentales, dans cette situation en perspective où nous évoluons.

La première et la principale contradiction est celle entre nations opprimées, d'un côté, et superpuissances et puissances impérialistes, de l'autre —même si c'était une redondance, nous préférons les énumérer ainsi pour que ce soit clair- ; une telle contradiction trouve sa solution dans la révolution démocratique, avec la guerre populaire.

Une deuxième contradiction fondamentale, c'est prolétariat-bourgeoisie ; celle-ci se règle avec des révolutions socialistes et des révolutions culturelles prolétariennes, également au moyen de la guerre populaire, et j'insiste, tout en considérant le type de révolution et les conditions spécifiques de chaque pays.

Une troisième contradiction, c'est celle entre les impérialistes, entre les superpuissances, entre les superpuissances et les puissances impérialistes, et entre les puissances impérialistes elles-mêmes. Ces contradictions, entre eux, se règlent par des agressions, des guerres impérialistes et visent à définir l'hégémonie de la domination du monde dans une Troisième Guerre Mondiale.

Pourquoi les plaçons-nous dans cet ordre? Parce que c'est ainsi que nous considérons leur ordre d'importance ; nous insistons sur le fait que la contradiction nations opprimées, d'un côté, et superpuissances impérialistes et puissances impérialistes, de l'autre, est la contradiction principale et qu'elle est de grande importance pour la révolution mondiale.

À notre avis, cela a un rapport avec le poids des masses dans l'histoire ; il est évident que l'immense majorité des masses qui peuplent la Terre, vivent dans les nations opprimées ; de même, il est évident que les populations des nations opprimées s'accroissent quatre fois plus rapidement que celles vivant dans les pays impérialistes.

Si nous appliquons le principe qui dit que ce sont les masses qui font l'histoire, si nous tenons compte du fait que la Seconde Guerre Mondiale a mis les masses debout politiquement (comme le reconnaissent, même les conseillers réactionnaires des États-Unis), nous pensons qu'une guerre mondiale engendrée par la contradiction entre les impérialistes serait une nouvelle guerre interimpérialiste pour l'hégémonie mondiale et le partage de la Terre, donc le partage du butin.

Le butin, ce sont les nations opprimées, et donc ils seraient obligés d'occuper notre territoire pour nous dominer ; et ainsi, à nouveau, la contradiction principale redevient la contradiction entre les masses opprimées, d'un côté, et les superpuissances et puissances impérialistes de l'autre.

Nous y croyons fermement. Ce n'est pas, comme le disent certains, par chauvinisme d'appartenir aux pays ou aux nations opprimées ; non, ce n'est pas cela ; c'est la tendance que montre l'histoire ; c'est le poids de la masse dans l'histoire et, de plus, les faits le démontrent peu à peu que c'est avec la lutte qui se livre dans les nations opprimées que l'impérialisme s'enfonce et se ruine de plus en plus ; ce sont des faits irréfutables.

Par conséquent nous considérons que cette contradiction principale est d'une grande importance ; elle est décisive pour balayer l'impérialisme et la réaction de la face de la Terre à condition que la révolution mondiale soit commandée et guidée par le marxisme-léninisme-maoïsme, que se développent des partis communistes basés sur cette idéologie et que soit assumée la guerre populaire, et j'insiste encore une fois, suivant le type de révolution et les conditions spécifiques. »

(Gonzalo, dirigeant du Parti Communiste du Pérou, 1988)

Combattre la guerre impérialiste exige une compréhension adéquate des contradictions dans le monde et de leur évolution. C'est là le rôle de l'avant-garde authentiquement communiste, portant la ligne rouge et la rendant victorieuse sur les lignes noires.

Guerre à la guerre impérialiste, guerre à l'OTAN! Vive le marxisme-léninisme-maoïsme, à bas le révisionnisme! Guerre populaire jusqu'au Communisme!

### DOCUMENT POUR ARCHIVE

### NON À LA GUERRE MONDIALE!

### NON À LA GUERRE NUCLÉAIRE!

a guerre qui a éclaté en Ukraine en 2014 menace désormais de dégénérer en guerre mondiale entre puissances nucléaires, et les peuples du monde n'ont plus beaucoup de temps pour stopper la spirale mortifère qui risque d'emporter tout notre continent et même toute l'humanité.

Depuis la fin officielle de la guerre froide, depuis la dissolution du Pacte de Varsovie puis de l'URSS et depuis la décision de maintenir malgré cela l'existence de l'OTAN, le nombre de conflits et de bases militaires étrangères dans le monde n'a fait qu'augmenter. La guerre en Ukraine d'abord localisée au Donbass a dégénéré au cours des trois derniers mois en affrontement direct entre une Ukraine soutenue par les pays de l'OTAN et la Russie, chaque camp étant doté de l'arme nucléaire.

Les guerres à répétition qui ont éclaté depuis la dissolution du Pacte de Varsovie ont toutes les mêmes causes : le besoin de repousser à plus tard les effets de la crise aggravée du capitalisme tardif, donc de conquérir des marchés, de lutter contre la baisse tendancielle des taux de profit et d'assurer l'augmentation des bénéfices des complexes militaro-industriels, quasiment le seul secteur industriel à n'avoir pas été délocalisé dans le cadre du capitalisme mondialisé. Le système dominant a ainsi démontré que dans sa course poursuite vers la stagnation, la régression et la folie destructrice, il ne reculait devant aucune violence, aucune guerre, aucune manipulation, aucune provocation. Et la victoire du capitalisme en Russie et dans l'ancien camp socialiste a exacerbé les tensions internationales, au point où elles menacent désormais la survie de l'humanité toute entière.

Les peuples doivent impérativement reprendre le mot d'ordre lancé en son temps par Henri Barbusse : « Guerre à la guerre ! » pour s'opposer aux forces militaristes. Comme l'avaient souligné les révolutionnaires conséquent lors de la Première Guerre mondiale, le premier devoir d'un révolutionnaire, d'un antimpérialiste et d'un antimilitariste pour la défense résolue de la paix mondiale implique d'abord de s'attaquer à l'impérialisme de son propre camp, ce qui, dans notre cas, veut dire lutter contre la

politique belliciste de l'impérialisme français, contre l'augmentation des dépenses militaires dans notre pays et dans toute l'UE, contre la machine de marche à la guerre mondiale qu'est l'OTAN. Il convient d'exiger son démantèlement et le retrait immédiat de la France de l'Alliance atlantique et de l' "armée européenne" arrimée à l'OTAN que promeut Macron. Il faut aussi dénoncer le réarmement massif et rapide de l'Allemagne dans le cadre revendiqué de l'expansion continue vers l'Est de l'Alliance atlantique. D'autant plus que cette organisation est passée officiellement du statut de structure de défense à celle d'intervenant sans plus aucune limite territoriale reconnue, ce qu'on a déjà pu constater en Yougoslavie, en Afghanistan, en Libye et ailleurs. En s'élargissant vers l'Est sans rencontrer aucune résistance depuis 1991, l'OTAN a joué un rôle actif dans l'enchaînement des décisions qui ont amené la Russie à prendre la décision dramatique d'attaquer l'Ukraine en février de cette année.

La misère de masse qui s'installe pas à pas dans nos pays dans la foulée du démantèlement des conquêtes sociales obtenues par des luttes menées par les révolutionnaires tout au long du siècle précédent ne peut être combattue que dans des conditions de paix et en imposant donc d'abord de renoncer aux dépenses militaires qui vont en augmentant dans nos pays, en particulier depuis le début de la guerre Russie-Ukraine. Ce qui veut dire aussi s'opposer aux processus de fascisation qui sont engagés dans tous les pays capitalistes où les conquêtes démocratiques sont de plus en plus rognées comme chez nous, ce qui concerne aussi les anciens pays socialistes qui font souvent office de laboratoire d'expérimentation des politiques répressives, et ce que nous constatons dans tout l'ex-URSS, en Russie bien sûr mais aussi dans le pays qu'on nous présente comme notre allié démocratique, l'Ukraine où, depuis 2014 et encore plus depuis ces trois derniers mois, on a vu se multiplier disparitions, arrestations, tortures, interdictions de partis politiques, censure, assassinats, etc. sous prétexte de guerre de « défense ». Processus dont nos gouvernements sont en grande partie responsables.

### DOCUMENT POUR ARCHIVE

Nous appelons donc tous les citoyens, et toutes les organisations concernées par les questions de paix et de développement, à se mobiliser pour imposer la paix et la tenue de négociations impératives visant à arrêter la machine de guerre, à assurer la neutralisation, la dénazification et la démocratisation de l'Ukraine et de tous les pays de l'espace euro-atlantique en proie à une fascisation de plus en plus galopante. Nous appelons à refuser la logique de bloc qui nous a été imposée à nouveau et nous appelons les forces du travail et de citoyenneté à lancer des actions visant à bloquer partout où elles sont présentes l'envoi d'armes pour nourrir la guerre.

Aujourd'hui, et quelque soit le jugement que nous portons sur les causes de la guerre qui sévit en Ukraine et martyrise sa population comme c'est le cas de toutes les guerres connues ou oubliées de part le monde, un front occidental visant la Russie se dessine, de la mer de Barents à la mer Caspienne, prolongeant dans les faits les fronts déjà ouverts en Asie occidentale où ils visent les pays indépendants de la région, l'Iran et aussi la Russie, tandis qu'un autre front est en phase de constitution en Asie orientale contre la Chine. Nous nous rapprochons donc partout d'une guerre plus vaste, qui se déroule en Europe et ailleurs, et qui risque de devenir une guerre nucléaire ! La Russie, avec 65 milliards de dollars environ de dépenses militaires, peut-elle faire face à l'alliance Etats-Unis/ UE/Israël/Japon/Australie et leurs supplétifs avec ses budgets militaires pratiquement illimités ? Parce qu'il dispose d'armes nucléaires, le bloc États-Unis/OTAN/UE pousse vers le basculement nucléaire, ce qui pousse donc aussi les dirigeants russes vers un point où ils peuvent penser ne plus avoir d'autre choix que de menacer, voire d'utiliser, l'arme nucléaire, comme l'avaient d'ailleurs fait de leur côté les Etats-Unis lors de la crise des missiles de Cuba dans les années 1960. La menace de guerre nucléaire est donc plus réelle aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été! La lutte pour la paix et le désarmement redevient dès lors la priorité absolue pour toute l'humanité, non seulement pour une raison de développement économique et de progrès social, mais désormais de survie ! La raison doit l'emporter rapidement et c'est le rôle de nos organisations que d'appeler à la constitution d'un vaste front de la paix, de la négociation et du désarmement dépassant toutes les divergences secondaires portant sur l'analyse de chaque système politique.

Arrêter la politique des Etats-Unis, de l'OTAN et de l'UE n'est plus seulement un choix idéologique (anticapitalisme, anticolonialisme et antimpérialisme) comme c'est le cas pour nous : c'est désormais une position existentielle visant à la survie de toute l'humanité. Il faut arrêter la marche vers la guerre sans fin des cercles dirigeant nos pays et des institutions qu'ils ont mis en place, profitant de la passivité manifestée au cours des dernières décennies de la part de beaucoup de mouvements anti-guerre, antimilitaristes et progressistes. Il est donc temps de se rassembler beaucoup plus largement par delà nos différences pour prendre en main notre destin qui est en train de nous échapper.

NON À LA GUERRE MONDIALE!

NON À L'HÉCATOMBE NUCLÉAIRE!

NON À LA LOGIQUE DE BLOC ET À L'OTAN!

NON À L'IMPÉRIALISME!

CONTRE LA VIE CHÈRE, LES SPÉCULATEURS ET PROFITEURS DE GUERRE!
POUR LA SATISFACTION DES BESOINS POPULAIRES, CONTRE LES CRÉDITS DE GUERRE!
VIVE LA PAIX, LA COOPÉRATION ET LA FRATERNITÉ DES PEUPLES!













Comité internationaliste pour la solidarité de classe (CISC)
Rassemblement communiste (RC)
Pôle de Renaissance communiste en France (PRCF)
Association nationale des communistes (ANC)
Parti communiste révolutionnaire de France (PCRF)
Jeunes pour la Renaissance communiste en France (JRCF)

# LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2022 : UN NOUVEAU SEUIL PASSÉ VERS LE RENFORCEMENT DU FASCISME EN FRANCE

La séquence électorale qui s'est clôturée avec les élections législatives de juin 2022 atteste de l'instabilité qui gagne l'ensemble de la société française. Une instabilité qui confirme en partie l'idée d'une décantation de la seconde crise générale au niveau politique.

Si l'élection présidentielle n'aura été qu'une chambre d'enregistrement sans grand intérêt, l'élection législative révèle l'éparpillement d'une opinion publique fragmentée et largement démobilisée, sans qu'on puisse parler d'une crise de régime.

On assiste à l'émergence d'un grand pôle de la Droite conservatrice emmenée par le Rassemblement national, un pôle modernisateur-libéral autour d'Emmanuel Macron, dont la NUPES n'est finalement qu'un allié objectif en tant fraction sociale-libérale d'un pôle Démocrate à l'américaine allant de la France insoumise au Modem.

Le tout sur fond d'extinction de la société civile.

La mort de la société civile, terreau du fascisme

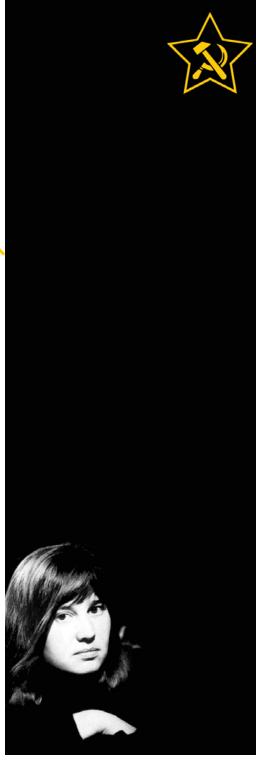
La séparation entre société civile et société politique est une analyse classique opérée par la philosophie libérale, qui offre toutefois l'avantage de prendre au mot la prétention de la bourgeoisie à réaliser sa propre domination historique, civilisationnelle.

Cette approche bourgeoise veut que la démocratie représentative repose sur l'activité culturelle de la société à travers les associations, les syndicats, les différentes formes médiatiques qui permettent l'émergence d'un « citoyen », c'est-à-dire d'un individu en mesure de se saisir des enjeux par l'exercice de la raison.

La qualité de cette activité civile se mesure ensuite aux moments précis que sont les élections puisqu'elles témoignent de la participation politique en vue d'élire des représentants devant servir l'« intérêt général ».

Or ce que l'on constate depuis une décennie, c'est une montée de l'abstention et de la non-inscription sur les listes électorales (6% de la population majeure, et ce malgré l'automatisation de la procédure pour tous les jeunes de 18 ans ayant effectué leur recensement à 16 ans) qui traduit un assèchement de la société civile. La bourgeoisie n'est plus en mesure de produire les conditions de son idéal historique, qu'est le modèle d'une citoyenneté s'exerçant dans la représentation électorale.

Si l'on met de côté les différentes élections intermédiaires, européennes, régionales et départementales qui sont déjà une expression de l'effondrement historique de la bourgeoisie puisqu'expression d'une décentralisation-déconcentration du pouvoir politique, la participation aux élections phares est en nette baisse depuis plusieurs décennies.





On dira que les élections municipales et législatives sont sans nulle doute l'incarnation typique de la domination bourgeoise en France. La bourgeoisie a légitimé son pouvoir par ces deux formes politiques, visible avec la transformation des « états généraux » en Assemblée nationale le 17 juin 1789 puis avec la formation formelle des municipalités par cette même Assemblée nationale devenue « constituante » le 12 novembre 1789.

Il est connu que la bourgeoisie a livré une bataille tout au long du XIXe siècle pour asseoir sa domination politico-culturelle à tous les étages de la société. Pour cela, elle s'est appuyée sur le mouvement populaire, puis ouvrier, pour faire reculer l'influence des notables réactionnaires liés au clergé dans les municipalités rurales.

Dans l'esprit bourgeois, voter, c'est pouvoir agir en Raison, de manière « libre et éclairée » alors même que la société encore emprunte de mœurs féodales voyait la paysannerie voter comme l'Église ou le notable le lui disait, donc de manière « soumise » à des impératifs extérieurs à soi.

Comme on le sait, la Commune de Paris de 1871 marque une césure historique définitive, le mouvement ouvrier proposant un nouveau modèle politique fondé sur la démocratie populaire avec une démocratie concentrée dans des conseils populaires élisant des représentants au mandat impératif et révocable. La citoyenneté devient un engagement social totalisant, et non plus une forme politique limitée.

La mission historique de la bourgeoisie s'est clôturée là, ne finissant pas entièrement le travail de démocratisation des campagnes. Au notable monarchiste-réactionnaire s'est succédé le notable-libéral gestionnaire, la paysannerie passant sous hégémonie des « républicains conservateurs ».

La bourgeoisie a donc eu une longue phase d'ascension dans la conquête de pouvoir politique, allant de 1789 à 1876. Voire même 1848, la période suivant ne prolongeant en réalité que l'inévitable faillite historique de la bourgeoisie à partir de là.

Cette phase est marquée par une montée en puissance de l'idéal de citoyenneté, le mouvement ouvrier lui-même réclamant l'exercice de ce droit à travers le suffrage universel masculin.

Avec la première crise générale s'étalant de 1917 à 1989, la bourgeoisie est restée sur une position historique de type défensive-conservatrice, visant globalement à maintenir sa capacité de direction politique-civilisationnelle.

D'ailleurs, on peut affirmer que le droit de vote des femmes, obtenu entre la fin du XIXe siècle et les années 1970 (1971 en Suisse, 1974 et 1975 au Portugal et en Espagne) selon les pays capitalistes avancés, marque cette position défensive de la bourgeoisie dans la superstructure politique.

Les années 1970-1980 marque le début de la décadence de la bourgeoisie à tous les niveaux, avec donc l'effritement de l'idéal de citoyenneté intégrée à la société civile. Les choses évoluant en spirale, la décomposition de la citoyenneté bourgeoise commence réellement dans les années 2000.

De fait, la seconde crise générale du capitalisme entamée en 2020 atteste de l'effondrement général de l'idéal libéral de la « société civile » avec un recul absolu de la participation aux deux élections majeures que sont les élections municipales et législatives.

Recul absolu car il semblerait qu'il y a plus de non-participants que de participants et cela est particulièrement flagrant pour l'élection législative. Notons ici que la mort de la société civile dans les régimes fascistes a été relatif, relatif à l'émergence de pays socialistes transformant la citoyenneté SON propre idéal

philosophique et

philosophique et

métropoles impérialistes du fait de l'organisation du mouvement ouvrier, politique »

proposant quelque chose de supérieur dans la société civile (sur le modèle de la social-démocratie historique).

Les élections

Les élections municipales 2020 se sont déroulées au cœur de la première vague de Covid-19, ce qui peut laisser penser que la crainte des contaminations a favorisé l'abstention, bien que les 33 % de participation au premier tour des élections régionales et départementales de 2021 semble relativiser cette crainte comme seul facteur d'explication.

A ce titre, on notera que les diverses tentatives de relance de l'idéal citoyen-bourgeois à travers les lois de décentralisation et la « démocratie participative » se soldent par des échecs.

Toutes ces thèses visent à masquer la date de péremption de la bourgeoisie. La bourgeoisie a consommé son propre idéal philosophique et politique, les masses populaires ayant décroché de manière générale d'avec l'investissement civil et politique.

Le niveau d'abstention de 54 % aux dernières élections législatives confirme la tendance de fond d'une bourgeoisie en décadence et d'un prolétariat isolé dans une société de consommation, bien incapable de proposer une nouvelle citoyenneté, au contenu démocratique et populaire.

Un pallier a été ici franchi dans les années 2010, et confirmé lors des législatives de juin 2022, avec un niveau plus élevé d'abstention et de noninscription que de participation. Cela confirme la thèse de l'émergence de la crise générale comme un processus sans « cause » et « effet ».

Et, du fait du développement des choses en spirale, l'extinction de la société civile dans le milieu des années 2010 trouve à se réfléchir dans la maturation du fascisme, avec un saut qualitatif s'étant ici clairement opéré lors des élections législatives de juin 2022.

> L'extrême-Droite franchit un cap lors des élections législatives 2022

Lors des élections législatives de 1986, le Front national, ancêtre du Rassemblement national, obtenait 35 députés. Il avait pu compter à cette époque sur un scrutin de liste à la proportionnelle, bénéficiant aux partis challengers comme l'était le FN.

«La bourgeoisie a consommé





Il est en effet connu que le mode de scrutin de l'élection législative, uninominal majoritaire à deux tours, ne favorise guère les partis qui ne sont pas établis localement dans la durée.

Pour accéder au second tour, il faut obtenir au moins 12,5 % des électeurs inscrits (et non pas des votants), ce qui place la barre très haute dans un contexte de forte abstention, et donc de sous-mobilisation des classes populaires et de sur-mobilisation de notables locaux.

Ce mode de scrutin des députés est en continuité directe avec l'état d'esprit présidentialiste et « monarchiste » de la Ve République, de Gaulle l'ayant mis en place en 1958 précisément pour assurer la stabilité de l'ordre social par le biais des potentats locaux.

C'est dans ce contexte que l'on peut affirmer que l'élection de 89 députés Rassemblement national est un cap majeur franchi pour le camp de l'extrême-Droite car cela se réalise sans conjoncture institutionnelle favorable comme ce fut le cas en 1986. Ce qui est lui donc favorable, c'est une conjoncture historique.

Il faut ajouter à cela que dans la majorité des circonscriptions, le candidat RN avait au moins un concurrent incarné par un candidat Reconquête! voire plusieurs si Debout la France et les Patriotes investissaient des personnalités.

En réalité, il y a un signe qui ne trompe pas dans cette avancée du Rassemblement national à cette élection législative : l'implantation géographique.

Si l'on regarde les 35 députés de 1986, on a globalement les zones de force historique de l'extrême-Droite sur ces 30 dernières années (et même depuis les années 1930), avec par exemple 10 députés obtenus dans le Sud (4 dans les Bouches-du-Rhône), 3 dans le Nord et le Pas-de-Calais, 1 en Moselle.

Les victoires du RN en juin 2022 révèlent un saut qualitatif, avec une percée majeure dans des zones où il en était auparavant absent et une progression logique dans ses territoires historiques.

Dans le Var, sur les 8 circonscriptions, le Rassemblement national en gagne 7, laissant la seule circonscription constituée autour de la préfecture de Toulon à la majorité présidentielle. Il gagne 4 circonscriptions sur 5 dans le Vaucluse, 4 circonscriptions sur 6 dans le Gard...

Dans les Pyrénées-Orientales, là où Louis Aliot, vice-président du RN a été élu maire de Perpignan en 2020, le Rassemblement national gagne les 4 circonscriptions.

Dans le Pas-De-Calais, sur les 12 circonscriptions que compte le Pas-de-Calais, le RN en rafle la moitié, avec Marine Le Pen réélue avec 61 % des suffrages dans la circonscription d'Hénin-Beaumont, dont le maire est Steeve Briois. Sur les 9 circonscriptions de la Moselle, le RN en gagne 3.

Ce sont là les zones historiques de progression de l'extrême-Droite et l'on voit à ce titre combien les élections départementales et régionales ont été un échec relatif pour le Rassemblement national. Sur les 89 députés élus du RN, on retrouve 63 élus locaux, dont 53 conseillers municipaux et 45 conseillers régionaux.

C'est le cas en Gironde, avec l'élection de deux députés RN dans les circonscriptions du Médoc et du Blayais, des zones rurales largement marquées par la culture « Chasse, pêche et traditions ».

On retrouve Edwige Diaz, conseillère régionale depuis 2021 et élue députée du Blayais avec 58, 70 % des suffrages exprimés face à la députée sortante LREM Véronique Hammerer.

Dans le Médoc voisin, Grégoire de Fournas est élu conseiller municipal de Pauillac en 2020, puis conseiller régional en 2021. Connu pour ses positions de défenseur inconditionnel de la chasse, Grégoire de Fournas est également le dirigeant d'un grand vignoble : il est élu avec plus de 53 % des suffrages devant un candidat LFI-NUPES qui n'a pas bénéficié du soutien de la majorité présidentielle après une déclaration scandaleuse de 2018 sur « les chasseurs [qui] tuent plus que les islamistes ».

Mais ce qui traduit véritablement un nouveau pallier, c'est la poussée dans des territoires historiquement plutôt étranger à l'extrême-Droite.

Ce sont les cas dans une partie de ladite « diagonale du vide », avec des percées dans l'Allier, le Loiret, l'Yonne. Mais aussi au sud-ouest dans la Dordogne et le Lot-et-Garonne et la Charente. Au Nord-Ouest de l'Île-de-France, avec le basculement de l'Eure et au Nord-Est avec la Haute-Marne. Derrière cet ancrage local, il y a en réalité le basculement de l'électorat rural de la Droite.

Si les années 1990-2000 ont été le moment d'implantation du RN dans le Pas-de-Calais, les années 2010 celui de son ancrage à l'Est et dans les Hauts-de-France, il semblerait que la séquence électorale du printemps 2022 soit celle de l'affirmation du RN dans l'électorat conservateur, historiquement lié à la Droite traditionnelle.

On a donc là un pallier qui a été franchi par l'extrême-Droite dans le pays et la quantité de députés obtenus ne fait que refléter une tendance de fond marquée par la conjugaison d'une société civile apathique et d'une capacité du RN à s'être implanté dans le système des notables à la campagne, lui permettant de contourner le « front républicain ».

De fait, le RN peut maintenant compter sur des capacités et des positions parlementaires lui permettant de peser plus profondément dans l'opinion publique, de la même manière qu'elles vont renforcer tant financièrement que politiquement son assise dans la société française.



« Un pallier qui a été franchi par l'extrême-Droite dans le pays »





Pour comprendre la dynamique du RN et le seuil franchi, on peut regarder quelques cas typiques.

Prenons un territoire rural historiquement lié à la SFIO et au PCF qu'est l'Allier.

Dans la seconde circonscription qui a pour cœur la préfecture de Montluçon, c'est le RN qui rafle la députation avec un chauffeur-livreur de 29 ans, Jorys Bovet, face à une artiste-comédienne de 25 ans investie par LFI-NUPES, la candidate Ensemble! ayant été éliminée dès le premier tour.

Avec  $16\,116$  voix contre  $15\,976$ , le candidat R.N gagne de très peu alors que l'abstention majoritaire à  $52\,\%$  était toutefois en-dessous de la moyenne nationale de  $54\,\%$ .

En réalité, cette circonscription est surtout peuplée de retraités, et si la candidate LFI remporte la mise dans la zone urbaine comme Montluçon, le candidat RN arrive en tête dans les espaces ruraux, comme Commentry. Jorys Bovet est le premier député d'extrême-Droite de l'Allier et qu'il soit un jeune ouvrier encarté depuis 2 ans au R.N en dit long sur la décomposition de la Gauche historique dans cette zone, ne pouvant espérer mieux que de puiser dans le monde des bobos.

Une circonscription révélatrice du basculement de l'électorat traditionnelle de la Droite est sûrement la seconde circonscription de la Haute-de-Marne. Dans ce département, le basculement s'est déjà effectué entre le second tour des élections présidentielles de 2017 et celui de 2022.

Résultats des 2e tours des élections présidentielles 2017 et 2022 en Haute-de-Marne

	2017	2022	Evolution 2017/2022
Emmanuel Macron	50,4 %	43 %	-6962
Marine Le Pen	49,5 %	56,9 %	6255

Dans la seconde circonscription de la Haute-Marne, le député sortant était François Cornut-Gentille, élu RPR, puis UMP, puis LR depuis 1993. En 2017, il était réélu à plus de 61 % des suffrages exprimés devant un candidat R.N.

C'est donc un tournant majeur que l'élection de Laurence Rober-Dehaut, une hypnothérapeute de 58 ans qui a été élue conseillère départementale aux dernières élections départementales de 2021. Elle bat le notable L.R, avec 51, 70 % des suffrages, ce qui en dit long sur le basculement de l'électorat traditionnellement acquis à la Droite.

C'est d'ailleurs les deux circonscriptions de Haute-Marne qui basculent à l'extrême-Droite, la première circonscription ayant été remporté par le RN devant la secrétaire d'État chargé à la biodiversité Bérangère Abba. Ce sont les deux premiers députés RN dans le département.

Dans l'Eure, le RN conquiert 4 circonscriptions sur 5. D'ailleurs, la 4e circonscription est gagnée de peu par un candidat PS-NUPES, avec 50, 45 % des voix, devant de 350 voix la candidate portée par le RN.





## La Gauche prise entre l'étau post-moderne et l'enclume néo-populiste

Dès la fin du mois d'avril ont été lancés des discussions par les différentes forces de gauche pour former une alliance en vue des élections législatives. Lancée par en haut et maintenue tout au long par des discussions d'étatsmajors, sans aucune vitalité à la base, cette alliance a débouché début mai sur la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale (NUPES).

Au cœur de cette stratégie, il y a la ligne « populiste de gauche » portée par la France Insoumise qui souhaite fonder un large « pôle » qui agrégerait des forces associatives, syndicales et politiques pour représenter un « bloc progressiste ».

On retrouve là décalquées les expériences d'Amérique Latine qui influencent Jean-Luc Mélenchon dans un mélange de mouvementisme et de refus des principes organisationnels héritiers du mouvement ouvrier.

Dans les pays semi-féodaux et semi-coloniaux, ce type de stratégie génère une perspective modernisatrice de type capitaliste-bureaucratique, ce qui dans les métropoles impérialistes se matérialise par une proposition post-réformiste de nature social-nationaliste.

Il suffit de voir ici les récentes élections des présidents « de gauche » au Chili et en Colombie. Au Chili, Gabriel Boric, dont l'élection en décembre 2021 fut saluée par les initiateurs de la NUPES, est issu de « Convergence sociale », un regroupement de 4 partis s'étant intégré dans une coalition « Front large ».

En Colombie, le nouveau président Gustavo Petro est quant à lui issu du « pôle démocratique alternatif », issu d'une fusion en 2003 de plusieurs partis qui avaient déjà formé une coalition électorale lors des législatives de 2002. Le soir de son élection, Gustavo Petro a annoncé vouloir « taxer les riches » pour « consolider le capitalisme » car « pour pouvoir repartir la richesse, il faut d'abord la produire ».

La NUPES représente cette même tendance de fond, qui fait se mélanger perspectives modernisatrices de type post-modernes et volonté sociale dans un cadre national fortifié.

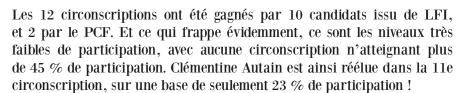
On remarquera ainsi qu'il n'y a rien ou presque rien de consistant dans le programme de la NUPES, le plaçant bien en-deçà d'un programme aux prétentions réformistes comme celui de François Mitterrand en 1981 qui avait comme objectif de nombreuses nationalisations (industrielles et bancaires) et la sortie de l'OTAN.

Lorsqu'on regarde à l'inverse les scores de l'alliance électorale des gauches autour de la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale (NUPES), on est frappé de voir comment son noyau dur qu'est la France Insoumise rafle les secteurs bobos post-modernes.

C'est tout particulièrement flagrant avec la Seine-Saint-Denis, ce département qui baigne entre des secteurs étudiants et bobos qui gravitent notamment autour de l'Université Paris VIII et un tissu social déchiré par la décomposition turbocapitaliste typique de la grande métropole.







De fait, lorsqu'on regarde les résultats de manière générale, il est clair que la gauche est en très net recul, le premier groupe d'opposition à l'Assemblée étant celui des 89 députés R.N.

Au total, la NUPES totalise 131 sièges, avec 75 pour la France Insoumise, 27 pour le P.S, 16 pour EELV, 12 pour le PCF, 6 pour Génération.s, 4 députés « ultramarins », ce qui est assez faible étant donné que dans l'immense majorité des cas, les candidats étant les seuls sur leur circonscription du fait de l'accord national.

Cela traduit bien une droitisation de la société française, avec notamment le basculement de l'électorat rural plutôt traditionnel vers l'extrême-Droite.

On remarquera ici que sur 59 duels ayant opposé un candidat NUPES contre un candidat d'extrême-Droite, 33 ont été gagnés par l'extrême-Droite et 26 par la NUPES. Cela en dit long sur les faiblesses de la NUPES, incapable de remporter la majorité de ces duels car n'en ayant pas les moyens politiques, et encore moins idéologiques et culturels.

De la même manière que les très faibles niveaux de participation dans certains endroits où le candidat NUPES est élu face au RN témoignent de l'inexistence d'une dynamique militante et populaire issue de cette alliance électorale. C'est le cas par-exemple dans la 7e circonscription des Bouches-du-Rhône qui enregistre 71 % d'abstention ou Fabien Roussel réélu avec 60 % d'abstention.

Sur ces 59 duels, l'immense majorité l'ont été dans des territoires plutôt ruraux ou périurbains et l'extrême-Droite s'impose sans grande surprise le plus généralement dans les zones les plus rurales.

C'est pourquoi François Ruffin, réélu député de Picardie, a déclaré au journal Le Monde après les élections législatives qu'« on ne doit pas devenir la gauche des métropoles contre la droite et l'extrême droite des bourgs et des champs ». Une déclaration approuvée par le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel.

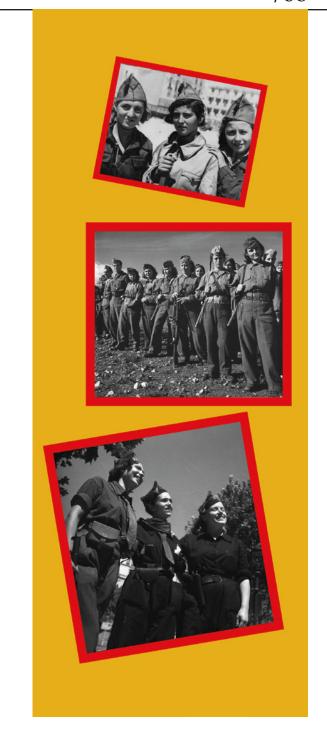
S'il y a une compréhension au moins formellement de la contradiction ville/campagne, il y a une totale esquive de celle entre intellectuels et manuels. On a là une variante NUPES « beauf » des champs face à une variante NUPES bobo des villes.

Cela ne signifie donc pas la remise de la Gauche sur ses rails historiques, mais un basculement assumé vers une ligne néo-populiste de type gilet jaune, qui ne fera que renforcer en tendance le fascisme.

Pour bien y voir clair, voici un tableau de l'ensemble des circonscriptions où s'est joué au second tour de l'élection législative une opposition entre la NUPES et le RN, ainsi que le niveau d'abstention (pour rappel, au niveau national, l'abstention a été de 54 %).



	NUPES	RN	Abstention	Remarques
4e Ain	37,73 %	62,27 %	54, 48 %	
5e Aisne	37, 59	62,41 %	54, 15 %	
3e Aisne	54,9 %	45 %	55 %	
2e Allier	49,78 %	50, 22%	51,9%	ler élu RN du département
1e Alpes-Haute-	48,81 %	51, 19 %	47,5%	
Provence 1e Aude	46,44 %	53, 56 %	49 %	
3e Aude	46,68 %	53,32 %	44, 58 %	
3e Bouches-du-	45 %	54,9 %	62,8%	
Rhône 7e Bouches-du-				
Rhône	64 %	35 %	71 %	
9e Bouches-du- Rhône	41, 36 %	58,6 %	55 %	
10e Bouches-du-	40,3 %	59,6 %	52 %	
Rhône	40,5 %	39,0 %	32 %	
13e Bouches-du- Rhône	52 %	48 %	55,8 %	
16e Bouches-du-	45 %	55 %	54, 4 %	
Rhône 2e Cher	54,3 %	45,6%	55,8%	
				ler élu RN du
2e Drôme	43 %	57 %	54, 3 %	département
4e Eure	50, 4 %	49,5 %	52, 3 %	Candidat PS-NUPE
4e Gard	45,8 %	54 %	51, 47 %	
5e Gard	53 %	47 %	49 %	
4e Hérault 5e Hérault	<b>50, 65 %</b> 45, 76 %	49, 35 % <b>54,24</b> %	49, 70 % 49, 53 %	
Je Helault	75, 10 /0	34,24 70	۰۵ دد , د	Candidat d'extrême
6e Hérault	30 %	70 %	56, 70 %	Droite Emmanuell
7e Hérault	40 %	60 %	52,3%	Ménard (non R.N.
8e Hérault	50, 59 %	49, 41 %	53,65 %	
5e Gironde	46, 72 %			Polémique autour o
Se Gironde	46, 72 %	53, 28 %	52, 24 %	la chasse
4e Loiret	36,6 %	63,3 %	54 %	le élu RN du département
3e Lot-et-Garonne	43 %	57 %	48, 54 %	•
2e Lot-et-Garonne	30,75 %	39,44 %	44 %	Triangulaire avec député sortant Ensemble!
2e Marne	45, 19 %	54,81 %	56, 35 %	Ensemble:
6e Meurthe-et-				
Moselle	50, 23 %	49,77 %	58, 38 %	
3e Moselle	51, 46 %	48,5 %	57, 33 %	
5e Nord	49 %	51 %	53 %	
15e Nord	46 %	54 %	53 %	
16e Nord	49,6 %	50, 3 %	58 %	Sébastien Chenu,
19e Nord	43 %	57, 15 %	58 %	candidat RN
20e Nord	54,5 %	45,5 %	60,5 %	Fabien Roussel,
3e Oise	47, 58 %	52,42 %	59 %	candidat PCF-
				Marine Le Pen,
11e Pas-de-Calais	39 %	61 %	58, 37 %	candidate RN
12e Pas-de-Calais	43,70 %	56,30 %	58, 24 %	
5e Puy-de-Dôme	69, 43 %	30, 57 %	52, 76 %	André Chassaigne candidat PCF-
4e Saône-et-Loire	56, 30 %	43, 70 %	54, 27 %	Candidat I CI -
2e Sarthe	63 %	36,9 %	56, 82 %	
4e Sarthe	50, 15 %	49, 85 %	55, 58 %	
3e Seine-Maritime				
	70,3 %	29,6%	58 %	
4e Seine-Maritime	53, 12 %	46, 28 %	56, 30 %	
5e Seine-Maritime	55,8 %	44, 19 %	52, 45 %	
6e Seine-Maritime	57,8 %	42, 19 %	51 %	
6e Seine-et-Marne	47, 87 %	52, 13 %	59 %	
7e Seine-et-Marne	51, 31 %	48, 69 %	58 %	<b>P</b>
le Somme	61 %	39 %	55 %	François Ruffin, candidat NUPES
5e Somme	39, 21 %	61 %	51, 68 %	
le Tarn	47 %	53 %	48, 53 %	
				Valérie Rabault,
le Tarn-et-Garonne	58, 29 %	41, 79 %	49 %	candidat PS-NUPE
le Vaucluse	48,84 %	51, 16 %	56, 57 %	
2e Haute-Vienne	61,47 %	38, 53 %	47, 56 %	
le Yonne	49 %	51 %	50, 20 %	
2e Belfort	51, 37 %	48, 63 %	52, 44 %	
2e Essonne	46,73 %	53, 27 %	53, 68 %	
Ze Essonie				Nr. 1 P
8e Essonne	42, 74 %	57,26 %	52, 47 %	Nicolas Dupont- Aignan, candidat « Debout la France (non R.N)



«S'il n'y a pas de crise de régime, c'est qu'il n'y a pas trois blocs, mais bien deux»

## Non pas deux mais trois blocs

À la vue des résultats de l'élection présidentielle, puis surtout celle des législatives, il apparaît qu'une cristallisation s'est effectuée au niveau du rapport des forces politiques.

Cela confirme de manière relative le fait qu'une décantation de la crise se joue bien ici dans la superstructure, et précisément dans le domaine politique. Relatif car s'il y a une instabilité réelle, cela n'est pas pour autant une crise de régime à proprement parler.

Et s'il n'y a pas de crise de régime, c'est pour la bonne raison qu'il n'y a pas trois blocs comme cela est souvent dit, mais bien deux. En effet, selon diverses analyses, il y aurait grosso modo, un bloc « élitiste », un bloc « réactionnaire » et un bloc « populaire ».

En réalité, il n'y a pas de crise de régime, car cette lecture en trois blocs est erronée. Au regard des tendances historiques de fond, il y a deux blocs. Un bloc que l'on peut qualifier de libéral- progressiste, et un autre bloc que l'on peut désigner à l'inverse comme national-conservateur.

Dans ce schéma, il n'y a donc pas de dynamique autonome liée au mouvement ouvrier en mesure de proposer un rapport de force antagoniste, ce qui engendrerait une crise de régime. On se retrouve en France avec une configuration à l'américaine, avec ses contours spécifiquement français du fait du parcours national-historique des luttes de classe dans ce pays.

D'un côté un camp général de type « républicain » à l'américaine et de l'autre, un camp général de type démocrate à l'américaine.

La NUPES, avec dorénavant un noyau de députés EELV, forme une sorte de courant social-progressiste du camp démocrate à la française, Renaissance étant son courant libéral-modernisateur. Sur le plan culturel, il n'y a strictement aucunes divergences.

A l'inverse, le Rassemblement National devient la force pivot d'un vaste camp national-conservateur à l'image du « Tea Party » aux États-Unis. Cette force peut très bien soutenir des initiatives législatives portées par la Droite traditionnelle LR, elle-même proche d'« Horizons » d'Edouard Philippe.

Si l'on doit simplifier à l'extrême, on peut dire que Renaissance d'Emmanuel Macron est une sorte de canevas « démocrate » dans les grandes agglomérations françaises, ayant en soutien la NUPES dans sa volonté sociale-modernisatrice, quand le R.N devient progressivement un canevas « républicain » dans les campagnes, notamment dans sa défense du « terroir » et de la chasse unifiant les « rednecks » à la française.

L'instabilité relative de la Ve République qui se dévoile avec les élections législatives ne pourra se transformer en crise de régime qu'avec le retour de l'Histoire, et notamment de la guerre, recréant un prolétariat constitué en une force autonome et antagoniste avec les institutions.

Et cela doit passer par la résolution des deux grandes contradictions, intellectuels/manuels et villes/campagnes. ■



# LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE JUILLET 1934

Comment lutter contre la guerre impérialiste ?

1. ON NE PEUT SUPPRIMER LA GUERRE QU'EN SUPPRIMANT LE CAPITALISME

La guerre est inséparable du capitalisme. Ses causes profondes ne sont, ni un « mauvais principe » inhérent à la nature humaine, ni une « mauvaise politique » de certains gouvernements, ni la simple volonté malfaisante de quelques hommes ou clans. Elle n'est pas non plus un phénomène naturel inévitable. Mais elle ne peut pas d'un autre côté être supprimée du monde capitaliste, entre autres, par la méthode des conférences internationales, des pactes ou traités entre nations capitalistes.

Elle est la conséquence directe des bases mêmes du système capitaliste, de son mode de production qui conduit aux crises et à la lutte acharnée pour de nouveaux marchés ou de nouvelles sphères d'investissements de capitaux.

L'impérialisme (stade du capitalisme parvenu à la période des monopoles) accentue les antagonismes dans une mesure telle que la paix n'est plus qu'une pause entre deux guerres.

Le développement économique et politique des nations se faisant à un système très inégal, il s'ensuit constamment la nécessité de refaire un nouveau partage du monde selon les nouveaux rapports de forces en présence. En outre, le front principal de la politique de toutes les puissances impérialistes, quels qu'en puissent être les changements de formes extérieures amenés par las circonstances historiques, est tourné contre le monde socialiste en construction, contre l'U.R.S.S. et les Soviets chinois.

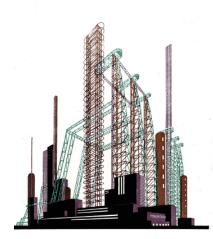
Au premier plan des préoccupations de toutes les bourgeoisies se situe la volonté de renverser la dictature du prolétariat. I, anéantissement du pouvoir soviétique dont l'exemple de construction du socialisme rayonne sur le monde entier, la mainmise sur les territoires soviétiques avec leurs immenses possibilités économiques, sont pour le capital international une question de vie ou de mort.

C'est pourquoi le léninisme « rejette toutes les théories pacifistes sur la suppression de la guerre en régime capitaliste, et indique aux masses ouvrières, a tous les opprimés, la seule voie qui conduise au but : le renversement du capitalisme. » (Thèses du 6e congrès de l'I.C.)

La lutte des communistes pour la paix fait donc partie de leur action générale pour renverser la domination bourgeoise, de la lutte des classes. Mais il ne faut pas en conclure, comme l'avaient fait les guesdistes, qu'il n'y a pas besoin de lutter d'une façon plus spéciale, contre la guerre, terrain de bataille sur lequel nous pouvons amener à nos côtés des masses très larges, même encore loin de comprendre ce qu'est la lutte de classes. Si les communistes savent que la guerre est inéluctable tant que durera le capitalisme, ils n'encouragent pas, ainsi que le prétendent calomnieusement leurs adversaires, les guerres impérialistes comme moyen de faire surgir fatalement la révolution prolétarienne. Dans l'intérêt des masses travailleuses, ils s'efforcent de lutter par tous les moyens contre la guerre qui impose à celles-ci d'épouvantables sacrifices, pour la retarder le plus possible, pour la prévenir par la révolution.



#### 2. LA LUTTE EN TEMPS DE PAIX.



La lutte contre la guerre ne saurait donc être seulement une question de propagande, tendant à démontrer aux masses que le maintien de la paix ne peut être assuré tant qu'existe le régime actuel. Elle ne peut consister seulement à dire d'une façon abstraite que quand la guerre impérialiste sera là, nous la transformerons en guerre de libération. C'est dès maintenant qu'elle doit être au centre de l'activité contre l'exploitation et l'oppression capitalistes.

a) Le mensonge de la défense nationale

Au sujet de la lutte contre les dangers de guerre, je pense que la plus grande difficulté est de vaincre le préjugé d'après lequel celle question serait claire, simple et relativement facile à résoudre.

Il faut bien expliquer à tous les conditions réelles et le profond mystère qui donnent naissance à la guerre. (Lénine, Instructions pour les délégués russes à la conférence de La Haye, 1932.)

La préparation idéologique de la bourgeoisie est conduite sous le mot d'ordre principal de la défense de la patrie. Or, les prolétaires soumis à la bourgeoisie et expropriés par elle n'ont pas de patrie.

Ils n'ont qu'un seul ennemi ; les capitalistes. Aussi longtemps que les ouvriers n'ont pas vaincu cet ennemi dans leur propre pays, aussi longtemps qu'ils n'ont pas conquis le pouvoir et arraché aux exploiteurs les moyens de production, la défense nationale signifie pour eux défense de l'exploitation et par conséquent trahison de leurs propres intérêts de classe. Le prolétariat ne doit pas défendre ses oppresseurs, mais lutter pour leur écrasement.

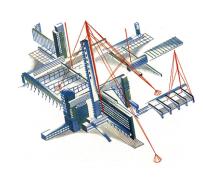
On ne peut pas, au xxe siècle, en France « défendre sa patrie » autrement qu'en mettant tout en œuvre, tous les moyens révolutionnaires, contre la monarchie, les propriétaires et les capitalistes de sa patrie, c'est-à-dire contre les pires ennemis de notre patrie. (Lénine, 1914.)

La formule bourgeoise peut être adaptée aux conditions actuelles de l'impérialisme français et devenir la « défense de la démocratie contre le fascisme ». La démocratie bourgeoise, qui se fascise de plus en plus, n'est qu'une forme de la dictature de la bourgeoisie, et il ne s'agit jamais que de la lutte d'un Impérialisme contre un autre. La guerre ne ferait d'ailleurs que précipiter la fascisation d'un pays.

« Notre ennemi est chez nous ». Cette formule de Liebknecht et de Lénine doit être gravée dans le cerveau de tous les militants.

Un autre moyen de mobilisation des masses en faveur de la guerre consiste à faire croire que la guerre liquidera la crise. La guerre accroît formidablement les profits des entreprises capitalistes, mais si elle procure du travail à des ouvriers — dans les conditions de l'application de la brutale dictature militaire et de la menace des bombardements à gaz — le chômage serait atténué, mais cela serait payé par des millions de morts et un esclavage accru. Rappeler que la guerre de 1914-1918 s'est terminée par une crise générale du capitalisme, apportant une immense misère à la classe ouvrière.

« Il est impossible d'éviter ou de limiter la guerre en régime capitaliste »



### b) La duperie pacifiste

Faire tomber le rideau derrière lequel la bourgeoisie prépare la guerre, c'est avant tout mener la lutte politique la plus acharnée contre le pacifisme. Toutes les tendances pacifistes croient pouvoir, sincèrement ou non, écarter la guerre indépendamment des conditions de propriété existant entre les hommes. Il est impossible d'éviter ou de limiter la guerre en régime capitaliste, et le pacifisme ne fait que voiler la préparation de guerres nouvelles ou que distraire de la véritable lutte contre la cause même des guerres.

Le pacifisme officiel (Locarno, mise de la guerre hors la loi, etc.) ne sert aux gouvernements capitalistes qu'à masquer leurs manœuvres et leurs intrigues. « Les alliances entre États capitalistes, au lieu d'être des garanties de paix, sont des acheminements vers la guerre.» (Thèses de l'Exécutif de l'I.C., mars 1922.)

Les communistes doivent démasquer par tous les moyens la nature mensongère et réactionnaire du mot d'ordre de désarmement à l'intérieur du régime capitaliste. En soutenant ce mot d'ordre on répand l'illusion que, sans supprimer le capitalisme, on peut rendre les guerres impossibles. » (Thèses du 8e Exécutif de l'I.C., 1927.)

Chaque pays capitaliste ne songe par ses feintes propositions de désarmement qu'à désarmer le voisin. Tout au plus veut-il limiter momentanément ses dépenses de guerre pour des raisons financières.- L'échec des innombrables réunions de Genève est l'illustration de cette duperie. Les experts capitalistes sont poussés par le jeu de leurs intérêts à s'armer (Voir ci-dessus, première partie, La politique française).

Il convient de réagir contre le pacifisme qui n'oppose aux dangers de guerre que des phrases prétendument radicales, mais puériles, comme ; « Plus jamais de guerre. Repoussons toute violence... »

« Le pacifisme et la propagande abstraite en faveur de la paix sont une force pour duper la classe ouvrière... En ce moment, la propagande pour la paix non accompagnée d'appels à l'action révolutionnaire des masses ne peut que semer des illusions, corrompre le prolétariat en lui inspirant confiance en l'humanité de la bourgeoisie et en faire un jouet entre les mains de la diplomatie secrète des États belligérants » (Lénine, tome XIII, p. 51).

Le désarmement ne saurait être notre mot d'ordre. Des communistes ne peuvent se déclarer adversaires de n'importe quelle guerre. Ils doivent avoir en vue les guerres démocratiques et d'insurrections, par exemple, des peuples opprimés contre leurs oppresseurs, les guerres du socialisme vainqueur dans un pays contre des pays capitalistes, enfin la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie : «Inscrire le désarmement au programme, c'est dire d'une façon générale : nous sommes adversaires de remploi des armes.

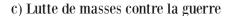
Il n'y a pas plus de marxisme là dedans que si nous disions : nous ne voulons pas recourir à la violence... Notre mot d'ordre doit être : armement du prolétariat pour qu'il puisse vaincre, pour qu'il puisse exproprier et désarmer la bourgeoisie, c'est la seule tactique possible pour une classe révolutionnaire » (Lénine, Contre le courant, octobre 1916.)

Il convient cependant de bien voir la différence entre les méthodes de lutte contre le pacifisme employées par les travailleurs de l'U.R.S.S. et les nôtres ; « Les ouvriers de l'Union Soviétique peuvent, dans la lutte contre le pacifisme, cette arme empoisonnée de l'impérialisme, proposer aux impérialistes le désarmement général

Mais le prolétariat qui est encore en lutte pour le pouvoir dans les États capitalistes ne peut employer cette méthode. Les propositions ou les revendications de désarmement que le prolétariat de ces pays pourrait adresser à sa propre bourgeoisie ne seraient pas un acte révolutionnaire, mais le remplacement du mot d'ordre de son désarmement, par le renoncement à la guerre civile, au socialisme » (Thèses du 6e Congrès).

Pour comprendre enfin le « profond mystère » dont parle Lénine, il ne suffit pas de prononcer des phrases creuses telle que « la reconnaissance en théorie que la guerre est un crime », car ainsi on ne donne aux masses aucune idée réelle de la façon dont la guerre peut se reproduire et dont elle se reproduira.

« L'immense majorité du prolétariat pense que la guerre commencera comme en 1914 : tension diplomatique violente, assassinat d'un archiduc quelque part, mobilisation affichée à grand fracas, déclaration de guerre solennelle. Une telle conception est absolument erronée. L'histoire ne se renouvelle jamais de la même manière » (A. Marty, rapport au 7e Congrès du P. C. F.)



Lénine a expliqué clairement combien sont stupides et dangereuses les phrases qui consistent à dire simplement : « Ripostons à la guerre par la grève ou la révolution.»

Il y aurait lieu de déclarer qu'en ce moment surtout, après la guerre toute récente, seuls des imbéciles ou des menteurs avérés peuvent soutenir qu'une telle réponse à la question de la lutte contre la guerre a une valeur quelconque » (Instructions aux délégués à La Haye).

L'objecteur de conscience, qui peut être un lutteur courageux, mais impuissant, se laisse isoler de la grande masse et favorise les efforts de la bourgeoisie vers la création d'une armée sûre. La bourgeoisie dispose de moyens formidables (presse, radio, cinéma, école, etc.) pour créer en quelques jours une psychose chauvine et entraîner dans la guerre ouvriers et paysans, et la lutte contre la guerre ne peut être improvisée lorsque la terreur est écrasante mais doit être préparée de longtemps au sein des masses.

Le communisme considère que le centre de gravité dans la lutte contre la guerre est le mouvement des masses et la lutte des masses. Le travail à l'usine, dans les syndicats, à la campagne :

1) Il s'agit surtout d'atteindre l'adversaire au centres vitaux de ses préparatifs de guerre. Ce sont tout d'abord les usines, et en particulier les usines d'armements, de produits chimiques, les grandes usines métallurgiques, les gares, les ateliers de chemins de fer, etc.

Les batailles du prolétariat pour ses revendications immédiates doivent être toujours liées à la lutte contre les préparatifs de guerres impérialistes. « Toutes les questions importantes de politique, extérieure, d'armements, de mise en œuvre de nouvelles ressources militaires, etc. doivent être soumises, à l'examen des masses et utilisées pour des manifestations révolutionnaires ». (Thèses du 6e congrès.) L'ouvrier doit étudier et connaître le rôle de son entreprise dans le cadre des préparatifs de guerre, en tenant compte de ce que, avec l'aide des méthodes modernes de production, il peut fabriquer totalement ou partiellement des engins de guerre sans s'apercevoir immédiatement de leurs possibilités d'application, ou des produits à destination prétendument pacifique qui seront utilisés dans la guerre,





« La tâche du prolétariat est de transformer la guerre impérialiste en guerre civile libératrice »

- 2) « Etant donné que, dans la plupart des pays, c'est la paysannerie qui constitue la masse de l'armée, on s'attachera particulièrement à la propagande antimilitariste parmi les paysans... Les communistes doivent combiner leur propagande contre la guerre avec la lutte pour les revendications économiques des paysans pauvres, ils doivent faire du travail fractionnel dans les syndicats réactionnaires de paysans, etc. » (Thèses du 6e congrès).
- 3) Le travail parmi la jeunesse est d'une importance décisive. « Qui a la jeunesse à l'armée » (Karl Liebknecht). Il faut lutter contre la préparation militaire, mais là où elle est obligatoire, il faut organiser le travail pour éclairer la jeunesse et provoquer la décomposition des organisations para-militaires.
- 4) Étant donné l'importance du rôle des femmes dans l'industrie en cas de guerre, il faut consacrer, une attention particulière à l'organisation des ouvrières et des femmes d'ouvriers.
- 5) Un des aspects capitaux du travail révolutionnaire dans les masses est l'activité antimillitariste, le travail dans l'armée et dans la flotte, parmi les inscrits et les réservistes. Il faut intéresser l'ensemble des travailleurs à la défense des revendications des soldats et des marins (délégations ouvrières dans les casernes). Il est donc clair qu'il est impossible de lutter contre la guerre sans organisation dans les usines essentielles. « Lorsqu'il y a 12 communistes sur 31.000 ouvriers dans une usine de guerre d'une telle importance (Renault) comment voulez-vous que nous puissions lutter ? » (Marty, rapport du 7e Congrès du P, C. F.).

#### 3. La lutte pendant la guerre

Malgré le travail intense quotidien contre la guerre, ce serait une illusion de croire que par cette seule activité la guerre pourrait disparaître de la surface du globe, si le prolétariat ne réussit pas à conquérir le pouvoir d'état par l'insurrection armée, il se trouvera un jour en face de la guerre. Sa tâche sera alors de transformer la guerre impérialiste en guerre civile libératrice. « Une semblable transformation n'est évidemment pas facile et ne peut pas s'accomplir au gré des partis » (Lénine).

### a) Le boycottage de la guerre

Les travailleurs doivent repousser toute idée de rendre la guerre impossible en demandant aux mobilisés de ne pas rejoindre l'armée. Un boycottage de masses ne peut réussir que partiellement, et il couperait les meilleurs éléments révolutionnaires du contact avec la masse des participants à la guerre. « Boycotter la guerre, c'est une phrase stupide. Les communistes doivent partir pour n'importe quelle guerre réactionnaire ». (Lénine, 1922.)

En septembre 1931, lorsque le cercle des troupes japonaises se resserrait autour de Moukden, le P.C. et la J.C. du Japon rappelaient les directives suivantes :

- « Que signifie l'ordre de mobilisation ? Cela signifie que les prolétaires se rendent à la caserne, deviennent des soldats, mettent l'uniforme et prennent les armes. Exécuter l'ordre de mobilisation signifie, dans ces circonstances, pour les prolétaires, s'emparer des armes. Refuser d'exécuter cet ordre signifie que les prolétaires se refusent à prendre les armes...
- « ...cela signifie que nous déplaçons de l'usine à la caserne le champ de notre activité pour la conquête des masses prolétariennes à la lutte contre la bourgeoisie, cela tout au moins en ce qui concerne les ouvriers mobilisés...
- « ...la liaison la plus étroite doit être maintenue entre les soldats mobilisés et les ouvriers et les paysans des entreprises et des villages où ils travaillaient avant la mobilisation.

« ...nous devons travailler énergiquement au front pour la fraternisation avec les soldats des troupes adverses, et pour que nos soldats tournent leurs armes contre l'impérialisme japonais... Et lorsqu'on nous enverra combattre contre les troupes rouges, les soldats devront être réunis en groupe compact, pour, au moment le plus propice passer à l'armée rouge. » (Correspondance internationale n°37, de mai 1932.)

Bien entendu, si au moment d'une déclaration de guerre se dessine un grand mouvement de masse tendant à refuser le service militaire, les communistes doivent en prendre la tête pour lui donner un caractère révolutionnaire et l'utiliser au maximum afin de révolutionner les masses. Mais ils doivent expliquer qu'on n'a rien fait lorsqu'on a refusé de porter les armes et travailler parmi ceux qui les portent pour qu'ils en fassent un bon usage conforme aux intérêts du prolétariat.

La lutte contre la guerre, une fois déclenchée, pas plus qu'avant, ne peut consister en des actes individuels, mais en une lutte de masses.

Si la « grève générale en réplique à la guerre » doit être considérée comme une illusion, la grève générale reste un moyen de lutte, combiné à d'autres : manifestations, grèves dans les usines et les transports. Mais c'est justement ceux-ci qui permettront de la préparer en liant les revendications économiques des ouvriers à la lutte contre la guerre ; elle ne peut être que l'aboutissant de tout un travail pratique quotidien.

### b) Le défaitisme révolutionnaire

L'ouvrier révolutionnaire appliquera les points essentiels du programme politique élaboré et appliqué par Lénine et le parti bolchevik dans la dernière guerre mondiale, et basé sur cette idée : « La classe révolutionnaire, dans une guerre de réaction, ne peut faire autrement que de souhaiter la défaite de son gouvernement. » (Lénine, 1915.)

Il faut donc analyser selon l'esprit marxiste le caractère de chaque guerre. Quand il y a guerre entre États impérialistes, le prolétariat pratique le défaitisme vis-à-vis de son propre gouvernement ; quand il s'agit d'une guerre d'oppression dirigée contre un mouvement national-révolutionnaire ou contre un peuple colonial, il adopte la même position, soutient et mène cette guerre contre sa propre bourgeoisie; dans le cas d'une guerre contre l'union soviétique, il est clair que la lutte pour la défaite de son, propre gouvernement ne suffit plus ; elle doit être complétée par la lutte active pour la victoire de l'armée rouge, alliée la plus puissante des prolétaires des pays capitalistes, pour la défense de la patrie socialiste.

Rappelons encore ici quelques termes de l'appel du Parti communiste japonais lancé le 19 septembre 1931 en pleine guerre de l'impérialisme nippon contre la Chine :

- « Luttez contre la patrie de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers ! Résistez à toutes les opérations militaires de la patrie des parasites et des assassins ! Ouvriers occupés dans les entreprises militaires et dans les transports, ne transportez pas un seul soldat ni un seul fusil vers le front ! Arrêtez la production !
- « Ouvriers, paysans et chômeurs du Japon, organisez des grèves et des démonstrations en masse contre la guerre et pour vos revendications !
- « Soldats du front ! tendez plus hardiment la main au prolétariat chinois ! » (Internationale communiste, 15 mars 1932.)

Le travailleur révolutionnaire, pendant la guerre, expliquera aux masses le caractère réactionnaire de la guerre, la nécessité de repousser le « devoir » de défense nationale, il montrera que la seule voie pour une lutte victorieuse contre la guerre est une action des masses de l'arrière et du front dans le but de renverser la bourgeoisie. Il prouvera qu'une paix «juste» n'est possible que si le pouvoir a été pris par le prolétariat dans les principaux États belligérants. Il luttera contre les phrases sur la « paix » auquel il opposera le mot d'ordre de révolution prolétarienne.

Tout notre travail doit être inspiré par cette idée: aucun communiste ne peut et ne doit envisager la guerre comme fatale. Selon que nous saurons entraîner le, prolétariat et, dans un front unique vaste, toutes les couches foncièrement opposées à la guerre, la lutte de masses contre la bourgeoisie, nous pourrons retarder et même empêcher la guerre.»